

RAPPORT EVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS

**PRÉFECTURES DE VAKAGA ET DU HAUT-MBOMOU, RÉGIONS DE
FERTIT ET DU HAUT-OUBANGUI, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Mai 2026



Photo du point d'eau de consommation de Abossi, Préfecture de Bambouti, mai 2026

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	6
1.1. CONTEXTE SECURITAIRE ET HUMANITAIRE	7
1.1.1. Contexte sécuritaire et humanitaire du Haut-Mbomou	7
1.1.2. Contexte sécuritaire et humanitaire de la Vakaga	8
1.2. OBJECTIF DE L'EVALUATION.....	8
1.3. RESULTATS ATTENDUS.....	9
2. METHODOLOGIE	10
2.1. CHAMP GEOGRAPHIQUE DE L'ETUDE	10
2.2. POPULATION CIBLE	13
2.3. ECHANTILLONNAGE.....	13
3. RESULTATS	17
3.1. CARACTERISTIQUES GENERALES	17
3.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES	18
3.3. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE	21
3.3.1. Activités principales et revenus des ménages	21
3.3.2. Accès aux marchés et au crédit	25
3.4. INDICATEURS SAME	26
3.4.1. Le Score de Consommation Alimentaire.....	27
3.4.2. Indice de Stratégie d'Adaptation Réduit (rCSI)	28
3.4.3. Indice de Stratégie d'Adaptation basé sur les moyens d'existence (ISAME/LCSI)	29
3.4.4. Indice domestique de la faim (IDF/HHS)	31
3.4.5. Recommandations pour la sécurité alimentaire.....	33
3.5. ACCES A L'EAU ET ASSAINISSEMENT	34
3.5.1. Accès à l'eau et problèmes liés	34
3.5.2. Recommandations pour l'amélioration de l'accès à l'eau	37
3.5.3. Gestion des ressources en eau	38
3.5.4. Problématique liée à l'hygiène et assainissement.....	39
3.5.5. Recommandations pour l'hygiène et assainissement.....	41
3.6. ABRIS ET HABITAT	42
3.6.1. Problématiques sur les abris et l'habitat	42
3.6.2. Recommandation pour améliorer les conditions abris et habitat	44
3.7. SANTE – NUTRITION.....	44
3.7.1. Santé – Nutrition dans la Vakaga	44
3.7.2. Santé – Nutrition dans le Haut-Mbomou	47
3.7.3. Conclusion et actions prioritaires recommandées	49
3.8. EDUCATION.....	49
3.8.1. Accès à l'éducation et scolarisation des enfants	49
3.8.2. Genre, inclusion et enfants à besoins spécifiques	51

3.8.3. Environnement d'apprentissage et qualité de l'enseignement.....	52
3.8.4. Besoins prioritaires d'éducation.....	53
3.9. PROTECTION.....	54
3.9.1. Sécurité, menaces et incidents	55
3.9.2. Auteurs de violences	55
3.9.3. Groupes les plus exposés	56
3.9.4. Déplacements forcés	56
3.9.5. Accès aux mécanismes de plaintes et de justice	57
3.9.6. Protection de l'enfance	59
3.9.7. Violence basée sur le genre (VBG)	60
4. VULNERABILITE PAR STATUT.....	64
4.1. POPULATIONS DEPLACEES INTERNES ET RETOURNEES.....	64
4.2. POPULATIONS HOTES.....	65
4.3. POPULATIONS REFUGIEES.....	65
5. RECOMMANDATIONS ET PRIORISATION.....	66

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Focus sécuritaire par sous-préfecture dans le Haut-Mbomou	7
Tableau 2: Focus sécuritaire par sous-préfecture dans la Vakaga	8
Tableau 3: Localités ciblées.....	10
Tableau 4: Taille de l'échantillon enquête ménage	13
Tableau 5 : Liste des focus groupes réalisés par villages	14
Tableau 6 : Liste des entretiens réalisés avec les personnes clés	15
Tableau 7: Présence opérationnelle des acteurs au trimestre 2 de 2025 d'après OCHA	18
Tableau 8: Présence opérationnelle des acteurs par sous-préfecture lors de l'Evaluation 2026	20
Tableau 9 : Types d'élevages	24
Tableau 10 : Stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistances	29
Tableau 11 : Standard sphère en matière d'abris	42
Tableau 12: Récapitulatif des résultats de l'enquête en santé dans la Vakaga	45
Tableau 13: Récapitulatif des résultats de l'enquête en nutrition dans la Vakaga	46
Tableau 14: Récapitulatif des résultats de l'enquête en santé dans le Haut-Mbomou	47
Tableau 15: Récapitulatif des résultats de l'enquête en nutrition dans le Haut-Mbomou	48
Tableau 16 : Recommandations et priorisation des actions à entreprendre dans le Haut-Mbomou et la Vakaga	66

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localités évaluées lors de l'EMS réalisée en mai 2026	12
Figure 2: Statut des ménages	17
Figure 3: Présence opérationnelle trimestre 2 2025	19
Figure 4: Principales activités des ménages dans la Vakaga et le Haut-Mbomou	21
Figure 5: Classe de dépenses alimentaires des ménages	21
Figure 6 : Principes spéculations (données EMS 2026)	22
Figure 7: Principales contraintes à la pratique de l'agriculture (EMS 2026)	22
Figure 8 : Contraintes liées à la pratique de l'élevage	24
Figure 9: Utilisations du crédit contracté par les ménages par préfecture	26
Figure 10. SCA des ménages par statut dans la Vakaga	27

Figure 11: SCA des ménages par statut dans le Haut-Mbomou	27
Figure 12: rCSI des ménages par statut dans la Vakaga	28
Figure 13: Croisement SCA / rCSI dans la Vakaga	28
Figure 14 : rCSI des ménages par statut dans le Haut-Mbomou	29
Figure 15: Croisement SCA / rCSI dans le Haut-Mbomou	29
Figure 16: LCSi des ménages par statut dans la Vakaga.....	30
Figure 17: LCSi des ménages par statut dans le Haut-Mbomou.....	31
Figure 18: Indice domestique de la faim par préfecture et par statut.....	32
Figure 19: Croisement de l'IDF et du ISAME par préfecture.....	32
Figure 20: Source d'eau des retournés de Ngoumé dans le Haut-Mbomou	34
Figure 21: Sources d'eau potable par localité dans le Haut-Mbomou	34
Figure 22: Sources d'eau potable par localité dans la Vakaga	35
Figure 23: Ratio utilisateurs par point d'eau	36
Figure 24: Latrine communautaire utilisée par des ménages sur le site de Ngouli dans le Haut-Mbomou	39
Figure 25 : Gestion des déchets.....	39
Figure 26 : Les 5 moments clés de lavage des mains	40
Figure 27 : Produits utilisés pour le lavage des mains.....	41
Figure 28: Classification du Scorecard Abris par préfecture	43
Figure 29: Abris détruits par les incendies sur le site de Ngouli à Obo dans le Haut-Mbomou	43
Figure 30: Accès à l'éducation par préfecture	49
Figure 31: Principaux obstacles à la scolarisation par préfecture.....	50
Figure 32: Perception de l'égalité filles/garçons dans l'accès à l'éducation par préfecture	51
Figure 33: Perception de l'existence des incidents de violence par préfecture.....	55
Figure 34: Disponibilité des services de soutien par préfecture	62
Figure 35: Principaux obstacles d'accès aux services de soutien disponibles par préfecture	62
Figure 36: Structures de prise en charge par disponibles par préfecture	63

SIGLES ET ACRONYME

AAKG	Azandé Ani Kpi Gbé
ACDA	Agence Centrafricaine pour le Développement de l'Agriculture
ACTED	Agence d'aide à la Coopération Technique et au Développement
ANDE	Agence Nationale de Développement de l'Elevage
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
ATPC	Assainissement Total Piloté par les Communautés
ALIMA	The Alliance for International Medical Action
CCCM	Camp Coordination and Camp Management
CIAUD	Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement
COHEB	Community Humanitarian Emergency Board
CRS	Catholic Relief services
CSI	Centre de Santé Intégré
DLM	Dispositif de Lavage des Mains
EHA	Eau, Hygiène, Assainissement
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FEFA	Femme Enceinte Femme Allaitante
FCA	Finn Church Aid
FNOHD	Force des Nations pour les Œuvres Humanitaires et Développement Durable
FOSA	Formation Sanitaire
GADY	Groupement Agropastoral pour le Développement durable de Yongoro
HNRP	Humanitarian Needs and Response Plan
IMC	International Medical Corps,
IRC	International Rescue Committee
MEPCI	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale
MESA	Ministère de l'Elevage et de la Santé Animale
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIM	Organisation Internationale pour les migrations
PDI	Personne déplacée interne
PMH	Pompe à Motricité Humaine
rCSI	Indice de stratégie d'adaptation réduit
SAME	Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence
SCA	Score de consommation alimentaire
SI	Solidarités International
TGH	Triangle Génération Humanitaire
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
VBG	Violences Basées sur le genre
VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre
WHH	Welthungerhilfe
WVI	World Vision International

1. INTRODUCTION

Les régions de l'Est de la République centrafricaine, notamment les préfectures de la Vakaga, du Haut-Mbomou, Mbomou, Basse-Kotto et Haute-Kotto, continuent de faire face à un contexte humanitaire complexe marqué par une insécurité persistante, des contraintes d'accès humanitaire, des besoins humanitaires élevés et des vulnérabilités structurelles accentuées par les chocs climatiques récents.

Depuis 2024, la **situation sécuritaire reste nettement plus dégradée dans le Nord-Est et le Sud-Est** que dans l'ouest et le centre du pays, avec une **persistance d'attaques de groupes armés et de tensions sur les zones frontalières** (Soudan, Soudan du Sud, Tchad, RDC). Le conflit au Soudan et les circulations transfrontalières (groupes armés, trafics, transhumance) entretiennent un niveau de risque élevé, notamment dans les préfectures de Vakaga, Haute-Kotto, Haut-Mbomou et Mbomou. Des incidents sécuritaires sporadiques, notamment des affrontements armés, des extorsions et des violences contre les civils, continuent d'être signalées, limitant la liberté de mouvement des populations et affectant les activités économiques locales. Selon OCHA, dans certaines zones rurales, la faible présence de l'État et des forces de sécurité contribue à maintenir un climat d'insécurité et de protection limitée des populations. Certaines factions ont annoncé leur dissolution et un engagement au DDR, mais sur le terrain, des groupes comme Azandé Ani Kpi Gbé (AAKG) ou des éléments Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC) restent actifs dans le Sud-Est, avec des ciblages de civils.

L'**accès humanitaire dans l'Est de la RCA demeure fortement contraint** en raison de la combinaison de facteurs sécuritaires, logistiques et géographiques. Les **infrastructures routières sont particulièrement dégradées**, et de nombreuses localités deviennent difficilement accessibles pendant la saison des pluies, ce qui limite la régularité des interventions humanitaires. Les acteurs humanitaires maintiennent une présence dans certains centres urbains tels que Bangassou, Obo, Zemio, Bria et Birao, mais l'accès aux zones rurales reste irrégulier et dépend souvent des conditions sécuritaires et climatiques selon OCHA (Humanitarian Access Snapshot, 2024–2025).

Les populations de l'Est de la RCA présentent des **niveaux de vulnérabilité élevés**, liés notamment aux **déplacements de population**, à la **perte de moyens de subsistance** et à l'**accès limité aux services de base**. Selon les analyses humanitaires récentes (HNO et MSNA 2025), **les besoins les plus critiques concernent la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, les services de santé et la protection**.

Les besoins humanitaires sont aggravés par des **déficits structurels socio-économiques et de développement**, qui affaiblissent le rétablissement à long terme des personnes ayant besoin d'aide, perturbant les moyens de subsistance, les infrastructures de base et l'environnement socioculturel.

Cette évaluation a été réalisée de façon conjointe par les partenaires Solidarités International (SI), Finn Church Aid (FCA) et COHEB International du 04 au 13 mai 2026 dans les localités suivantes :

PREFECTURE	PRÉFECTURE	LOCALITE/SITE
Vakaga	Birao	Tangara, Terfel, Aboudja, Delembe, Korsi
	Ouandja	Tahala, Bamara, Koumbal, Tiringoulou
Haut-Mbomou	Zemio	Koumboli et Tambourah
	Obo	Gougbéré, Ngoumé et Ngouli
	Bambouti	Abossi et Soni

1.1. CONTEXTE SECURITAIRE ET HUMANITAIRE

Le contexte sécuritaire et humanitaire est abordé par préfecture : Haut-Mbomou et Vakaga.

1.1.1. Contexte sécuritaire et humanitaire du Haut-Mbomou

La préfecture du Haut-Mbomou, située au sud-est de la République centrafricaine, demeure l'une des régions les plus instables du pays malgré un renforcement du dispositif sécuritaire étatique et international. Les principales zones de tension concernent Zemio, Bambouti, Mboki et Obo. La situation sécuritaire est marquée par l'implication de plusieurs acteurs armés : les Forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés russes liés à l'ex-Wagner aujourd'hui Group / Africa Corps ; les groupes d'autodéfense locaux, notamment les AAKG; différents groupes armés transfrontaliers opérant entre la RCA et la République démocratique du Congo, y compris des éléments associés au M23. Les affrontements sont alimentés par des tensions communautaires persistantes (notamment présence de l'UPC ex-groupe allié à la Séléka résidant au centre Est de la Centrafrique (Ouaka -Bambari) pourtant signataire de l'accord de Ndjamena d'avril 2023), la circulation d'armes légères et la porosité des frontières avec la RDC et le Soudan du Sud. En mai 2026, les centres urbains apparaissent relativement plus sécurisés grâce au déploiement des Forces Armées Centrafricaines (FACA), de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et des forces alliées. Toutefois, les zones rurales et les axes secondaires restent fortement exposés : risques d'embuscades et de rackets, incursions de groupes armés, violences localisées contre les populations civiles, tensions intercommunautaires non résolues. L'axe reliant Obo, Mboki et Zemio demeure particulièrement sensible, notamment en raison de la dégradation des infrastructures routières qui limite les mouvements des forces de défense et de sécurité et des humanitaires. Un focus par sous-préfecture est présenté dans le tableau 1.

Tableau 1: Focus sécuritaire par sous-préfecture dans le Haut-Mbomou

Sous-préfecture	Commentaire
Zemio	Principal foyer d'instabilité avec une présence militaire renforcée, mais des incidents armés réguliers et un climat de peur persistant (exactions armées contre les populations civiles).
Bambouti	Forte vulnérabilité liée à la proximité des frontières et aux mouvements transfrontaliers de groupes armés.
Obo	Situation relativement plus stable, mais maintien d'un niveau d'alerte élevé et de contrôles sécuritaires renforcés.
Mboki	Présence accrue des forces de sécurité, tandis que les villages périphériques restent exposés aux incursions armées.

Le contexte humanitaire demeure critique : déplacements massifs de populations, accès limité aux soins, à l'eau potable et à l'aide humanitaire, ralentissement du commerce local, forte dépendance des populations envers les acteurs humanitaires qui n'ont pas d'ailleurs la capacité d'intervention humanitaire attendue et la MINUSCA qui tente dans son volet humanitaire d'intervenir à minima sur certaines situations d'urgence sans tenir compte des normes et standards d'aide humanitaire. Plusieurs milliers de civils déplacés se sont réfugiés dans des sites religieux, sanitaires ou ont traversé la frontière vers la RDC. Certains se sont vu obliger de se rapprocher des grandes villes pour échapper aux exactions des AAKG et des FACA appuyés de leurs alliés russes. Le conflit conserve une forte dimension transfrontalière, on note une circulation de groupes armés entre la RCA et la RDC avec la présence résiduelle historique de la Lord's Resistance Army (LRA) dans certaines zones reculées. Dans ce contexte, Bangui et Kinshasa ont conclu en mai 2026 un accord de coopération sécuritaire visant à renforcer la lutte contre les groupes armés le long de leur frontière commune. Le Haut-Mbomou demeure une zone à haut risque sécuritaire, faiblement contrôlée par l'administration, avec une forte dépendance à la MINUSCA et aux organisations humanitaires. La préfecture du Haut-Mbomou subit des aléas climatiques qui prennent la forme de vents violents destructeurs et de pluies torrentielles hors saison qui fragilise le calendrier agricole.

1.1.2. Contexte sécuritaire et humanitaire de la Vakaga

La préfecture de la Vakaga, située dans l'extrême Nord-Est de la République centrafricaine (RCA), demeure confrontée à une **situation humanitaire et sécuritaire complexe**, fortement influencée par les dynamiques transfrontalières liées au conflit en cours au Soudan, et une pression humanitaire croissante. La proximité avec la frontière soudanaise et tchadienne et l'afflux continu de réfugiés en provenance du Darfour constituent les principaux facteurs aggravant les différentes vulnérabilités de la région.

La situation sécuritaire dans la Vakaga reste **fragile et imprévisible**. Les zones frontalières, notamment autour d'Am-Dafock, continuent de subir les effets des tensions et violences liées au conflit soudanais.

Au cours des derniers mois, plusieurs incidents sécuritaires impliquant des groupes armés non identifiés et des éléments armés transfrontaliers ont été signalés. Ces événements ont entraîné des pertes en vies humaines, des déplacements de populations et un climat de peur parmi les communautés locales.

Les FACA, avec l'appui de la MINUSCA et d'autres partenaires de sécurité, poursuivent des opérations visant à renforcer le contrôle des zones frontalières et à prévenir les infiltrations armées notamment autour de Am-Dafock sur l'axe qui mène directement au Darfour. A signaler que les contraintes géographiques, l'immensité du territoire et le manque d'infrastructures routières, la multiplication de petits groupes armés tant du côté du Soudan que du côté du Tchad limitent encore l'efficacité du contrôle de l'Etat et de la couverture sécuritaire.

Les principaux risques sécuritaires de la Vakaga sont : incursions de groupes armés transfrontaliers, banditisme armé et criminalité opportuniste, risques de tensions entre populations hôtes et populations déplacées, difficultés d'accès sécuritaire dans certaines zones reculées, vulnérabilité accrue des femmes et des enfants face aux risques de protection. Un focus par localité est présenté dans le tableau 2.

Tableau 2: Focus sécuritaire par sous-préfecture dans la Vakaga

Sous-préfecture	Commentaire
Birao	Menaces transfrontalières, déplacements de populations et tensions communautaires, renforcement du niveau d'alerte par l'Etat, conflits liés à l'accès à l'eau et aux pâturages, violences basées sur le genre et recrutement ou infiltration d'éléments armés parmi les mouvements de population.
Ouandja	Vulnérabilité liée à l'isolement, faiblesse de la présence étatique dans certaines localités périphériques, mouvements non contrôlés de personnes armées, trafics transfrontaliers, circulation d'armes légères, risques de banditisme armé, faible accès aux services de sécurité et risques liés à la transhumance des pasteurs.

En ce qui concerne le contexte humanitaire, la crise soudanaise continue d'entraîner des répercussions majeures sur la Vakaga. Depuis le début du conflit au Soudan, la région accueille un nombre croissant de réfugiés et de demandeurs d'asile, principalement installés autour de Birao et du site de Korsi. Cette pression démographique exerce une forte contrainte sur les ressources déjà limitées des communautés d'accueil et sur les services sociaux de base. De plus la préfecture de la Vakaga est principalement frappée par des vents violents, des grands orages et des inondations périodiques à des moments clés (début et fin de la saison des pluies) et les périodes de sécheresse alternent avec ces crues provoquant des perturbations sur les moyens de subsistance principalement constitués de l'agriculture et accentuent les tensions liées aux ressources.

1.2. OBJECTIF DE L'EVALUATION

Cette évaluation multisectorielle visait à dresser un **état des lieux le plus exhaustif possible de la situation humanitaire** dans les préfectures de la Vakaga et du Haut-Mbomou afin d'identifier les besoins urgents, les lacunes et les opportunités d'intervention. En analysant le contexte opérationnel, les capacités de résilience des ménages, la fonctionnalité des marchés et des structures de soins, cette étude a permis

d'émettre des recommandations opérationnelles et de prioriser des réponses d'urgence techniquement faisables et adaptées au contexte local. Plus spécifiquement il s'agissait de :

- Faire un diagnostic des besoins, acteurs présents et projets existants, et gaps en termes de Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME), Eau Hygiène Assainissement (EHA), Santé, Nutrition, Education et Protection dans la zone évaluée ;
- Identifier et évaluer les moyens d'existence des populations cibles, leurs pratiques, les capacités, les stratégies d'adaptation et de résilience des ménages vulnérables, en analysant le rôle des femmes et des hommes dans l'économie des ménages ;
- Analyser la situation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement et la disponibilité de l'eau pour les besoins agropastoraux ;
- Identifier les risques et les facteurs de vulnérabilités, selon le genre, auxquels sont exposés les populations locales dans les villages visités ;
- Identifier la fonctionnalité du système des marchés, les contraintes et opportunités ;
- Évaluer l'accès, la disponibilité et la qualité des services de santé de base, y compris les soins maternels et infantiles, la vaccination, la prise en charge des maladies courantes (paludisme, IRA, diarrhées) et des cas de malnutrition ;
- Analyser l'état des structures sanitaires (infrastructures, équipements, disponibilité des médicaments, fonctionnalité des services) ainsi que le paquet minimum d'activités offert ;
- Évaluer les capacités des ressources humaines en santé (effectifs, qualifications, répartition) et les contraintes de fonctionnement des structures ;
- Analyser la situation nutritionnelle, notamment l'existence et la fonctionnalité des dispositifs de prise en charge (UNTA/UNT), la disponibilité des intrants nutritionnels et les performances des services (admissions, guérisons, abandons, décès) ;
- Évaluer les activités de dépistage et de sensibilisation communautaire, notamment à travers les agents de santé communautaires et les relais ;
- Identifier les risques et les vulnérabilités auxquels sont exposées les populations locales dans les villages et sites visités ;
- Identifier les risques et les facteurs de vulnérabilité affectant la santé et la nutrition des populations, en particulier pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les populations déplacées et réfugiées ;
- Identifier les risques de protection en lien avec l'accès aux services de santé et de nutrition et les prendre en compte dans la définition d'une intervention ;
- Analyser les potentialités et réponses possibles, techniquement viables en lien avec les recommandations des clusters sectoriels et le cadre de gouvernance locale ;
- Emettre des recommandations opérationnelles et proposer des interventions pertinentes.

1.3. RESULTATS ATTENDUS

A l'issue de cette évaluation multisectorielle des besoins, les résultats suivants étaient attendus :

- Une analyse actualisée, détaillée et documentée de la situation humanitaire dans les départements de la Vakaga et du Haut-Mbomou, mettant particulièrement en évidence les besoins prioritaires en EHA, en SAME, en Santé, en Nutrition, en Education et en Protection ;
- Une compréhension claire et désagrégée des besoins des populations affectées, notamment les femmes, les enfants, les personnes déplacées internes, les réfugiés et les autres groupes vulnérables ;
- Une analyse approfondie du contexte opérationnel, incluant les dynamiques sécuritaires, l'accès aux marchés, la disponibilité des ressources, ainsi que les mécanismes de gouvernance locale influençant les interventions humanitaires ;

- Une identification documentée des moyens d'existence des ménages, ainsi que des stratégies d'adaptation (érosives et non érosives) utilisées face aux chocs, avec une évaluation des capacités de résilience des ménages les plus vulnérables ;
- Une cartographie des principaux besoins humanitaires non couvert et des opportunités d'intervention dans les secteurs EHA, SAME, Santé, Nutrition, Education, Protection, permettant d'orienter les actions prioritaires ;
- Une priorisation claire et argumentée des interventions à mener, en fonction de leur faisabilité opérationnelle et de leur impact potentiel sur l'amélioration des conditions de vie des populations ciblées ;
- Une cartographie actualisée des interventions/réponses mis en œuvre par des acteurs humanitaires et/ou développement (ONG, agences, État et autres partenaires) dans les deux départements, mettant en évidence les zones et secteurs partiellement ou pas du tout couverts ;
- Des recommandations opérationnelles concrètes, contextualisées et adaptées aux différents profils de vulnérabilité (personnes déplacées internes, réfugiés, communautés hôtes, femmes, enfants de moins de 5 ans, jeunes), pour orienter efficacement la réponse humanitaire.

2. METHODOLOGIE

2.1. CHAMP GEOGRAPHIQUE DE L'ETUDE

L'étude a été réalisée dans les départements de la Vakaga et du Haut-Mbomou respectivement dans les régions de Fertit et du Haut-Oubangui. Treize localités ont été identifiées pour la collecte des données : 06 dans la Vakaga et 07 dans le Haut-Mbomou.

L'exploitation et l'analyse des données secondaires disponibles a été privilégiée afin de minimiser les données à collecter auprès des communautés. Les enquêtes ménages, les focus groupes et les entretiens avec les personnes clés ont été menés dans les départements de la Vakaga et du Haut-Mbomou.

Les critères de ciblage définis pour le choix des localités ont été les suivants :

- Sévérité intersectorielle 4+.
- Présence de populations déplacées/réfugiées, potentiel agricole existant, zones à forte insécurité alimentaire et nutritionnelle et faible qualité du système EHA.
- L'accessibilité pour la collecte des données (sécuritaire et physique).
- La faible présence ou absence d'autres acteurs humanitaires.

La répartition des villages touchés est donnée dans le tableau suivant :

Tableau 3: Localités ciblées.

PREFECTURE	SOUS-PREFECTURE	SEVERITE	LOCALITE/SITE
Vakaga	Birao	4	Aboudja
			Tangara
			Terfel
			Dembele

	Ouandja	4	Korsi
			Bamara
			Koumbal
			Tahala
			Tiringoulou
Haut-Mbomou	Bambouti	4	Abossi
			Soni
	Obo	4	Gougbéré
			Ngouli
			Ngoumé
	Zemio	4	Koumboli
			Tambourah

Spatialisation des localités évaluées dans le cadre de l'évaluation multisectorielle des besoins dans les départements de Vakaga et Haut Mbomou à l'Est de la République Centrafricaine

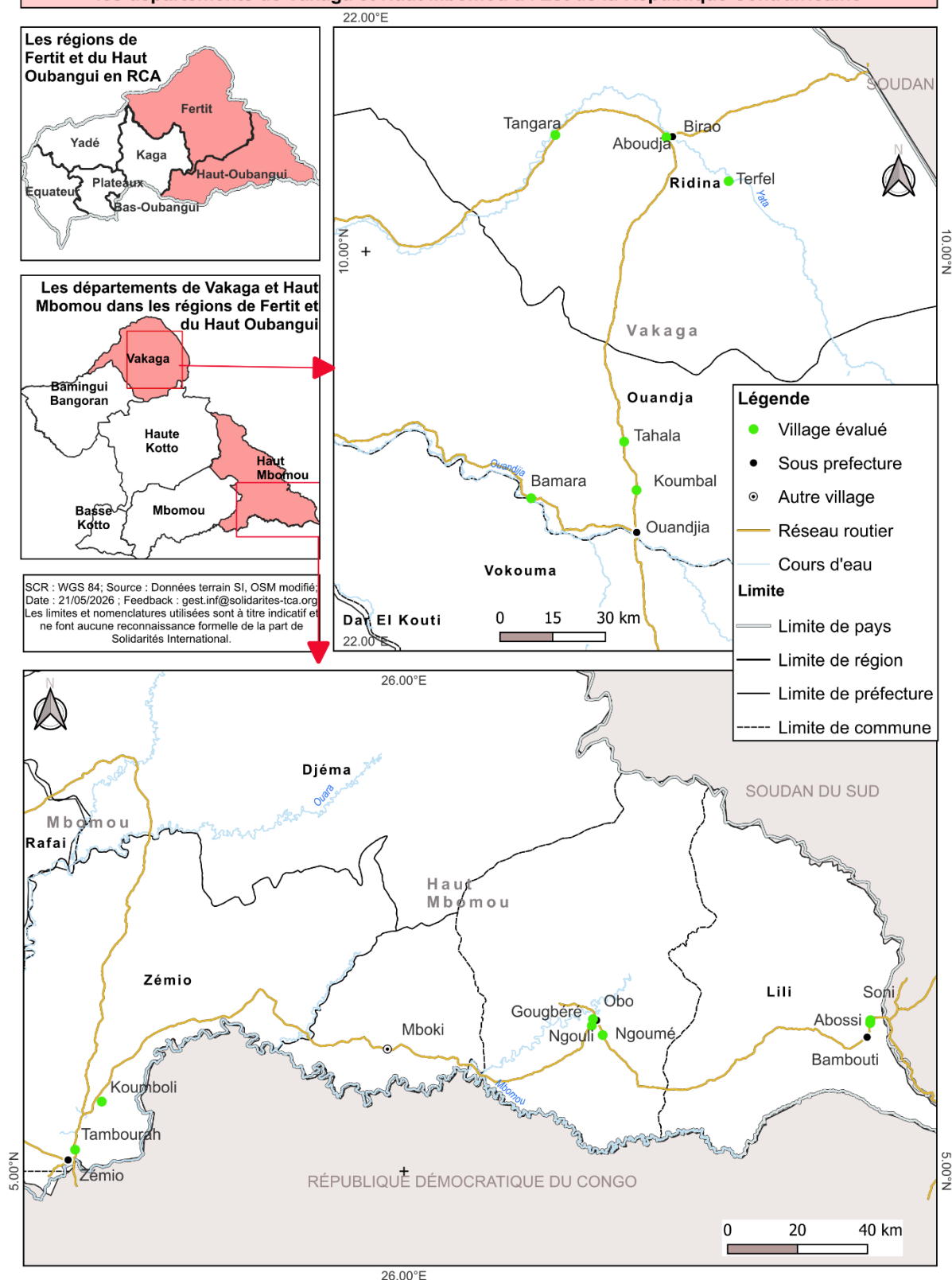


Figure 1 : Localités évaluées lors de l'évaluation réalisée en mai 2026

2.2. POPULATION CIBLE

L'étude a ciblé les populations déplacées, retournées et hôtes de tous les sexes vivant dans la zone de l'étude en tenant compte de toutes les sensibilités aussi bien lors des enquêtes ménages que lors des groupes de discussion. L'unité de collecte des données était le ménage pour ce qui était de la collecte quantitative (questionnaire ménage) et le village pour ce qui était de la collecte des données qualitatives (guide de focus groupe). De ce fait, les questionnaires ménages et groupes de discussion ont été adressées directement aux personnes cibles afin de recueillir des informations sur leur vulnérabilité, conditions de vie et leurs besoins prioritaires. Les autorités locales et administratives, les responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat (chef de district de santé, chef secteur de l'Agence Centrafricaine pour le Développement de l'Agriculture - ACDA) ainsi que des leaders communautaires et religieux ont été interviewés en tant qu'informateurs clés. L'exploitation et l'analyse des données secondaires disponibles, ont été privilégiées afin de limiter la collecte d'informations auprès des communautés. Les secteurs prioritaires de l'étude étaient la SAME, l'EHA, les Abris, la Santé, la Nutrition, l'Education et la Protection.

2.3. ECHANTILLONNAGE

Dans le cadre de cette analyse des besoins humanitaires multisectoriels, Les différents partenaires ont opté pour l'usage des méthodes quantitatives et qualitatives. Les données ont été collectées par des enquêteurs disposant de bonnes connaissances du terrain, de l'environnement, parlant les langues locales et acceptés par les communautés.

Volet quantitatif

Une enquête ménage a été réalisée dans chacune des localités ciblées. Pour construire l'échantillon nous nous sommes basés tout d'abord sur le recensement général de la population de 2003. Les données n'étant pas disponibles avec les évolutions démographiques nous avons choisi de construire l'échantillon en se basant uniquement sur une répartition en strate proportionnelle des ménages à atteindre dans chaque département. La taille de l'échantillon est calculée avec un niveau de confiance à 95%, et une marge d'erreur de 5% en utilisant le calculateur de taille d'échantillon en ligne sur <https://fr.surveymonkey.com/mp/sample-size-calculator/>. L'échantillon variant très peu pour des bases de sondage élevée nous avons fixé la taille de la population dans ces zones à 100 000 personnes. La population totale des villages ciblés dans les deux départements étant fixé à 100 000 personnes soit 20 000 ménages, l'échantillon représentatif est de 377 ménages à enquêter avec une marge de 10% de ménages en plus soit un total de 416 ménages. Lors de la collecte des données, 408 ménages ont finalement été touchés. Le tableau suivant dresse un récapitulatif des données à jour collectées sur le terrain et les cibles atteintes :

Tableau 4: Taille de l'échantillon enquête ménage

Préfectures	Préfectures	Localités	Population	Echantillon	Par sexe	
					H	F
Vakaga	Birao	Tangara		22	08	14
		Terfel		27	11	16
		Aboudja	872	48	05	43
	Ouandja	Tahala		30	12	18
		Bamara	995	34	13	21
		Koumbal		31	13	18
Haut-Mbomou	Zemio	Koumboli		32	16	16

Obo	Tambourah		32	16	16
	Goubéré	3117	34	15	19
	Ngouli	2110	32	08	24
	Ngoumé	240	32	13	19
	Abossi	400	24	09	15
Bambouti	Soni	250	30	17	13
	Total		408	156	252

Volet qualitatif

Le volet qualitatif est plus exploratoire et cherche à comprendre le pourquoi de la situation observée, en allant au-delà des simples déclarations, afin de permettre de mieux orienter les interventions. L'étude qualitative a été réalisée auprès des personnes ressources telles que les autorités administratives, locales et coutumières, les leaders religieux/d'opinion, président des populations déplacées, représentantes des associations de femmes et de jeunes, les responsables des Services Techniques Déconcentrés.

Les participants ont été invités à répondre à des questionnaires avec leur consentement lors de discussions de groupes (FGD) et d'entretiens individuels (EI).

La liste des informateurs clés et le nombre de discussions de focus groupe et des entretiens individuels sont présentés dans les tableaux suivants.

- Focus groupe

Des focus groupes ont été menés dans 14 villages. A Tangara (Vakaga), les FG n'ont pu être réalisés à cause de l'absence des leaders et informateurs clés. Au total 26 focus groupes ont été réalisés.

Tableau 5 : Liste des focus groupes réalisés par villages

Préfecture	Sous-préfecture	Village	Nombre de Focus Groupe	Cible
Haut-Mbomou	Bambouti	Abossi	4	Homme retourné : 08 Femme retournée : 12
		Soni	4	Homme retourné : 10 Femme retournée : 08
	Obo	Goubéré	3	Homme IDP : 06 Femme IDP : 11
		Ngouli	2	Homme IDP : 05 Femme IDP : 11
		Ngoumé	3	Homme retourné : 12 Femme retournée : 12
	Zemio	Koumboli	1	Homme retourné : 03 Femme retournée : 03
		Tambourah	1	Homme retourné : 04 Femme retournée : 05
	Vakaga	Birao	Aboudja	1
Delembe			1	Homme hôte : 03 Femme hôte : 02
Korsi			2	Homme réfugié : 05

Total			Femme réfugiée : 11
	Tangara	0	N/A
	Terfel	1	Homme hôte : 03 Femme hôte : 02
	Bamara	1	Homme hôte : 05 Femme hôte : 04
	Koumbal	1	Homme hôte : 04 Femme hôte : 00
	Tahala	1	Homme hôte : 07 Femme hôte : 02
	5 arrondissements	14 villages	26 FG

- Observations en EHA

Des observations EHA ont été réalisées dans chaque village où des focus groupes ont été organisés. A l'aide d'une fiche, les informations relatives à l'eau et l'assainissement ont été recensées pour chaque village ciblé. Par ailleurs, une collecte de données EHA a également été effectuée au niveau des centres de santé des localités concernées.

- Entretiens avec les informateurs clés

Des entretiens individuels ont été réalisés dans 8 localités, pour un total de 33 réalisés avec les autorités administratives et traditionnelles, les représentant des STD et le personnel de santé.

Tableau 6 : Liste des entretiens réalisés avec les personnes clés

Département	Arrondissement	Village	Personne clef rencontrée
Haut-Mbomou	Zemio	Koumboli	Chef du village
		Tambourah	Chef de village
			Chef de quartier
	Obo	Gougbéré	Chef de groupe
			Adjoint au chef
		Ngouli	Président des déplaces
			Représentant du chef
			Membre du conseil de la chefferie
			Maitre de parent
			Membre Comité directeur
		Ngoumé	Chef du village
			Représentant du chef
		Obo	Maire

Vakaga			Chef district de santé
			Chef centre de santé AIM
	Bambouti	Soni	Chef de village
		Abossi	Chef de village
	Birao	Aboudja	Chef du village
			Leader communautaire
			Chef du quartier
		Birao	Chef secteur ACDA
			Secrétaire général
		Tangara	RAS
		Terfel	Chef du village
			Chef de groupe
			Directeur d'école
	Ouandja	Bamara	Chef du village
			Chef de groupe
			Directeur d'école
		Koumbal	Chef de village
		Tahala	Chef de village
			Chef de groupe
			2 Enseignants

Les autorités administratives et traditionnelles ont été informées de la conduite de l'évaluation. Le personnel des différents partenaires, ainsi que les traducteurs ont été formés aux concepts clés de l'évaluation, notamment à la compréhension des outils, et à la traduction en langue locale.

Il convient de noter que malgré une réunion préparatoire visant à harmoniser la méthodologie et les outils de collecte, l'équipe a rencontré plusieurs difficultés pendant la mission. Le mauvais état des routes et l'insécurité ont entravé le bon déroulement des activités. Plus spécifiquement dans le Haut-Mbomou, les équipes de SI et COHEB n'ont pas pu se déployer dans tous les villages retenus pour l'activité ; la stratégie de poste avancé a été d'un grand apport : les enquêteurs ont été formés et envoyés dans les villages Soni, Abossi, Tambourah et Koumboli pour réaliser entièrement les activités. L'absence, pour des raisons d'insécurité, des Services Techniques Déconcentrés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPCI) et du Ministère de l'Elevage et de la Santé Animale (MESA) dans les préfectures de Obo, Zemio et Bambouti n'ont pas permis de réaliser les entretiens individuels avec ceux-ci. Par ailleurs, la conciliation des agendas avec certaines autorités locales et leaders n'ont pas rendu possible la réalisation des entretiens de groupes à Tangara. En outre, l'absence de réseau téléphonique dans certaines zones a limité la possibilité de contacter les informateurs avant les déplacements sur le terrain. Un temps d'échange a ensuite été consacré à l'analyse de ces contraintes afin d'adapter les modalités opérationnelles pour les prochaines missions.

3. RESULTATS

Les résultats présentés dans cette évaluation s'appuient sur l'évaluation réalisée en mai 2026, ainsi que sur les données secondaires issues des besoins humanitaires et plan de réponse publié en janvier 2026 et du rapport de situation N°68 de OCHA du 19 mai 2026.

3.1. CARACTERISTIQUES GENERALES

Les caractéristiques sociodémographiques sont essentielles pour comprendre les comportements, attitudes et croyances des populations et des ménages. Elles ont été intégrées lors de la collecte des données. Elles incluent entre autres le statut du ménage (dans les familles polygames, chaque femme et ses enfants sont considérés comme un ménage distinct), le sexe et l'âge du ou de la chef.fe de ménage, ainsi que la taille du ménage. Elles permettent d'obtenir une compréhension plus précise des dynamiques familiales et des besoins spécifiques des différentes unités de ménage.

L'analyse des données collectées dans le cadre de l'évaluation montre dans la Vakaga que **32% des chefs de ménages sont de sexe masculin et 68% de sexe féminin**, ce qui témoigne tout de même d'une présence significative des femmes dans la gestion des ménages. Parmi les personnes enquêtées, **70% sont des chefs de ménages et 30% non**. **97% des ménages enquêtés sont des hôtes et 3% des déplacés internes**. La diversité des statuts observé ici se traduit sur le terrain par une cohabitation entre les PDI et les populations hôtes dans certains villages de la Vakaga (Tahala, Tangara et Aboudja). L'âge moyen des chefs de ménages est de 38 ans ce qui explique la concentration (82%) des âges des chefs de ménages dans la tranche de 18 à 49 ans, d'où une population relativement jeune en âge actif telle que l'illustre la pyramide des âges de cette population en forme de ballon de rugby. Les données révèlent que la polygamie est très peu tolérée au sein de ces communautés avec une présence de 4%. Le concubinage semble être plus partagé au sein de la communauté (72%), 10% des répondants sont des célibataires, 9% des veufs / veuves et 5% des divorcés. La taille moyenne des ménages est de 6.4 personnes avec une forte concentration allant de 3 à 9. Le niveau d'instruction des ménages est relativement faible avec 51% des ménages qui ne sont pas allées à l'école, 43% le niveau primaire et seulement 6% le secondaire. D'après les données des discussions de groupes, la présence des réfugiés est observée dans le village Korsi (village de réfugiés uniquement).

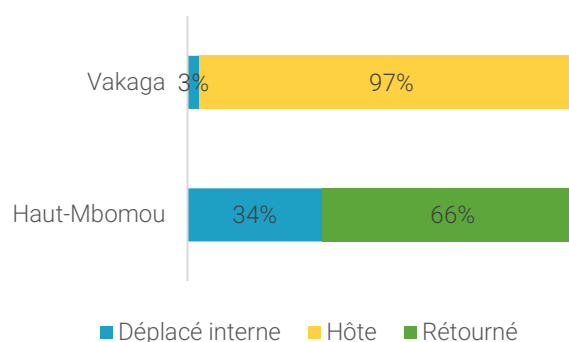


Figure 2: Statut des ménages

Dans le Haut-Mbomou en revanche, **44% des chefs de ménages sont de sexe masculin et 56% de sexe féminin**, ce qui témoigne tout de même d'une présence significative des femmes dans la gestion des ménages. Cette présence forte de femme peut s'expliquer par l'absence des hommes pour des raisons diverses (migration, fuite, décès, etc.). Parmi les personnes enquêtées, **90% sont des chefs de ménages et 10% non**. **66% des ménages enquêtés sont des retournés et 34% des déplacés internes**. Dans le Haut-Mbomou, la dynamique est différente avec les PDI qui ont élu domicile dans des territoires aux extrémités de la ville de Obo, d'où l'absence des hôtes. Les retournés sont quant à eux dans les villages de chocs. L'âge moyen des chefs de ménages est 45 ans ce qui explique la concentration (61%) des âges des chefs de ménages dans la tranche de 18 à 49 ans, d'où une population relativement jeune en âge actif telle que l'illustre la pyramide des âges de cette population en forme de ballon de rugby. Les données révèlent que la polygamie est très peu tolérée au sein de ces communautés avec une présence

de 2%. Le concubinage semble être plus partagé au sein de la communauté (39%). La présence de 23% de veuf / veuves dans le Haut-Mbomou s'expliquerait par le contexte sécuritaire qui aurait prévalu dans la zone ces dernières années (2023 à 2026). 25% des répondants sont des célibataires, 9% des divorcés et 2% des monogames. La taille moyenne des ménages est de 5.3 personnes avec une forte concentration allant de 3 à 8. Le niveau d'instruction des ménages est relativement faible avec 46% des ménages qui ne sont pas allés à l'école, 49% le niveau primaire et seulement 5% le secondaire.

A noter ici que le taux d'instruction est une donnée capitale à prendre en compte dans la compréhension de la dynamique des échanges avec ces communautés. Par ailleurs, pour une évaluation réussie il est primordial d'assurer une bonne communication avec les communautés et de fournir beaucoup d'explications, si possible avec des illustrations, et de s'appuyer sur les 5 à 6% ayant le niveau secondaire au risque de faire face à de grandes incompréhensions durant l'évaluation.

3.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

L'efficacité, la pertinence et la redevabilité de la réponse humanitaire reposent sur une compréhension fine de l'écosystème des acteurs présents dans la zone d'intervention. Cette section présente l'analyse des parties prenantes, une démarche essentielle pour identifier les forces en présence, cartographier les dynamiques et optimiser la coordination opérationnelle. Elle constitue un outil d'aide à la décision pour concevoir une réponse multisectorielle coordonnée, centrée sur la protection et la redevabilité envers les communautés affectées.

La présence opérationnelle des acteurs dans la zone au second trimestre 2025 ([Tableau de bord OCHA](#)) récapitule 5 acteurs identifiés à Bambouti, 16 à Obo, 13 à Zemio, 12 à Birao et 2 à Ouandja intervenants dans les secteurs : Abris, Education, EHA, Nutrition, Protection de l'enfance, Protection, Santé, VBG et sécurité alimentaire.

Tableau 7: Présence opérationnelle des acteurs au trimestre 2 de 2025 d'après OCHA

	Bambouti	Obo	Zemio	Birao	Ouandja
CCCM	COOPI	COOPI		OIM	
Education		COOPI, DEMTOU, WC UK	COOPI, WC UK		
EHA		AHV, APADE, APSUD, HEMLE	AHV, APADE, DEMTOU	TGH, WHH	TGH
SAME	ACRED	ACRED	ACRED	CIAUD, WHH, WVI	
Santé	ALIMA	ALIMA	ALIMA, DEMTOU	IMC	
Protection	COOPI, FNOHD	ACRED, COOPI, FNOHD, GSA, OHG-DS, WC UK	FNOHD, WC UK	CIAUD, FNOHD, OIM	FNOHD
Abris	COOPI	ACTED, COOPI, HCR, HEMLE	ACTED	ACTED, OIM	
Nutrition	ALIMA	ALIMA	AH, ALIMA	ALIMA	
Protection de l'enfant	COOPI	COOPI, WC UK	OFE, WC UK	INTERSOS, TGH	
VBG	OFAHRD	GSA, MDA, OHG-DS, WTK	DEMTOU, OFARHD	CIAUD, GADY, IMC	
Coordination			OCHA	OCHA	
Logistique				CIAUD	

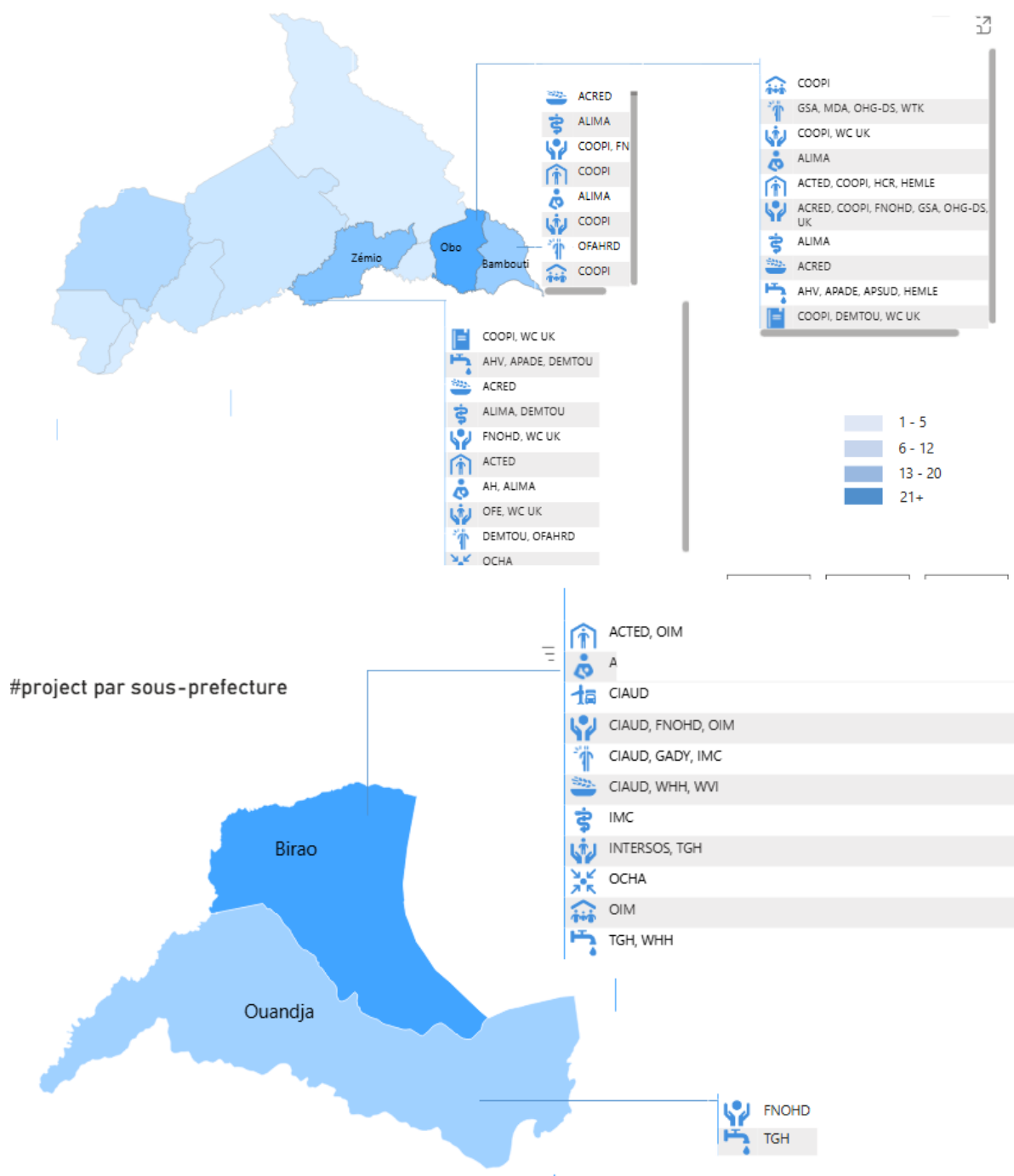


Figure 3: Présence opérationnelle trimestre 2 2025

D'après le HNRP 2026, les coupures soudaines et drastiques des financements humanitaires de 2025 ont entraîné la fermeture de 24 bases opérationnelles dans le Sud-est (1 agence de UN, 11 ONGI et 12 ONGN) et 5 dans le Nord-est (2 ONGI et 3 ONGN). Lors de la collecte des données sur le terrain, à la suite de l'action combinée de la réduction des fonds et le contexte sécuritaire ayant prévalu les 12 derniers mois **cette présence opérationnelle s'est nettement réduite** avec actuellement 3 acteurs présents à Obo, 1 à Zémio, aucun à Bambouti, 10 à Birao et aucun à Ouandja. **Cette situation a laissé place à la multiplication des besoins humanitaires.**

Tableau 8: Présence opérationnelle des acteurs par sous-préfecture lors de l'évaluation de mai 2026

Sous-préfecture	Secteur	Acteurs	Statut
Obo	EHA	ACTED	Fermé
	Education	APSUD	Fermé
	Santé	MDA	En place
		ALIMA	Tente de retourner
	Protection	HCR (réfugiés)	En place
		COOPI	Fermé
	Collecte des données	CNA	En place
	SAME	COOPI	Fermé
		ACRED	Fermé
		APAD	Fermé
		ACTED	Fermé
		MDA	En place
Zemio	Réhabilitation Hôpital	IRC	Fermé
		CRS	Fermé
	Education	COOPI	Fermé
	Protection de l'enfance	COOPI	Fermé
	Santé	ALIMA	En place
Bambouti	Santé	ALIMA	En place
	SAME	ACRED	Fermé
		COOPI	Fermé
Birao	Education	Triangle	Fermé
		UNICEF	
		FCA	En place
	EHA	Triangle	En place
	Promotion à l'hygiène	CACC	En place
	Protection	HCR	En place
		FCA	En place
		UNICEF	En cours
		AFB	En place
	Résilience	COHEB	En place
	SAME	PAM	En place
	NFI	INTERSOS	Fermé
Ouandja	Santé	IMC	En place
		OIM	
	RAS	RAS	RAS

3.3. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

3.3.1. Activités principales et revenus des ménages

Les données collectées dans le Haut-Mbomou révèlent que **l'agriculture et la vente des produits agricoles est la principale activité des ménages** qui subvient à leurs besoins. **73% des ménages pratiquent l'agriculture**. Une analyse par sexe montre qu'elle est pratiquée par 83% des femmes contre 65% des hommes. La désagrégation par statut traduit cette pratique par 65% des déplacés internes contre 77% des retournés. À côté de cette principale activité, des activités secondaires telles que le travail journalier rémunéré (12%), l'élevage et ventes des produits d'élevage (5%), le commerce d'alcool (4%), les petits métiers (3%), la pêche/chasse/cueillette (1%) et le transport (1%) sont également pratiqués par les ménages.

Dans la Vakaga, **l'agriculture et la vente des produits agricoles est la principale activité des ménages** qui subvient à leurs besoins. **73% des ménages pratiquent l'agriculture**. Une analyse par sexe montre qu'elle est pratiquée par 70% des femmes contre 76% d'hommes. La désagrégation par statut traduit cette pratique par 75% des déplacés internes contre 73% d'hôtes. Les activités secondaires sont la pêche/chasse/cueillette (14%), l'élevage et vente des produits d'élevage (5%), le commerce de fagots ou de bambou (3%), le travail journalier rémunéré (2%), les petits métiers tels le ramassage (2%) et le transport (1%).

Ces activités rapportent à ces ménages mensuellement un **revenu moyen 13 822 FCFA dans le Haut-Mbomou** et **17 042 FCFA dans la Vakaga**, montants qui traduisent la détresse financière de ceux-ci. Ceci expliquerait le fait que **84% des ménages dans le Haut-Mbomou et 75% dans la Vakaga utilisent plus de 75% de leur revenu pour des dépenses liées à l'alimentation**. Ces données illustrent la vulnérabilité économique des ménages dans les deux préfectures mais une vulnérabilité encore plus accentuée dans le Haut-Mbomou.

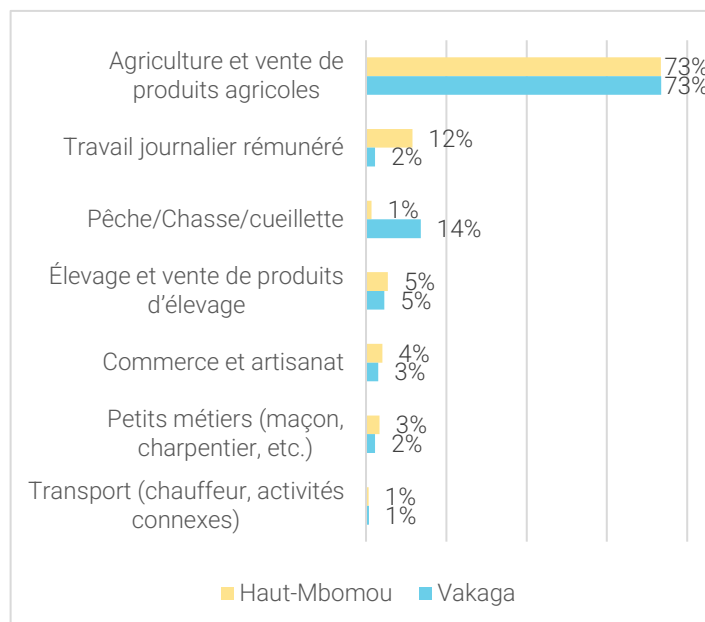


Figure 4: Principales activités des ménages dans la Vakaga et le Haut-Mbomou

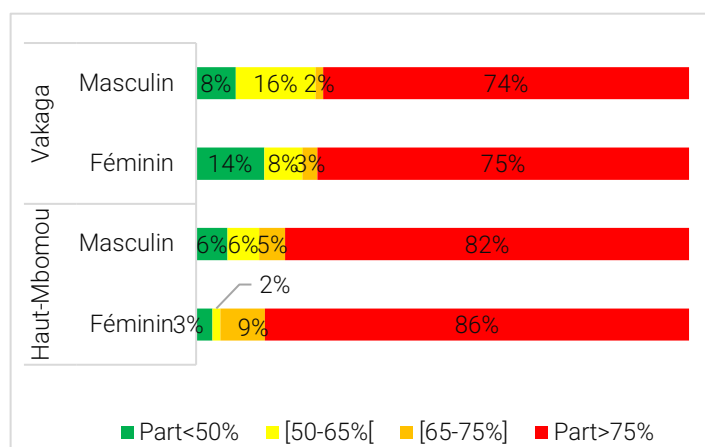


Figure 5: Classe de dépenses alimentaires des ménages

Principales cultures :

Les données collectées par les équipes lors de l'évaluation présentent **l'agriculture vivrière comme l'activité prédominante dans les 2 préfectures**, avec des cultures spécifiques variant selon celles-ci.

Dans le **Haut-Mbomou**, les principales spéculations cultivées sont **l'arachide, le maïs, le riz et le manioc**.

Dans la **Vakaga** par contre, il s'agit de **l'arachide, le sorgho, le niébé et le maïs**.

Ce type d'agriculture est principalement pratiqué en saison de pluies et destiné à la consommation du ménage pour la grande partie et une infime partie au petit commerce pour soutenir l'économie des ménages. D'après l'ACDA, **l'agriculture réalisée sert à l'alimentation humaine et animale. Les rendements sont faibles et sur des petites superficies**. Les principaux modes d'accès à la terre sont l'achat, l'héritage et la location. Les communautés s'organisent parfois en groupement, association voire coopérative pour accéder aux ressources. Les communautés disposent des pratiques ancestrales agricoles liées à la protection de l'environnement notamment : le défrichage, le labour manuel, les semis, le sarclage, l'utilisation de daba, la culture sur brûlis et la jachère.

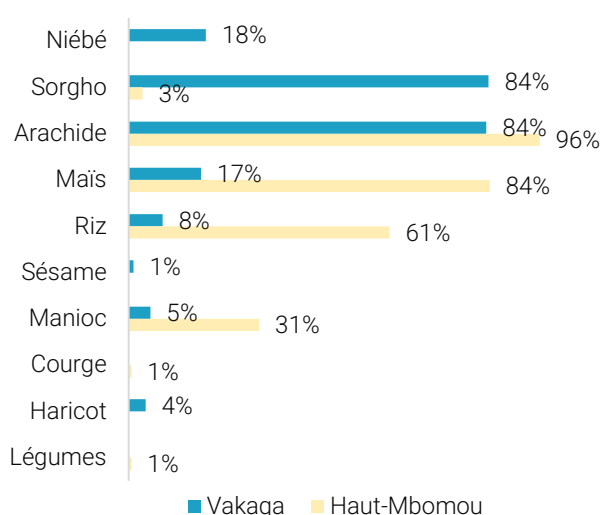


Figure 6 : Principales spéculations (données évaluation mai 2026)

Contraintes liées à l'agriculture :

Si l'agriculture est l'activité la plus pratiquée par les différentes communautés, il n'en demeure pas moins que sa pratique est sujette à des contraintes.

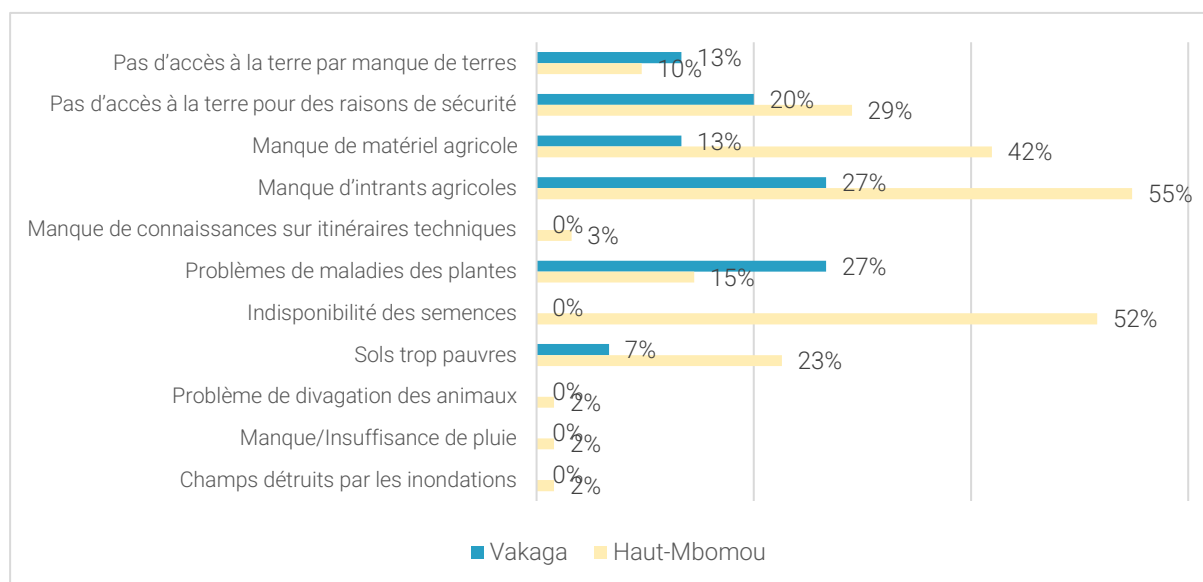


Figure 7: Principales contraintes à la pratique de l'agriculture (évaluation mai 2026)

Les principales contraintes à la pratique de l'agriculture relevées lors des enquêtes ménage dans le **Haut-Mbomou** sont les suivantes : **le manque d'intrants agricoles (55%)**, **l'indisponibilité des semences (52%)**, **le manque de matériel agricole (42%)**, les problèmes d'accès à la terre pour des raisons de sécurité (29%) et par manque de terres (10%), la pauvreté des sols (23%), les problèmes de maladies des plantes (15%), le manque de connaissance sur les itinéraires techniques (3%) le manque / insuffisance des pluies et les inondations (2%).

Dans la Vakaga en revanche, les principales contraintes sont les suivantes : le manque d'intrants agricoles (27%), les problèmes de maladies des plantes (27%), les problèmes d'accès à la terre pour des raisons de sécurité (20%) et par manque de terres (13%) et la pauvreté des sols (7%).

L'analyse croisée des données collectées lors des FG et des entretiens individuels mettent en évidence des **contraintes structurelles et conjoncturelles majeures** où les dysfonctionnements des marchés et l'effondrement voire l'absence des stocks familiaux exacerbent de graves ruptures de la production agricole avec des dynamiques propres à chaque territoire :

- Dans la Vakaga, l'appareil productif subit le **double impact de chocs climatiques sévères** caractérisés par des inondations répétées ayant détruits de nombreux hectares et des anomalies pluviométriques majeures affectant les cultures de mil **et d'une insécurité résiduelle** (présence d'hommes armés et de malfrats limitant l'accès aux champs au-delà de 5 km, s'ajoutant aux tensions liées à la transhumance). Cette baisse drastique des récoltes a provoqué une rareté immédiate des produits, déclenchant une flambée des prix sur les marchés où le coro de maïs (2,5Kg) est passé de 600 à 1000 FCFA en entre 2025 et 2026. Privés de capacités d'autoconsommation, les ménages font face à un épuisement total de leurs réserves alimentaires, une pénurie qui affecte désormais de manière critique la disponibilité des semences pour les cycles/campagnes futur(e)s.
- Dans le Haut-Mbomou en revanche, les **contraintes revêtent une dimension beaucoup plus complexe et alarmante alliant détresse matérielle et sécuritaire**. Les conflits armés, les pillages de champs, les incendies et la peur généralisée (liée aux rumeurs d'attaques de la LRA) contraignent les populations à **la fuite après les semis**, abandonnant leurs parcelles agricoles. Les déplacés se heurtent à des **sols dégradés** et à un **manque d'espace cultivable**, tandis que les cultures subissent des **attaques des maladies et des ravageurs/ennemies des cultures** (le pourrissement du manioc et les ravages des feux ou des animaux sauvages à l'instar des singes et quelques rares fois les éléphants). Les ménages qui parviennent à avoir accès à des parcelles agricoles (Ngouli et Goubéré) doivent les acheter ou les louer dans le village d'accueil en déboursant une somme supérieure à 50 000 FCFA par saison qu'ils ne disposent pas d'ailleurs en référence aux revenus moyens par ménage présentés ci-dessus. Cet état des choses provoque la **rupture locale des circuits commerciaux** (absence de marché) isolant des communautés entières au rythme des patrouilles militaires (Abossi, Soni et Ngoumé). Dans les marchés de villages d'accueils, il est observé une **inflation des produits alimentaires** où le petit seau de riz non égrainé (5 Kg) atteint le prix de 3500 FCFA alors que les stocks agricoles des ménages sont inexistantes. **Les intrants agricoles sont inexistantes, les semences et outils aratoires font cruellement défaut** tandis que **le manque de compétences/connaissances des techniques agricoles adapté au contexte** et l'absence de suivi agricole paralysent le secteur.

En somme, alors que la Vakaga nécessite un appui ciblé en intrants, semences et aux marchés pour juguler l'inflation, le Haut-Mbomou requiert une réponse d'urgence combinant impérativement la sécurisation des espaces de cultures, l'accès à la terre, de l'assistance alimentaire d'urgence et des distributions massives des kits agricoles (de subsistance) d'urgences pour pallier l'absence totale des réserves alimentaires.

Elevage dans les zones d'étude :

D'après les résultats de l'évaluation, **l'élevage constitue la troisième activité économique des ménages** après le travail journalier rémunéré dans le Haut-Mbomou. Elle est plus pratiquée par les hommes (56%) au sein de la communauté. Les espèces élevées sont les volailles, les petits ruminants et les porcins. Les types d'élevage les plus pratiquées sont l'élevage sédentaire extensif (64%) et l'embouche (34%).

Dans la Vakaga en revanche, **l'élevage constitue la troisième activité économique des ménages** après pêche/chasse/cueillette. Elle est plus pratiquée par les hommes (65%) au sein de la communauté. Les

espèces élevées sont les volailles, les petits et gros ruminants. Les types d'élevage les plus pratiquées sont l'élevage sédentaire extensif (43%), l'embouche (33%), la petite transhumance (32%) et la transhumance (2%).

Tableau 9 : Types d'élevages

Types d'élevage	Haut-Mbomou	Vakaga
Sédentaire extensif	64%	43%
Embouche	34%	33%
Semi-sédentaire (petite transhumance)	4%	32%
Transhumant	0%	2%

Les groupes de discussion menés confirment la prédominance de l'élevage des volailles, bovins, ovins, caprins et porcins.

Problèmes liés à l'élevage :

Selon les résultats de l'évaluation dans le **Haut-Mbomou**, seulement 2% des ménages pratiquant l'élevage ne signalent aucune contrainte majeure tandis que **98% font face à une ou plusieurs difficultés** : **L'insécurité et le vol de bétail (70%)** est le principal facteur de vulnérabilité économique, entraînant des pertes directes et un climat d'incertitude limitant l'investissement dans le bétail et les infrastructures. **Les difficultés d'accès à l'alimentation/fourrages (54%)** et à l'eau (12%) constituent également des contraintes importantes, accentuées par l'absence d'infrastructures (20%), la diminution des pluies (4%), les problèmes d'abreuvement (18%) et la concurrence pour les ressources (6%), avec des impacts sur la santé animale, la productivité et les revenus des ménages. **Les données révèlent également**

que sur les 12 derniers mois, la taille du cheptel des ménages éleveurs a diminué pour 74% d'entre eux. Les principales raisons de cette diminution sont le vol (67%), la perte des animaux (60%) liés au contexte sécuritaire qui a prévalu, la mortalité (60%), les ventes excessives (21%), moins de mise bas (14%) et les migrations dans d'autres zones (14%). Pour le cas spécifique des pertes, leur étendue est évaluée pour la plupart entre 25 et 75%.

Dans la **Vakaga** en revanche, 14% des ménages pratiquant l'élevage ne signalent aucune contrainte majeure tandis que **86% font face à une ou plusieurs difficultés** : **l'absence d'infrastructure (43%)**, la mauvaise qualité de l'eau (32%), le manque d'accès à l'eau / diminution des pluies (19%) couplé à la concurrence pour les ressources (19%), l'insécurité et le vol (17%), les difficultés d'accès à l'alimentation/fourrages (17%) et les problèmes d'abreuvement (13%) avec des impacts sur la santé animale, la productivité et les revenus des ménages. Les données révèlent également que sur les 12 derniers mois, la taille du cheptel des ménages éleveurs a diminué pour 52% d'entre eux. Les principales raisons de cette diminution sont la perte des animaux (58%), le vol (25%) liés au contexte sécuritaire, la mortalité (29%), les ventes excessives (19%), moins de mise bas (12%) et les migrations dans d'autres

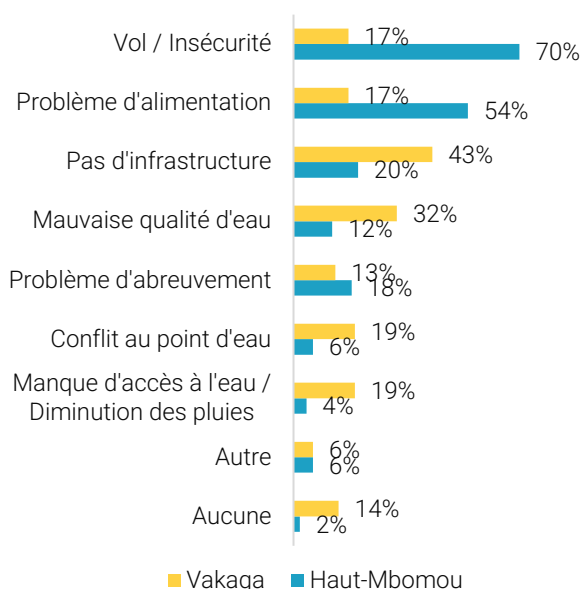


Figure 8 : Contraintes liées à la pratique de l'élevage

zones (4%). Pour le cas spécifique des pertes, leur étendue est évaluée pour la plupart entre 0 et 50%. L'ACDA signale la présence des conflits entre agriculteurs et éleveurs liés au non-respect des couloirs de transhumance. Ces conflits sont gérés par les autorités locales, les services étatiques, l'ACDA et l'Agence Nationale de Développement de l'Elevage (ANDE).

3.3.2. Accès aux marchés et au crédit

Le contexte sécuritaire qui a prévalu ces dernières années (2023 – 2026) a profondément impacté l'accès aux marchés dans les communautés évaluées.

Dans le Haut-Mbomou, pour la majorité des membres de la communauté (77%) **les marchés où ils vont se ravitailler se situent à plus de 3km de leurs habitations**, leurs marchés étant non fonctionnels. **Il s'agit des marchés situés dans les chefs-lieux de préfecture à savoir : Obo, Zemio et Bambouti**. Ces marchés sont accessibles aux femmes et jeunes malgré les réticences de celles-ci et la peur du regard des groupes armés le long des trajets. En revanche l'accès au marché des personnes à mobilité réduite est contraignant pour les raisons suivantes : la distance et l'insécurité. **Il est signalé une hausse généralisée des prix des aliments sur les marchés compte tenu des mauvaises productions/rendements agricoles**. L'autre facteur **pour les produits importés est le mauvais état des routes**, la quasi-totalité des produits importés proviennent du Soudan ou de l'Ouganda. L'insécurité et l'absence des moyens contraignent la majorité des ménages à se rendre au marché au plus 1 fois par semaine et ils ne parviennent pas à constituer de stocks. Sur les marchés, les biens essentiels qui manquent actuellement sont les produits alimentaires (riz, sucre, sel, ...), les articles ménagers (seau, bidon, ...), les produits d'hygiène et les médicaments. **Les trois contraintes principales d'accès au marché indépendamment pour les hommes sont la hausse des prix des denrées alimentaires / cherté de la vie (71%), le manque de moyens (66%) et la longue distance (32%)** tandis que pour les femmes ce sont **la hausse des prix des denrées alimentaires / cherté de la vie (76%), le manque de moyens (76%) et la longue distance (49%)**. En ce qui concerne l'accès au crédit, **44% des ménages soit 56% des ménages dirigés par les femmes et 34% par les hommes ont déclaré avoir contracté un crédit au cours des 12 derniers mois**. Les ménages prennent principalement le crédit auprès des proches (80%), d'usuriers (38%), des commerçants (14%), de tontines (7%) et d'institutions de microfinance (3%). Pour 60% des ménages, cette démarche est saisonnière alors qu'elle est ponctuelle pour 40%. Parmi ces ménages, 33% sont restés endettés pendant au moins trois mois au cours de l'année et 67% ont mis au moins trois mois pour rembourser le crédit contracté. Les principales utilisations du crédit incluent l'achat des produits alimentaires (83%), les frais scolaires et sanitaires (50%), l'achat d'autres biens de consommation non alimentaires (38%) et l'achat de produits à vendre (petit commerce) (21%). Seuls 34% ont investi dans l'achat d'intrants agricoles et 11% l'achat de matériel et équipement de production. Au sein des communautés, les personnes habilitées à emprunter sont les proches / parents (52%), les travailleurs (15%), les commerçants (8%), les personnes en difficultés (7%) et les grands cultivateurs (1%). Les remboursements se font selon plusieurs modalités : en espèces / cash, en nature (travaux champêtres, récolte, ...), par tranche, avec intérêts, selon l'accord, avec ou sans délai.

L'analyse démontre que le crédit est principalement utilisé pour subvenir aux besoins alimentaires immédiats et fondamentaux plutôt que pour des investissements à long terme, ce qui souligne la précarité économique et l'exposition à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (IAN) dans laquelle les ménages se trouvent.

Cette situation soulève des préoccupations quant à la résilience économique des ménages et à leur capacité à sortir du cycle de l'endettement. Les interventions devraient se focaliser sur une amélioration de l'accès à des crédits plus abordables et un renforcement des moyens d'existences et des capacités financières et revenus des ménages.

Dans la Vakaga par contre, **39% des ménages affirment que les marchés où ils vont se ravitailler sont à plus de 3km de leurs habitations**, leur marché étant non fonctionnel. **Il s'agit des marchés situés dans les chefs-lieux de préfecture à savoir : Birao et Ouandja**. Ces marchés sont accessibles aux femmes et jeunes malgré les réticences de celles-ci et la peur du regard des groupes armés le long des trajets. En revanche

l'accès au marché des personnes à mobilité réduite est contraignant pour les raisons suivantes : la distance, l'insécurité et le manque de moyens de déplacement. L'insécurité et l'absence des moyens contraignent la majorité des ménages à se rendre au marché au plus 1 fois par semaine et ils ne parviennent pas à constituer de stocks. Sur les marchés, les biens essentiels qui manquent actuellement sont les produits alimentaires (riz, sucre, sel, ...), les articles ménagers (seau, bidon, ...), les produits d'hygiène et les médicaments. **Les trois contraintes principales d'accès au marché pour les hommes sont le manque de moyens (77%), la longue distance (56%) et la hausse des prix / cherté de la vie (48%)** tandis que pour les femmes il s'agit du manque de moyens (92%), la hausse des prix / cherté de la vie (48%) et la longue distance (37%). En ce qui concerne l'accès au crédit, **44% des ménages soit 42% des ménages dirigés par les femmes et 45% par les hommes ont déclaré avoir contracté un crédit au cours des 12 derniers mois.** Les ménages prennent principalement le crédit auprès des commerçants (73%), des proches (43%), d'usuriers (13%), de tontines (2%) et d'institutions de microfinance (3%). Pour 63% des ménages, cette démarche est saisonnière alors qu'elle est ponctuelle pour 37%. Parmi ces ménages, 50% sont restés endettés pendant au moins trois mois au cours de l'année et 50% ont mis au moins trois mois pour rembourser le crédit contracté. Les principales utilisations du crédit incluent l'achat des produits alimentaires (73%), l'achat d'autres biens de consommation non alimentaires (43%), les frais scolaires et sanitaires (14%) et l'achat de produits à vendre (petit commerce) (11%). Seuls 24% ont investi dans l'achat d'intrants agricoles et 19% l'achat de matériel et équipement de production. Au sein des communautés, les personnes habilitées à emprunter sont les commerçants, les proches / parents, les personnes actives, les grands cultivateurs et les associations des femmes. Les remboursements se font selon plusieurs modalités : en espèces / cash, en nature (travaux champêtres, récolte, ...), par tranche, avec intérêts, selon l'accord, avec ou sans délai.

L'analyse démontre que le crédit est principalement utilisé pour subvenir aux besoins alimentaires immédiats et fondamentaux plutôt que pour des investissements à long terme, ce qui souligne la précarité économique et l'exposition à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (IAN) dans laquelle les ménages se trouvent.

Cette situation soulève des préoccupations quant à la résilience économique des ménages et à leur capacité à sortir du cycle de l'endettement. Les interventions devraient se focaliser sur une amélioration de l'accès à des crédits plus abordables et un renforcement des moyens d'existences et des capacités financières et revenus des ménages.

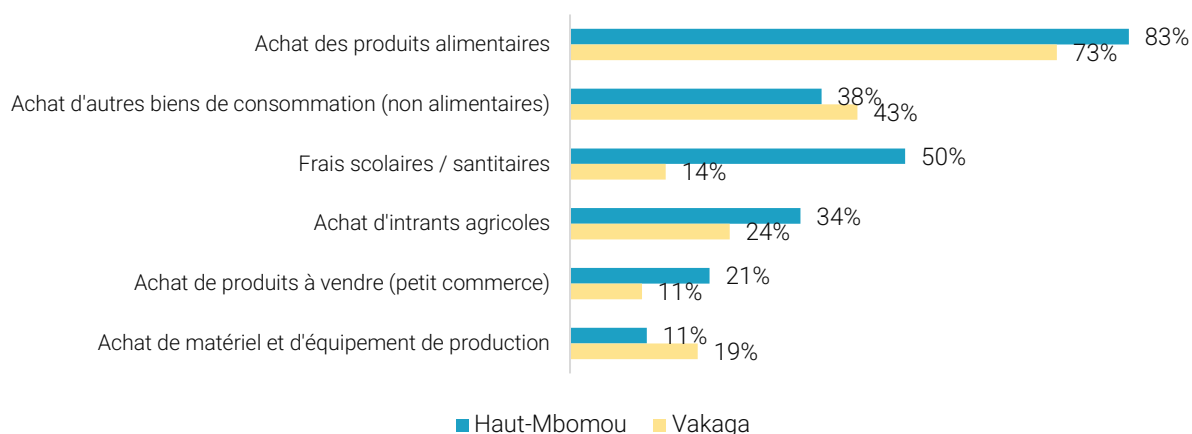


Figure 9: Utilisations du crédit contracté par les ménages par préfecture

INDICATEURS SAME

Les indicateurs liés à la SAME qui ont été analysés sont le score de consommation alimentaire (SCA), l'Indice de stratégie de survie réduit (rCSI), l'indice de stratégie de survie basées sur les moyens d'existence (ISAME/LCSI) et l'indice de la faim des ménages (IDF/HHS).

3.3.3. Le Score de Consommation Alimentaire

Le SCA est un score composite, basé sur la diversité alimentaire des ménages et la fréquence de consommation des différents groupes d'aliments au cours des sept derniers jours précédant l'enquête. Le SCA est utilisé pour analyser la sécurité alimentaire des ménages, il permet de classer ces derniers en trois groupes selon la valeur de leur SCA : consommation alimentaire pauvre, limite ou acceptable. Les seuils utilisés ici sont 21 et 35 eu égard de la faible consommation d'aliments riches en sucres et matières grasses.

Dans la Vakaga, les données révèlent une alimentation riche en céréales / tubercules (93%), huiles et graisses (86%), protéines animales (90%), légumineuses et oléagineuses (83%) et légumes (73%).

L'analyse ci-contre en 2026, montre dans la Vakaga que **29% des ménages ont un SCA pauvre, 24% un SCA limite et 47% un SCA acceptable**. La désagrégation par statut révèle des chiffres identiques chez les hôtes tandis que chez les PDI, 20% ont un SCA pauvre, 40% un SCA limite et 40% un SCA acceptable, ce qui est contraire à la logique lorsque l'on sait qu'elle voudrait que les communautés en déplacement soient plus vulnérables. Ceci s'expliquerait par le fait que les communautés hôtes d'accueils

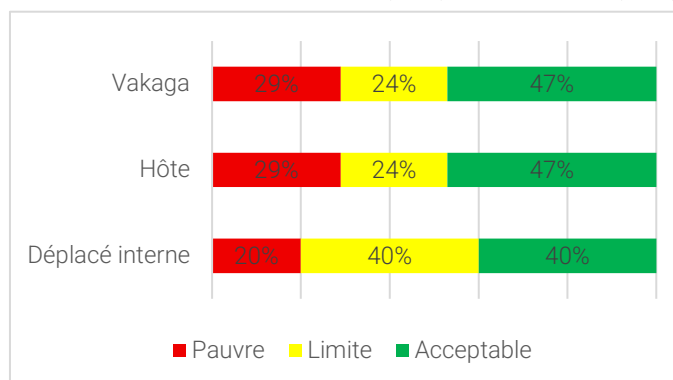


Figure 10. SCA des ménages par statut dans la Vakaga

partagent leur ressource par solidarité avec elles déplacés au point de se rendre plus vulnérables elles-mêmes. L'analyse souligne ainsi la nécessité d'appuyer à la fois toutes les différentes communautés afin d'éviter la détérioration des conditions de vie. Notons également que les ménages ont déclaré rencontrer des contraintes d'accès aux marchés pour pouvoir s'approvisionner en denrées alimentaires, 77% des hommes et 92% des femmes ont déclaré ne pas avoir accès aux marchés à cause du manque de moyens, 48% des hommes et 48% des femmes décrivent la hausse des prix sur le marché, 56% des hommes et 37% des femmes parcourent de longues distances pour accéder aux marchés. Ces différents éléments pourraient être les causes du niveau des scores de consommation alimentaire des ménages observés,

Dans le Haut-Mbomou en revanche, les données révèlent une alimentation riche en céréales / tubercules

(97%), sucre et produits sucrés (94%), protéines animales (90%), fruits (90%), huiles et graisses (86%), légumes (84%) et légumineuses et oléagineuses (83%). L'analyse des données ci-contre de 2026 montre que dans le Haut-Mbomou, la situation semble être plus alarmante avec **38% des ménages qui ont un SCA pauvre, 37% un SCA limite et 25% un SCA acceptable**. La désagrégation par statut montre que chez les retournés 25% ont un SCA pauvre, 41% un SCA limite et 34% un

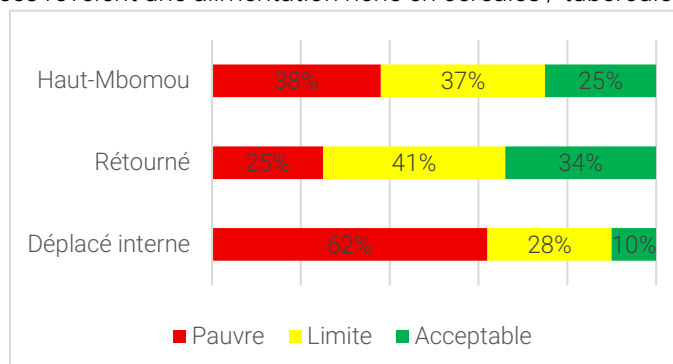


Figure 11: SCA des ménages par statut dans le Haut-Mbomou

SCA acceptable. Chez les PDI, 62% ont un SCA pauvre, 28% un SCA limite et seulement 10% un SCA acceptable. L'analyse souligne ainsi la nécessité d'appuyer à la fois toutes les différentes communautés afin d'éviter la détérioration des conditions de vie. Notons également que les ménages ont déclaré rencontrer des contraintes d'accès aux marchés pour pouvoir s'approvisionner en denrées alimentaires, 66% des hommes et 76% des femmes ont déclaré ne pas avoir accès aux marchés à cause du manque de moyens, 71% des hommes et 76% des femmes décrivent la hausse des prix sur le marché, 32% des hommes et 49% des femmes parcourent de longues distances pour accéder aux marchés. Ces différents éléments pourraient être les causes du niveau des scores de consommation alimentaire des ménages observés.

D'après le HNRP 2026, toutes nos zones d'évaluation sont en phase 3 (IPC) de sévérité des besoins en sécurité alimentaire. Les ménages les plus touchés sont les agriculteurs dont la production et les réserves alimentaires restent faibles, les déplacés et réfugiés qui continuent à exercer des pressions supplémentaires sur les ressources déjà limitées des ménages hôtes. **Pour la période allant d'avril à août 2026, qui correspond à la période de soudure, l'analyse prévoit une détérioration de la situation en raison des niveaux de prix élevés de denrées alimentaires et des conflits persistants.**

3.3.4. Indice de Stratégie d'Adaptation Réduit (rCSI)

L'Indice des Stratégies de Survie réduit ou *reduced Coping Strategies Index* (rCSI) renvoie aux stratégies d'adaptation que les ménages adoptent quand ils n'ont pas un accès alimentaire suffisant.

Il est calculé sur la base d'une série de questions sur la façon dont les ménages parviennent à faire face à un manque d'aliments destinés à la consommation, et se traduit par un score numérique. L'objectif étant d'évaluer la fréquence des comportements d'adaptation (combien de fois la stratégie d'adaptation a-t-elle été utilisée au cours des sept derniers jours) et la sévérité de l'impact des stratégies. Cet indicateur utilise un ensemble standard de cinq comportements qui peuvent être employés par tous les ménages, indépendamment du contexte, avec un ensemble universel de pondération de gravité pour chaque comportement. A des fins d'analyses, les données de rCSI des ménages ont été catégorisées 3 phases en considérant les seuils : [0 – 3] = Faible, [4 – 18] = Modéré et [$\geq$ 19] = Sévère.

Les résultats de l'analyse des données collectées dans la **Vakaga** révèlent que **5% des ménages sont en stade sévère**, pareil chez les hôtes et chez les PDI, ils utilisent des stratégies d'adaptation néfastes pour faire face au manque de nourriture en cette période de soudure. Aucun ménage en situation sévère. Les stratégies les plus couramment utilisées sont : **réduire la quantité de repas (61%), consommer les aliments moins coûteux ou moins préférés (43%), réduire la consommation des adultes au profit des petits enfants (42%) réduire le nombre de repas journalier (39%) et emprunter**

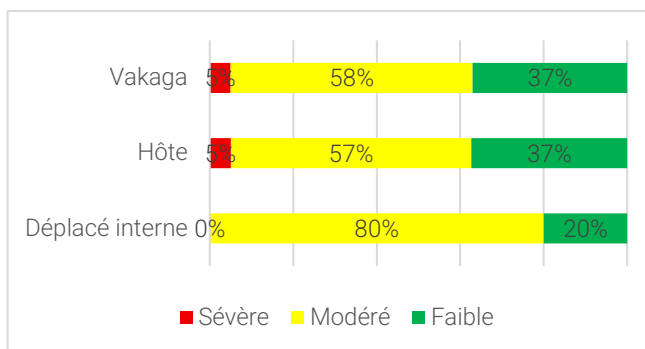


Figure 12: rCSI des ménages par statut dans la Vakaga

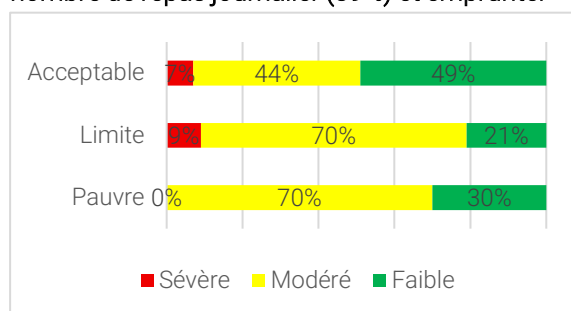


Figure 13: Croisement SCA / rCSI dans la Vakaga

des aliments ou compter sur l'aide des amis, des voisins ou des parents / famille (9%). Ces résultats illustrent les **difficultés** rencontrées par les ménages pour faire face au manque de nourriture, une situation qui touche **toutes les catégories socio-démographiques**. L'analyse croisée du SCA et du rCSI dans la **Vakaga** révèle que respectivement parmi les 46% des ménages qui ont un SCA acceptable et les 24% qui ont un SCA limite, respectivement 7% et 9% ont recours à des stratégies d'adaptation néfastes pour faire face au manque de nourriture. **La consommation**

alimentaire semble stabilisée, le recours aux stratégies d'adaptation négatives restant faible (sous les 10%).

Dans le Haut-Mbomou en revanche, la situation est plus préoccupante avec 34% des ménages qui utilisent des stratégies néfastes pour faire face au manque de nourriture ; la désagrégation par statut montre que la situation est d'autant plus grave chez les retournés avec 43% en stade sévère et chez les PDI 18%. Les stratégies les plus couramment utilisées

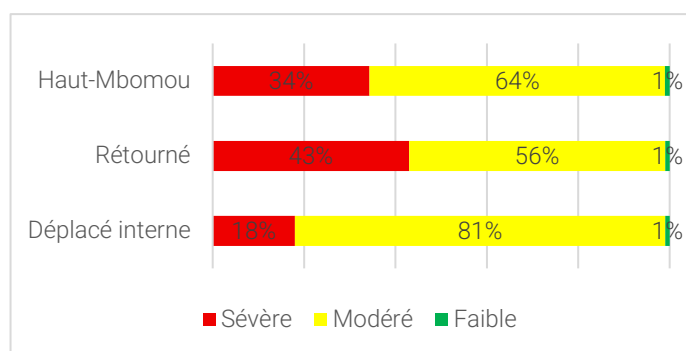


Figure 14 : rCSI des ménages par statut dans le Haut-Mbomou

sont : réduire le nombre de repas journalier (83%), consommer les aliments moins coûteux ou moins préférés (78%), réduire la consommation des adultes au profit des petits enfants (75%), réduire la quantité de repas (74%) et emprunter des aliments ou compter sur l'aide des amis, des voisins ou des parents / famille (3 5%). Ces résultats confirment les difficultés persistantes rencontrées par les ménages pour faire face au manque de nourriture, une situation qui touche toutes les catégories socio-démographiques. L'analyse croisée du SCA et du rCSI révèle une situation plus préoccupante dans le Haut-Mbomou. En

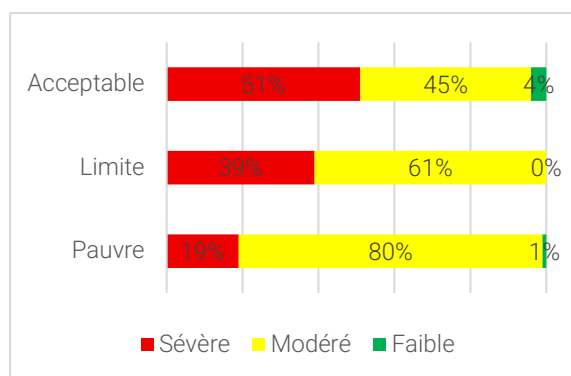


Figure 15 : Croisement SCA / rCSI dans le Haut-Mbomou

effet parmi les 25% et 37% des ménages qui ont un SCA acceptable et limite respectivement 51% et 39% ont recours à des stratégies d'adaptation néfastes pour faire face au manque de nourriture. Ceci renforce la fragilité de la sécurité alimentaire des ménages dans le Haut-Mbomou où les ménages épuisent leurs capacités de résilience pour maintenir un niveau de consommation minimal. A court terme, ces ménages vont basculer dans une insécurité alimentaire sévère dès que leurs mécanismes d'adaptation seront épuisés. Une assistance alimentaire d'urgence est nécessaire afin d'éviter un basculement vers une insécurité alimentaire aigüe.

3.3.5. Indice de Stratégie d'Adaptation basé sur les moyens d'existence (ISAME/LCSI)

L'indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence (Livelihood-based Coping Strategies Index - LCSI) mesure les actions des personnes en cas de pénurie alimentaire. L'indice aborde une série de questions relatives à la manière dont les ménages font face aux pénuries alimentaires.

Cet indicateur est dérivé d'une série de questions concernant l'expérience du ménage en matière d'utilisation des moyens de subsistance, y compris l'épuisement des actifs au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Les réponses sont utilisées pour comprendre les différents niveaux d'adaptation décrivant la capacité des ménages à gérer les chocs en fonction de leurs actifs. Un ensemble de 10 questions est choisi en fonction du contexte de la région : 4 stratégies de stress, 3 stratégies de crise et 3 stratégies d'urgence.

Tableau 10 : Stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistances

Niveau	N°	Stratégies
Stress	1	Emprunter de l'argent
	2	Utiliser les épargnes du ménage

Crise	3	Acheter les vivres à crédit ou emprunter des vivres
	4	Vendre plus d'animaux (pas de reproductrice) que d'habitude
	5	Consommer les récoltes immatures
	6	Consommer les stocks de semences conservées pour la prochaine saison
Urgence	7	Vendre les actifs de production ou moyens de transport
	8	Mendier pour avoir accès la nourriture
	9	Faire migrer l'ensemble du ménage
	10	Vendre les dernières femelles reproductrices

L'analyse des données collectées dans la **Vakaga** révèle que **seul 36% des ménages n'ont pas utilisé des stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance** au cours des trente derniers jours précédant la collecte des données et que 56% ont eu recours à des stratégies de crise et d'urgence. Cela révèle que **peu de ménages ont été en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires sans avoir à adopter des mesures d'adaptation basées sur leurs moyens d'existence**. La situation est plus alarmante chez les hôtes avec 53% des ménages qui ont utilisé les stratégies les plus néfastes dite d'urgence. Chez les PDI en revanche, 40% des ménages ont utilisé les stratégies de crise. Ces chiffres montrent à suffisance l'existence de fortes vulnérabilités au sein des communautés où une proportion importante de ménages doit encore faire face à une situation critique. **Cette tendance s'observe avec acuité chez les chefs de famille de sexe féminin avec 65% des ménages qui ont utilisé les stratégies dites d'urgence contre 45% chez les hommes.**

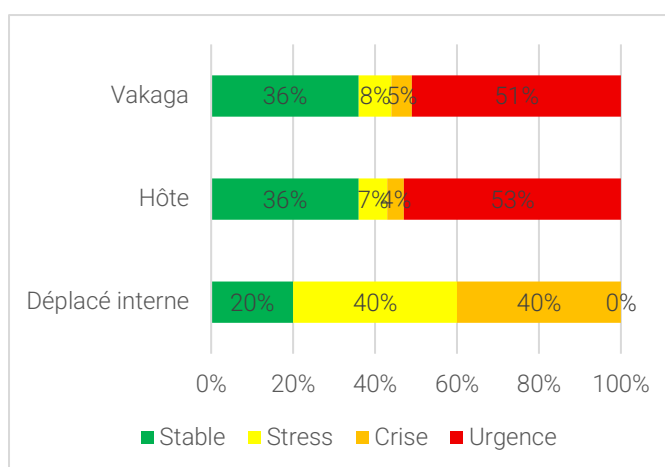


Figure 16: LCSI des ménages par statut dans la Vakaga

Les données révèlent une situation d'urgence d'autant plus que toutes les stratégies d'urgence mises en œuvre ont des conséquences majeures : mendicité (41%), migration de l'ensemble du ménage (42%) et vente des dernières femelles reproductrices (34%).

Parallèlement à ces stratégies, des ménages ont adopté plusieurs autres parmi lesquelles consommer les récoltes immatures (40%) qui est révélatrice d'une période de soudure sévère avec un impact destructeur et cyclique sur les moyens d'existence à moyen et long terme. 43% des ménages ont consommé les stocks de semences conservées pour la prochaine saison, ce qui les plonge dans une perte de l'autonomie productive pour la saison en cours. 51% des ménages ont emprunté de l'argent pour acheter la nourriture ce qui peut conduire à un cycle d'endettement qui complique encore la situation économique du ménage. L'accumulation de dettes peut limiter leur capacité à investir dans des solutions durables pour améliorer leur sécurité alimentaire, d'où l'importance de soutenir les activités génératrices de revenus pour rétablir les moyens de subsistance. 45% des ménages ont acheté les vivres à crédit ou emprunté les vivres, certes cette pratique permet d'éviter une rupture immédiate de la consommation alimentaire du ménage, mais elle transfère plutôt la vulnérabilité actuelle vers le futur en asphyxiant l'économie du ménage. 47% des ménages ont utilisé les épargnes du ménage, ce qui les plonge dans un état d'incertitude vis-à-vis de tout choc. 39% ont vendu plus d'animaux (non productifs) que d'habitude ce qui indique d'avantage une capacité réduite pour faire face à des chocs futurs en raison de la réduction actuelle des ressources ou une augmentation des dettes. Enfin 38% des ménages ont vendu les actifs de production ou moyens de transport, ce qui traduit un signe d'insécurité alimentaire modérée.

Dans le Haut-Mbomou, la situation est plus préoccupante avec presque 100% des ménages qui ont eu recours à des stratégies de crise et d'urgence au cours des trente derniers jours précédant la collecte des données. Cela révèle que presque aucun ménages n'a été en mesure de satisfaire ses besoins alimentaires sans avoir à adopter des mesures d'adaptation basées sur leurs moyens d'existence. La situation est alarmante avec 77% des retournés et 65% des PDI qui ont utilisé les stratégies les plus néfastes dite d'urgence. Ces chiffres montrent à suffisance l'existence de fortes vulnérabilités au sein des communautés où une proportion importante de ménages doit encore faire face à une situation critique. Ces tendances sont plus critiques dans les ménages avec les chefs de famille féminin où 83% ont utilisé les stratégies d'urgence contre 63% des chefs de famille de sexe masculin. Ceci suggère tout de même une harmonisation dans les défis à relever.

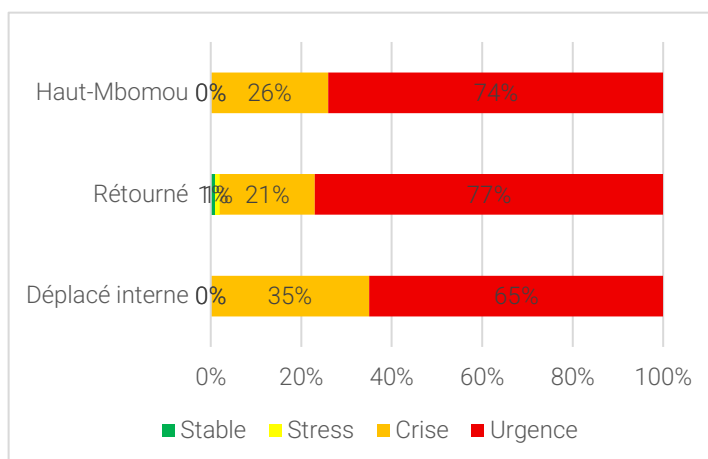


Figure 17: LCSI des ménages par statut dans le Haut-Mbomou

Les données révèlent une situation d'urgence d'autant plus que toutes les stratégies d'urgence sont utilisées à des niveaux interpellant : mendicité (50%), migration de l'ensemble du ménage (45%) et vente des dernières femelles reproductrices (35%).

Parallèlement à ces stratégies, des ménages ont adopté plusieurs autres parmi lesquelles consommer les récoltes immatures (87%) qui est révélatrice d'une période de soudure sévère avec un impact destructeur et cyclique sur les moyens d'existence à moyen et long terme. 81% des ménages ont consommé les stocks de semences conservées pour la prochaine saison, ce qui les plonge dans une perte de l'autonomie productive pour la saison en cours. 68% des ménages ont emprunter de l'argent pour acheter la nourriture ce qui peut conduire à un cycle d'endettement qui complique encore la situation économique du ménage. L'accumulation de dettes peut limiter leur capacité à investir dans des solutions durables pour améliorer leur sécurité alimentaire, d'où l'importance de soutenir les activités génératrices de revenus pour rétablir les moyens de subsistance. 69% des ménages ont acheté les vivres à crédit ou emprunter les vivres, certes cette pratique permet d'éviter une rupture immédiate de la consommation alimentaire du ménage, mais elle transfère plutôt la vulnérabilité actuelle vers le futur en asphyxiant l'économie du ménage. 64% des ménages ont utilisé les épargnes du ménage, ce qui les plonge dans un état d'incertitude vis-à-vis de tout choc. 55% ont vendu plus d'animaux (non productifs) que d'habitude ce qui indique d'avantage une capacité réduite pour faire face à des chocs futurs en raison de la réduction actuelle des ressources ou une augmentation des dettes. Enfin 34% des ménages ont vendu les actifs de production ou moyens de transport, ce qui traduit un signe d'insécurité alimentaire modérée.

Ces données indiquent un besoin urgent de soutien financier et alimentaire pour permettre un relèvement de ces ménages.

3.3.6. Indice domestique de la faim (IDF/HHS)

L'Indice domestique de la faim (IDF) mesure l'expérience de la faim au niveau des ménages sur une période de rappel de 30 jours, selon les seuils suivants : 0–1 : peu ou pas de faim ; 2–3 : faim modérée ; 4–6 : faim sévère.

Les résultats montrent une précarité extrême et généralisée des conditions de vie avec 95% des ménages évalués qui souffrent de faim à des niveaux différents. Si la préfecture de la **Vakaga** fait face à une vulnérabilité dominée par la **faim modérée (85%)**, la situation est plus critique au sein du **Haut-Mbomou** où la **faim sévère touche 37%** de la population. L'analyse par statut révèle sans surprise que le déplacement forcé constituerait le facteur d'aggravation principal : **100% des PDI souffrent de faim avec un pic de 61% en situation de faim sévère dans le Haut-Mbomou**. Chez les retournés (24% de faim sévère) et les hôtes (86% de faim modéré), les chiffres traduisent l'effondrement des mécanismes de solidarité locale et l'urgence de déployer une assistance alimentaire d'envergure, ciblant prioritairement les sites de déplacement et les axes de retour.

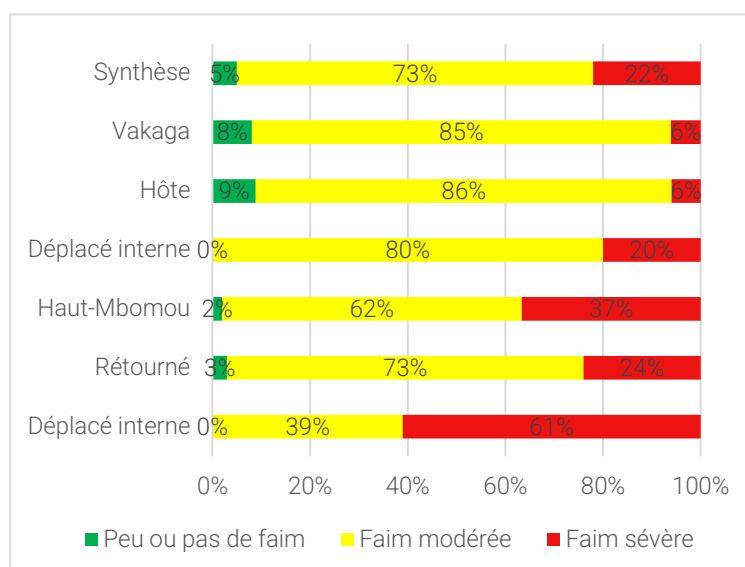


Figure 18: Indice domestique de la faim par préfecture et par statut

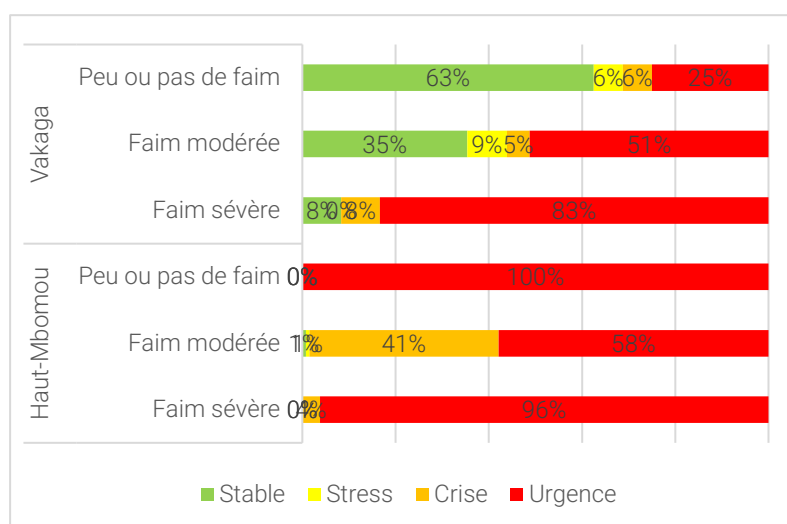


Figure 19: Croisement de l'IDF et du ISAME par préfecture

L'analyse croisée entre l'IDF et le rCSI montre une situation critique où tous les ménages qu'ils soient affectés par la faim ou pas recourent à mécanismes négatifs pour faire face à l'insécurité alimentaire. La situation est d'autant plus alarmante dans le Haut-Mbomou où 100% des ménages qui n'ont pas faim recourent tous à des stratégies d'urgence. Cette situation confirme la fragilité de la situation de sécurité alimentaire observée chez certains ménages et interpelle sur une assistance alimentaire d'urgence.

Synthèse des données de focus group avec les réfugiés de Korsi dans la Vakaga

Les principales sources de revenus reposent sur le petit commerce (essentiellement pour les femmes), les travaux agricoles, l'élevage, la couture, la coiffure et le petit dépannage. Les réfugiés se heurtent à des contraintes d'accès aux terres cultivables louées auprès des populations hôtes environnantes. Bien que certaines parcelles soient octroyées gratuitement, les propriétaires fonciers tendent à les récupérer prématurément et sans préavis. La recherche du bois de chauffage en brousse expose fortement les femmes et les filles à des risques de violences et d'exploitation.

3.3.7. Recommandations pour la sécurité alimentaire

La stratégie du Cluster sécurité alimentaire couvre à la fois les interventions d'urgence, de post urgence et de transition vers le développement durable, tout en renforçant la résilience des populations face à des chocs récurrents. Les principales recommandations formulées pour donner suite à cette analyse des indicateurs de sécurité alimentaire sont les suivants :

- Garantir une assistance immédiate en nature ou en espèces aux ménages déplacés pour leurs permettre de couvrir leurs besoins alimentaires et/ou essentiels et ne pas tomber dans une insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe.
- Renforcer les pratiques agricoles avec des techniques de production plus résilientes aux variations/changements climatiques, la diversification des cultures, les techniques post récoltes et soutien aux agriculteurs vulnérables dans le renforcement de leurs capacités d'adaptation.
- Cibler (en dehors des chocs de déplacements de personnes), équitablement tous les statuts (hôte, IDP, retournés) autant que possible pour ne pas nuire et inclure les différentes couches socio-démographiques et privilégier un ciblage basé sur la vulnérabilité qui permettra d'améliorer l'acceptance et renforcer la cohésion sociale.
- Développer des appuis aux activités génératrice de revenu (individuelles ou collectives) pour le renforcement et la diversification des moyens d'existence des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Renforcer les capacités des communautés, des élus locaux et des autorités administratives sur les actions anticipatoires et la réduction des risques de catastrophe (multirisques) et conduire des plaidoyers pour sa prise en compte dans les budgets/financements locaux, et renforcer les réponses institutionnelles ou endogènes aux chocs exogènes.
- Sensibiliser les ménages aux bonnes pratiques nutritionnelles et organiser des campagnes de dépistage afin de prévenir la malnutrition aigüe des enfants de moins de 5 ans et des FEFA.
- Conduire des actions et plaider pour la sécurisation des terres agricoles destinés aux communautés vulnérables.
- Faire une analyse du foncier agricole dans les préfectures d'intervention pour identifier des solutions pour les paysans sans terre.
- Soutenir les agriculteurs en intrants agricoles (semences, outils aratoires, produits phytosanitaire, engrais) et les accompagner via des formations sur les pratiques agricoles durables.
- Renforcer l'inclusion financière des ménages vulnérables à travers la mise en place de groupements d'épargne et de crédit adaptés au contexte local.
- Développer des programmes de formation professionnelle et d'insertion économique au profit des jeunes et des femmes afin d'améliorer leurs moyens d'existence et leur résilience aux différents chocs.
- Envisager la mise en place de magasins de stockage communautaires et renforcement des filières d'approvisionnement dans le cadre de futurs projets afin de réduire la problématique des réserves alimentaires au niveau local. Étant donné l'importance de l'agriculture dans cette région et les difficultés rencontrées par les ménages agricoles, notamment le manque de semences, d'intrants et d'outils aratoires. Des appuis en coupons ou en nature en intrant (bio quand c'est possible) ou en matériels de production à envisager.
- Faire la cartographie des acteurs nutrition et faire le dépistage systématique de la MAG dans les localités d'intervention lors des activités pour une prise en charge immédiate.
- Organiser des sessions de démonstrations culinaires dans les localités ayant un fort taux de prévalence à la MAG pour améliorer l'alimentation des personnes les plus à risque (enfants de moins de 5 ans et FEFA).
- Accompagner les communes dans les restaurations des terres pour réduire les problèmes liés à sa dégradation, d'accès à la ressource et les conflits.

- Développer des forages agricoles pour promouvoir les cultures de contre saison. Ceci permettra d'améliorer l'accès à la terre et la disponibilité des aliments variées.
- Renforcer durablement le secteur de l'élevage à travers l'appui aux éleveurs, l'amélioration de l'accès aux pâturages et aux points d'eau, la gestion concertée des ressources pastorales, la diffusion et l'application des politiques pastorales, ainsi que la sécurisation de la transhumance par la matérialisation des couloirs de passage et la prévention des conflits agropastoraux.

3.4. ACCES A L'EAU ET ASSAINISSEMENT

3.4.1. Accès à l'eau et problèmes liés

D'après les données collectées et les observations sur le terrain, la situation de l'accès à l'eau potable est chaotique dans le Haut-Mbomou où **91% des populations n'ont pas accès à une source d'eau de bonne qualité**. Ils se ravitaillent dans des marigots ou sources non aménagées. Parmi les points d'eau protégé y existant 75% n'ont pas de CGPE. 52% des ménages ne disposent pas de récipient de collecte d'eau. 93% des récipients existant dans le Haut-Mbomou sont en mauvais état (percé, vieux, sale). En moyenne chaque personne utilise 15,12 litres/jour pour satisfaire ses besoins de boisson et d'hygiène. Tout de même 68% des personnes ont accès à moins de 15 litres d'eau par jour qui est en dessous des normes SPHERE qui préconisent un minimum de 15 litres/personne/jour pour satisfaire les besoins de boisson et d'hygiène.



Figure 20: Source d'eau des retournés de Ngoumé dans le Haut-Mbomou

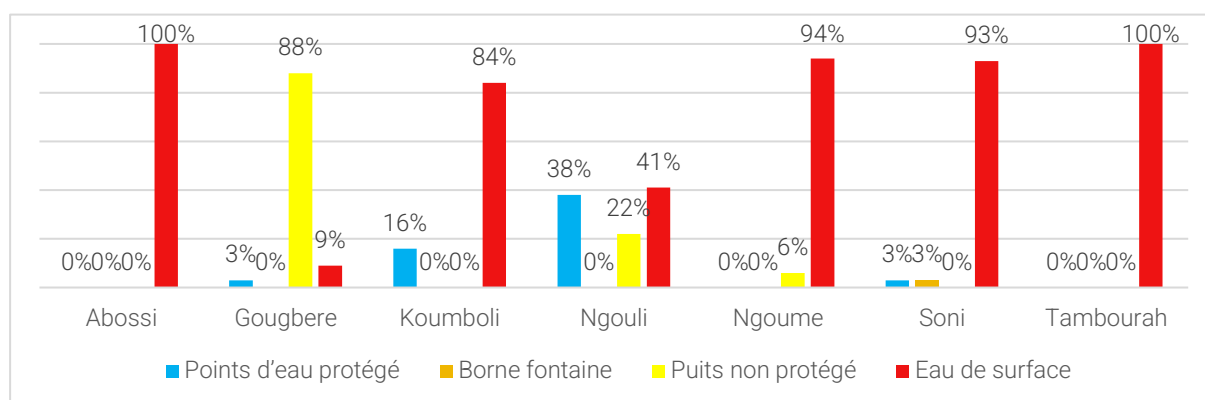


Figure 21: Sources d'eau potable par localité dans le Haut-Mbomou

Concernant les **distances à parcourir pour accéder aux points d'eau**, **72% des ménages sont situés à plus de 15 minutes** (soit plus de 500 mètres) des points de distribution d'eau potable depuis leur domicile ce qui est contraire aux recommandations des normes SPHERE. **Seulement 34% des ménages se sentent en sécurité lorsqu'ils vont s'approvisionner en eau**. Les raisons de ce sentiment de sécurité sont l'accès (39%), l'absence d'incidents sur le trajet (28%), la présence des forces nationales de sécurités (23%), la proximité du point d'eau (9%) et l'emplacement du point d'eau. Cependant, **42% des ménages signalent la présence des conflits autour du point d'eau** parmi lesquelles : la surpopulation / positionnement par

rapport à la file d'attente (37%), les mésententes / disputes (27%), les bagarres / agressions ou violences physiques et verbales (21%), la discrimination / stigmatisation (12%), les conflits intercommunautaires (3%) et les bousculades (2%).

80% des ménages déclarent ne pas collecter suffisamment d'eau pour remplir tous les besoins du ménage (pas pour les animaux, la construction de briques, l'agriculture, le jardinage, etc.). Les raisons évoquées sont : l'absence de récipients pour stocker l'eau (40%), la longue attente à la source (23%), les coupures d'eau / tarissement (15%), l'éloignement de la source (11%), l'absence de moyens pour acheter assez d'eau (11%) et la limitation de la quantité d'eau qui peut être collectée au point d'eau (9%). Dans les ménages ce sont les femmes adultes pour la majorité qui vont collecter l'eau. Dans les localités où il y a des forages, les populations ne paient pas pour se ravitailler, néanmoins une contribution mensuelle variant de 200 à 500 FCFA leur est demandé pour la réparation du point d'eau en cas de panne. Sans surprise en ce qui concerne la **qualité de l'eau de consommation, 82% des ménages affirment qu'elle est de mauvaise ou très mauvaise qualité** à cause de la coloration (73%), l'aspect trouble (69%), l'odeur (58%) et l'arrière-goût (55%). 53% des ménages traitent leur eau de différentes façons avant de la consommer ceci de manière irrégulière : la décantation (47%), l'exposition aux rayons du soleil (9%), l'ébullition (5%), et l'utilisation des produits désinfectants (2%).

Dans la **Vakaga** cependant, la situation est plus vivable avec **67% des ménages qui se ravitaillent dans des points d'eau de meilleure qualité** (PMH, Borne fontaine et water trucking). Il faut tout de même noter que parmi les points d'eau protégés utilisés, 14% n'ont pas de CGPE. 44% des ménages ne disposent pas de récipient de collecte d'eau. 21% des récipients de collecte et stockage d'eau dans la Vakaga sont en mauvais état (percé, vieux, sale). En moyenne chaque personne utilise 12,67 litres/jour pour satisfaire ses besoins de boisson et d'hygiène qui est en dessous des normes SPHERE qui préconisent un minimum de 15 litres/personne/jour pour satisfaire les besoins de boisson et d'hygiène. **72% des personnes ont accès à moins de 15 litres d'eau par jour.**

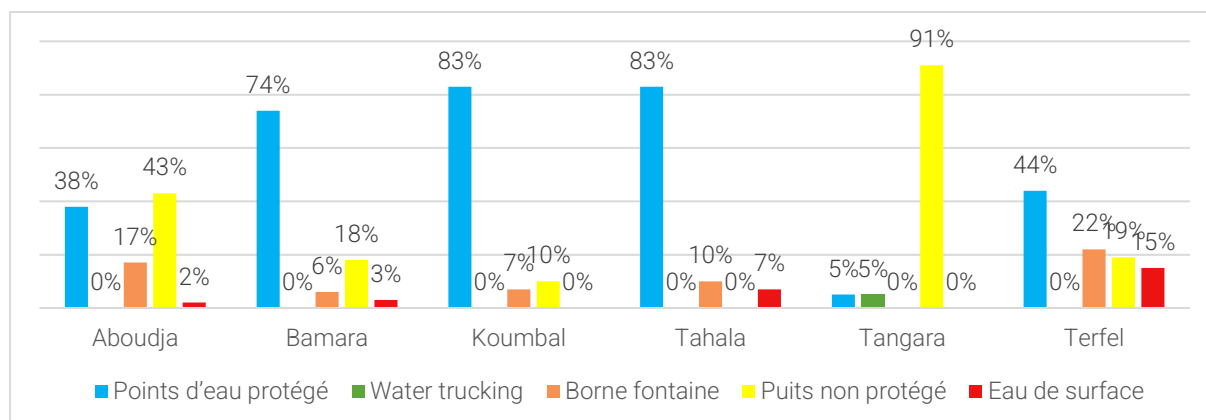


Figure 22: Sources d'eau potable par localité dans la Vakaga

Concernant les **distances à parcourir pour accéder aux points d'eau, 7% des ménages sont situés à plus de 15 minutes** (soit plus de 500 mètres) des points de distribution d'eau potable depuis leur domicile ce qui est contraire aux recommandations des normes SPHERE. **43% des ménages se sentent en sécurité lorsqu'ils vont s'approvisionner en eau.** Les raisons de ce sentiment de sécurité sont la présence des forces nationales de sécurités (37%), l'absence d'incidents sur le trajet (29%), la proximité du point d'eau (26%), le respect des règles / code de conduite (7%) et l'absence de discrimination (1%). Cependant, 34% des ménages signalent la présence des conflits autour du point d'eau parmi lesquelles : les bagarres / agressions ou violences physiques et verbales (51%), la surpopulation / positionnement par rapport à la file d'attente (40%) et les éleveurs transhumant (10%).

56% des ménages déclarent ne pas collecter suffisamment d'eau pour remplir tous les besoins du ménage (pas pour les animaux, la construction de briques, l'agriculture, le jardinage, etc.). Les raisons

évoquées sont : l'absence de récipients pour stocker l'eau (27%), la longue attente à la source (24%), les coupures d'eau / tarissement (15%), l'absence de moyens pour acheter assez d'eau (11%), la limitation de la quantité d'eau qui peut être collectée au point d'eau (9%), l'éloignement de la source (7%), la dangerosité d'aller chercher l'eau (7%) et les pannes (1%). Dans les ménages ce sont les femmes adultes pour la majorité qui vont collecter l'eau. Dans les localités où il y a des forages, les populations ne paient pas pour se ravitailler, néanmoins une contribution mensuelle variant de 200 à 500 FCFA leur est demandé pour la réparation du point d'eau en cas de panne. En ce qui concerne la **qualité de l'eau de consommation**, **16% des ménages affirment qu'elle est de mauvaise ou très mauvaise qualité** à cause de l'arrière-goût (40%), l'aspect trouble (30%), la coloration (27%) et l'odeur (23%). 65% des ménages traitent leur eau de différentes façons avant de la consommer ceci de manière irrégulière : l'ébullition (29%), la décantation (28%), l'utilisation des produits désinfectants (22%) et l'exposition aux rayons du soleil (13%).

Une analyse de l'**accès aux points d'eau** réalisée selon les normes SPHERE, qui recommandent un point d'eau pour 500 personnes, montre que les infrastructures subissent une pression importante. D'après l'évaluation, le nombre médian d'utilisateurs par point d'eau atteint 1 172 personnes, soit 2,3 fois la norme recommandée. Aucune des localités où les données sont disponibles ne respecte les standards.

Ces écarts aux standards SPHERE sont attribués à la présence d'un grand nombre de points d'eau en panne (55 % des forages signalés comme non fonctionnels) ainsi qu'à l'arrivée des PDI dans les zones d'accueil.

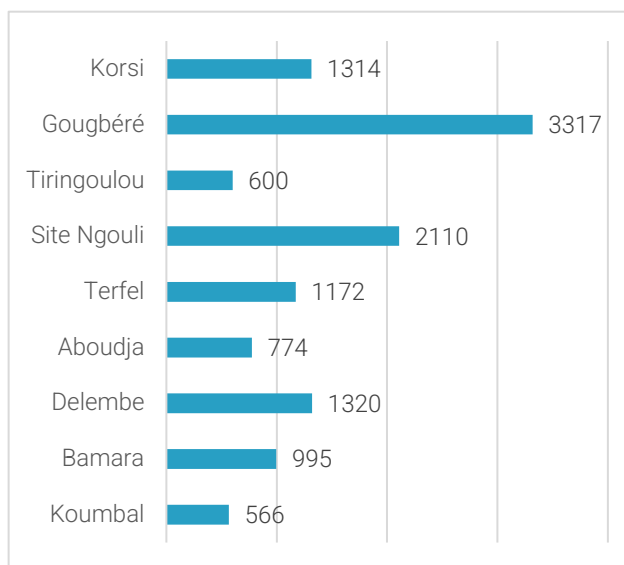


Figure 23: Ratio utilisateurs par point d'eau

L'examen des motifs de **dysfonctionnement des ouvrages hydrauliques met en lumière une crise de durabilité des infrastructures de gestion de l'eau**.

Les données collectées auprès des informateurs clés révèlent que l'arrêt des points d'eau n'est pas uniquement lié à des aléas environnementaux comme le tarissement de la ressource (manque d'eau), mais résulte majoritairement d'un double verrou économique et logistique. D'une part, le manque chronique de fonds communautaires ou institutionnels paralyse toute tentative de maintenance. D'autre part, la rupture des chaînes d'approvisionnement en pièces de rechange et l'usure mécanique des composants critiques (membranes, kits pédales, tuyaux de commande, pompes défectueuses) condamnent les ouvrages à l'abandon. **Cette situation prive durablement les populations d'un accès sécurisé à l'eau potable, augmentant leur dépendance envers des sources non protégées.**

En ce qui concerne la prise en compte des **aspects de protection**, les groupes de discussion dans la **Vakaga** indiquent un accès plutôt inclusif et sans discrimination apparente.

Cependant dans le **Haut-Mbomou**, les groupes de discussion révèle des **dynamiques d'exclusion préoccupantes et des barrières d'accès multifformes**. D'une part, la faiblesse et le tarissement saisonnier des infrastructures génèrent une forte pression sur la ressource, créant des conflits d'usage. D'autre part, les mécanismes d'exclusion structurelle pénalisent les plus vulnérables : une exclusion économique frappe les ménages incapables de payer leur cotisation mensuelle de maintenance, tandis qu'une exclusion physique isole les personnes âgées face à l'éloignement des points d'eau. Enfin, l'accès à l'eau cristallise des tensions de protection majeures, illustrées par l'éviction des femmes locales au niveau des points d'eau par des groupes de réfugiés soudanais (Goubéré).

Afin de garantir un accès équitable à l'eau et de prévenir les risques de protection identifiés, la réponse dans le Haut-Mbomou doit impérativement lier la technique à la protection communautaire. Il est recommandé de déployer en urgence des projets de médiation sociale entre les PDI et les réfugiés soudanais pour garantir l'accès sans conditions des femmes aux structures hydrauliques. Sur le plan économique, les comités de gestion des points d'eau doivent être appuyés pour intégrer des clauses d'exemption tarifaire vis-à-vis des ménages indigents et des personnes âgées. Enfin la construction de nouveaux forages s'avère indispensable pour éliminer la compétition autour de la ressource en période de tarissement. L'absence de facilités spécifiques, telles que des rampes d'accès pour les personnes à mobilité réduite, a également été rapportée comme une limite importante à l'accessibilité, et plusieurs difficultés concrètes ont été identifiées à ce sujet :

- Le nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels ;
- Le tarissement de certains forages mal construits ;
- Les points d'eau immergés et contaminés à la suite d'inondations ;
- La recrudescence des pannes ;
- Le temps de dépannage des points d'eaux assez long soit en moyenne une semaine ;
- La distance des points d'eau ;
- Le temps d'attente aux points d'eau dû à l'afflux de déplacés et à des structures non adaptées notamment soulevé par les femmes ;
- Le nombre insuffisant d'artisans et de pièces de rechanges (disponibilité et coûts) pour la remise en état des points d'eau en panne et à temps.

Synthèse des données de focus group avec les réfugiés de Korsi dans la Vakaga

La localité de Korsi dispose de six (06) points d'eau fonctionnels, à savoir 4 PMH et 2 châteaux d'eau pour une population de 7882 personnes soit un **ratio de 1314 personnes par point d'eau** qui est largement supérieur au standard sphère de 500 personnes par point d'eau. Les PMH sont gérées par des comités de gestion dédiés tandis que les châteaux d'eau sont pris en charge par une ONG locale. Ces sources d'eau sont utilisées simultanément pour les usages domestiques, les activités agricoles et l'abreuvement des bêtes. Le bon fonctionnement des châteaux d'eau repose sur un approvisionnement en carburant (gazole) actuellement assuré par le UNHCR. La communauté signale des pannes récurrentes des points d'eau et le manque d'artisans réparateurs qualifiés. Des tensions persistantes sont signalées sur un point d'eau à la lisière entre les communautés hôtes et réfugiés. Par ailleurs un incident d'intoxication au chlore a été enregistré en 2025.

3.4.2. Recommandations pour l'amélioration de l'accès à l'eau

Au vu des résultats plus haut, le constat des besoins suivants est fait :

- La construction de nouveaux forages afin d'éliminer la compétition autour de la ressource en période de tarissement et réduire le nombre médian d'utilisateurs par point d'eau ;
- La réhabilitation d'urgence et la réparation des pannes afin de remettre en état les 55% de forages signalés comme non fonctionnels et désengorger les structures existantes subissant la pression de l'arrivée des PDI ;
- Implanter de nouveaux points d'eau à moins de 15 minutes (ou moins de 500 mètres) du domicile des ménages en ciblant prioritairement le Haut-Mbomou où 75% dépassent cette distance standard ;
- L'approvisionnement en pièces de rechanges afin de lever le verrou logistique en rendant disponibles et financièrement accessibles les pièces de rechanges indispensables pour rompre le cycle d'abandon des ouvrages ;
- La mise en place et redynamisation des CGPE là où ils font défaut en priorisant le Haut-Mbomou où 75% des points d'eau protégés n'en disposent pas tout en s'assurant de l'inclusion de toutes les sensibilités sociales ;

- L'appui à la gestion des fonds de maintenance : structurer la collecte et la gestion des contributions mensuelles pour remédier au manque chronique de fonds communautaires ou institutionnels dédiés aux réparations ;
- L'institution de clauses d'exemption tarifaire : appuyer les comités de gestion pour intégrer des clauses de gratuité ou d'exemption de cotisation vis-à-vis des ménages indigents et des personnes âgées mettant fin à l'exclusion économique constatée ;
- Une médiation sociale et une sécurisation de l'accès à l'eau : Déployer en urgence des projets de médiation sociale entre les populations locales, les PDI et les réfugiés soudanais à Goubéré dans le Haut-Mbomou d'une part et entre les populations hôtes et les réfugiés à Korsi dans la Vakaga d'autre part pour pacifier l'accès, mettre fin à l'éviction des femmes locales et prévenir les agressions physiques et verbales ;
- L'inclusion physique et l'accessibilité universelle : aménager des facilités spécifiques, notamment des rampes d'accès sur les superstructures des forages, pour lever les barrières limitant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et des personnes âgées ;
- La distribution des récipients de collecte et de stockage : fournir des récipients d'eau adaptés aux ménages pour répondre à la principale cause de sous collecte d'eau. Ces distributions doivent cibler de toutes urgence le Haut-Mbomou où 93% des récipients existant ne sont pas en bon état ainsi que la Vakaga où 48% des ménages manquent de récipients et 21% en ont en mauvais état ;
- La promotion du traitement de l'eau à domicile : encourager et systématiser les techniques de traitement de l'eau avant consommation ;
- Remplacer à long terme l'alimentation des châteaux d'eau (groupe électrogène à carburant) à Korsi par un système solaire.

3.4.3. Gestion des ressources en eau

La gestion de l'eau dans les différentes localités évaluées repose sur des CGPE, établis pour superviser et maintenir ces infrastructures vitales. Cependant, il a été observé que ces comités ne fonctionnent pas toujours efficacement. Lorsqu'ils sont opérationnels, ils manquent souvent de ressources nécessaires pour gérer adéquatement les points d'eau, en particulier en cas de panne. Ce manque de moyens économiques au sein des CGPE est également attribué à l'impossibilité des ménages à contribuer financièrement aux réparations nécessaires. **L'afflux de personnes déplacées dans les localités d'accueil augmentant la pression sur les infrastructures hydrauliques a été identifié comme l'une des principales causes des pannes récurrentes des points d'eau.**

Lors des entretiens réalisés, il a été rapporté que l'eau est utilisée pour divers besoins, allant de la consommation domestique, à l'élevage et à la construction soulignant ainsi l'usage multifonctionnel de cette ressource.

En raison du gap entre la disponibilité/ l'accès et les besoins, certaines populations rencontrent des difficultés d'accès à cette ressource. Les entretiens menés durant cette évaluation ont révélé que les PDI subissent souvent des discriminations qui leur interdisent ou limitent leur accès aux points d'eau. Cette situation peut engendrer des risques sanitaires en poussant les populations à s'approvisionner dans des sources non protégées mais aussi nuit à la cohésion sociale et à la coexistence pacifique entre les différentes communautés. De plus, au sein des communautés, **il n'existe pas de mécanismes clairs pour gérer les conflits liés à l'accès aux ressources en eau.** Les conflits sont généralement résolus au cas par cas par le chef du village, ce qui peut être insuffisant face à une augmentation potentielle des tensions.

Recommandations

- Renforcer le système de maintenance des points d'eau par la formation des artisans réparateur et les doter en kits de travail pour garantir un approvisionnement constant en eau potable ;
- Renforcement des structures de gestion de l'eau (CGPE) pour un meilleur approvisionnement en eau des communautés ;
- Travailler avec les services techniques, les autorités communales et les communautés pour l'analyse des difficultés dans la gestion de la ressource en eau dans les localités et identifier des alternatives durables favorisant un accès à tous et permettant le recouvrement des coûts.

- Développer des infrastructures hydrauliques adaptées pour répondre à la pression exercée par l'arrivée de PDI et des infrastructures pastorales pour éviter l'apparition de conflits intercommunautaires.

3.4.4. Problématique liée à l'hygiène et assainissement

Assainissement : L'accès à l'assainissement reste préoccupant et crée un environnement propice à la transmission de maladies.

Dans le Haut-Mbomou, la situation est préoccupante avec **60% des ménages qui pratiquent la défécation à l'air libre** ce qui pose des risques sanitaires importants pour la communauté. En moyenne, les ménages partagent une latrine avec 12 autres ménages. Ce taux de partage élevé peut entraîner une surcharge (en moyenne 12 personnes par ménage) des infrastructures et des problèmes d'hygiène et de maintenance. Il est crucial de s'attaquer à cette situation pour garantir un accès équitable et durable à des installations sanitaires adéquates. Parmi les ménages qui disposent de latrines, 97% n'ont pas une installation pour se laver les mains près de la latrine.



Figure 24: Latrine communautaire utilisée par des ménages sur le site de Ngouli dans le Haut-Mbomou

Dans la Vakaga, la situation de l'assainissement est tout aussi préoccupante avec **30% des ménages qui pratiquent la défécation à l'air libre** ce qui pose des risques sanitaires importants pour la communauté. En moyenne, les ménages partagent une latrine avec 6 autres ménages. Ce taux de partage élevé peut entraîner une surcharge (en moyenne 6 personnes par ménage) des infrastructures et des problèmes d'hygiène et de maintenance. Il est crucial de s'attaquer à cette situation pour garantir un accès équitable et durable à des installations sanitaires adéquates. Parmi les ménages qui disposent de latrines, 75% n'ont pas une installation pour se laver les mains près de la latrine.

Le système de **gestion des déchets** est problématique dans le Haut-Mbomou où 63% des ménages disposent des déchets dans un terrain ouvert non désigné, c'est une des pratiques les moins appropriées de gestion des déchets susceptible de causer des maladies surtout pendant la saison des pluies. 72% des ménages se plaignent d'une présence anormale des vecteurs notamment les mouches et les moustiques (95%), les cafards (38%) et les rongeurs (28%). Les sensibilisations sur la gestion des déchets et la lutte antivectorielle doivent être faite auprès des ménages. Sur 2 FOSA visitées, 1 seule dispose d'une fosse creusée pour la gestion des déchets et d'un incinérateur fonctionnel.

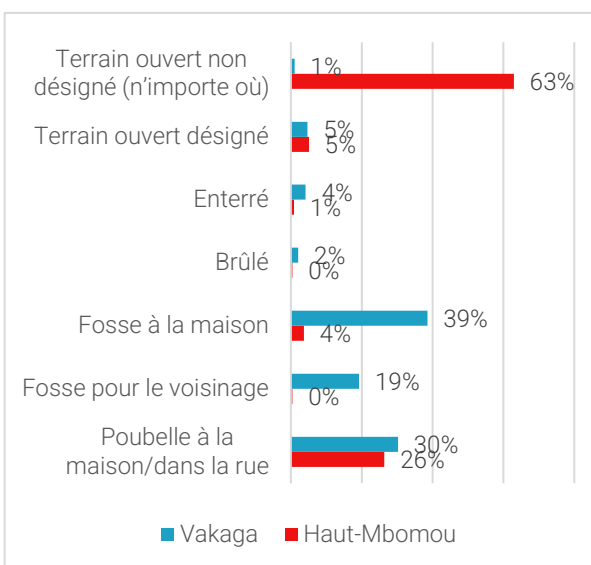


Figure 25 : Gestion des déchets

Dans la Vakaga cependant la situation de la gestion des déchets semble être sous contrôle avec seulement 1% des ménages qui disposent des déchets dans un terrain ouvert non désigné. Tout de même

chez 35% des ménages interrogés la cour / concession présentait des déchets. 61% des ménages se plaignent d'une présence anormale de vecteurs notamment les moustiques (99%), les mouches (47%), les cafards (8%) et les rongeurs (3%). Sur 2 FOSA visitées, 1 seule dispose uniquement d'une fosse creusée pour la gestion des déchets et d'un incinérateur fonctionnel.

Hygiène : Les bonnes pratiques d'hygiène et de salubrité sont des éléments déterminants dans la santé humaine, elles se matérialisent dans le contexte de cette étude par l'identification des cinq moments clés de lavage des mains à savoir :

- Lavage des mains avant et après avoir mangé ;
- Lavage des mains après les toilettes ;
- Lavage des mains avant de cuisiner ;
- Lavage des mains avant d'allaiter les enfants ;
- Lavage des mains après avoir nettoyé les défécations d'un enfant

Dans le Haut-Mbomou, l'analyse des données révèle une **situation préoccupante avec 42% des personnes enquêtées qui connaissent moins de trois des cinq moments clés pour se laver les mains**. Le moment le plus cité pour le lavage des mains est avant et après les repas (86%). En revanche, le moment le moins pratiqué est avant d'allaiter un enfant, avec seulement 22 % des répondants qui l'ont mentionné. Cette faible proportion soulève des préoccupations importantes, surtout compte tenu du rôle crucial que joue l'allaitement dans la santé infantile. En croisant ces données avec le sexe des répondants, il apparaît que **seulement 26 % des femmes ont cité le lavage des mains avant d'allaiter** comme un moment clé.

Cette proportion est particulièrement alarmante, étant donné que l'allaitement est une responsabilité exclusivement féminine. Cela suggère un besoin urgent de mener des sensibilisations et éduquer sur l'importance de cette pratique spécifique parmi les femmes, qui sont directement impliquées dans la santé et le bien-être de leurs enfants.

Dans la Vakaga, la situation de la connaissance sur les moments clés de lavages des mains semble être plus préoccupante avec **61 % des personnes interrogées qui connaissent moins de trois des cinq moments clés pour se laver les mains**. Le moment le plus couramment cité pour le lavage des mains est avant et après les repas (84%). En revanche, le moment le moins pratiqué est après avoir manipulé les selles d'un enfant / changé bébé / nettoyé les fesses d'un bébé, avec seulement 7 % des répondants qui l'ont mentionné. Cette faible proportion est préoccupante compte tenu du fait que le lavage des mains après avoir manipulé les selles d'un enfant, changé sa couche ou nettoyé ses fesses est l'une des mesures d'hygiène les plus cruciales pour rompre la chaîne de transmission des maladies. En croisant ces données avec le sexe des répondants, il apparaît que **seulement 5 % des femmes ont cité le lavage des mains le lavage des mains après avoir manipulé les selles d'un enfant, changé sa couche ou nettoyé ses fesses comme un moment clé**. Cette proportion est particulièrement alarmante, étant donné que la manipulation des selles des enfants est une responsabilité majoritairement féminine. Cela suggère un besoin urgent de mener des sensibilisations et éduquer sur l'importance de cette pratique spécifique parmi les femmes, qui sont directement impliquées dans la santé et le bien-être de leurs enfants.

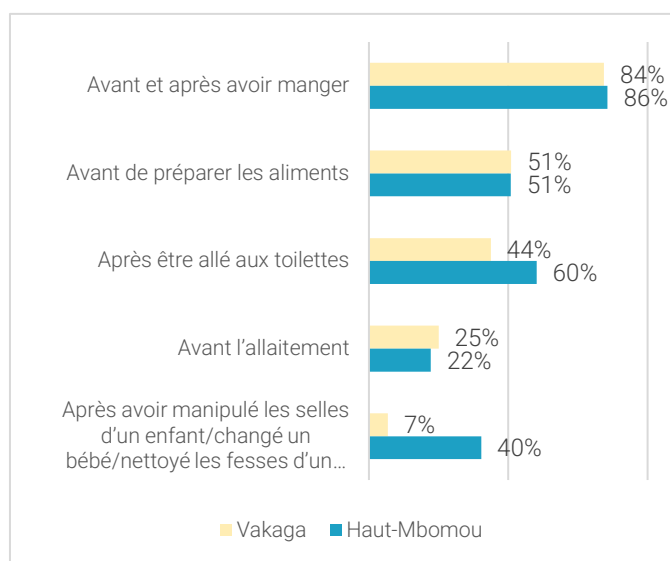


Figure 26 : Les 5 moments clés de lavage des mains

En ce qui concerne les intrants de lavage des mains dans le Haut-Mbomou, les résultats de l'enquête révèlent que 94 % des ménages dans le Haut-Mbomou utilisent comme intrant de lavage des mains l'eau simple et seulement 6% utilisent soit de l'eau avec du savon soit de l'eau avec la cendre. Parmi ceux qui utilisent l'eau simple, les raisons évoquées de l'absence de savon sont les suivantes : la cherté du savon

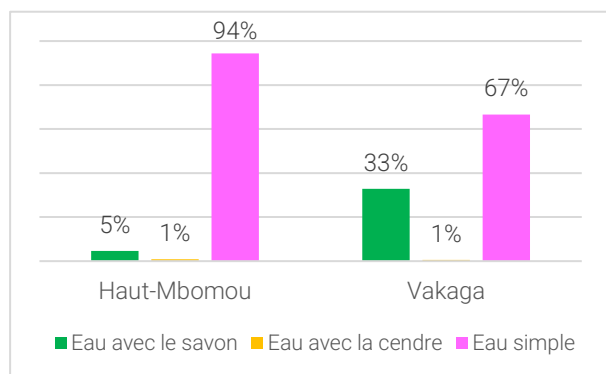


Figure 27 : Produits utilisés pour le lavage des mains

(64%), l'impossibilité de trouver du savon (31%), il a utilisé tout le savon et n'en a plus (5%). Pour ceux qui disposent de savon, ils ont soit acheté (80%), soit échangé (20%). 100% des ménages ne disposent pas de lieu équipé pour se laver les mains dans la maison.

Dans la Vakaga, 67% des ménages interrogés utilisent comme intrant de lavage des mains l'eau simple et 23% utilisent soit de l'eau avec du savon soit de l'eau avec la cendre. Parmi ceux qui utilisent l'eau simple, les raisons évoquées de l'absence de savon sont les suivantes : la cherté du

savon (66%), l'impossibilité de trouver du savon (16%), il a utilisé tout le savon et n'en a plus (8%), l'inutilité du savon (6%) et certains disent ne pas aimer le savon (4%). Pour ceux qui disposent de savon, ils ont soit acheté (92%), soit échangé (8%). 69% des ménages ne disposent pas de lieu équipé pour se laver les mains dans la maison.

En ce qui concerne l'hygiène alimentaire, 75% des ménages interrogés dans le Haut-Mbomou et 21% dans la Vakaga ont admis ne pas couvrir leurs plats, ce qui expose les aliments à des contaminations potentielles.

3.4.5. Recommandations pour l'hygiène et assainissement

Au vu de ces résultats, nous faisons le constat des besoins suivants :

- Mettre en place l'ATPC pour réduire la pratique de défécation à l'air libre dans les différentes communautés ;
- Construire de nouvelles latrines : augmenter le nombre d'infrastructures pour réduire le taux de partage élevé (5 ménages pour une seule latrine) afin d'éviter la surcharge des latrines ;
- Installer des dispositifs de lavage des mains : équiper systématiquement les abords des latrines en DLM car 85% des ménages qui possèdent une latrine n'en dispose pas ;
- Améliorer la gestion des déchets ménagers : organiser des sensibilisations auprès des ménages spécifiquement dans le Haut-Mbomou où 63% des ménages jettent leurs déchets dans des terrains ouverts non désignés ;
- Equiper les formations sanitaires en fosse à déchets ;
- Mettre en place des mesures de contrôle contre la présence anormale de vecteurs de maladies qui affectent 67% des ménages en ciblant prioritairement les moustiques, les mouches, les cafards et les rongeurs ;
- Mener des campagnes de sensibilisation sur les cinq moments clés de lavage des mains ;
- Sensibiliser massivement les femmes sur l'importance de se laver les mains avant d'allaiter ;
- Promouvoir l'usage du savon ou de la cendre pour le lavage des mains pour encourager l'abandon du lavage des mains à l'eau simple ;
- Faciliter l'accès au savon : développer des solutions pour rendre le savon accessible ou disponible, sa cherté et son indisponibilité sur le marché étant les principaux freins identifiés ;
- Sensibiliser à la protection des aliments : éduquer les populations sur la nécessité de couvrir systématiquement les plats afin d'éviter les contaminations extérieures.

3.5. ABRIS ET HABITAT

3.5.1. Problématiques sur les abris et l'habitat

L'espace de vie constitue un besoin humain de base et correspond au droit de disposer d'un lieu de vie en famille, de se sentir en sécurité et de réaliser les activités domestiques essentielles. La norme SPHERE recommande un minimum de 3,5 m² d'espace de vie par personne en climat chaud, à l'exclusion de l'espace de cuisine, des zones de bain et des installations sanitaires, ainsi qu'entre 4,5 et 5,5 m² par personne dans les climats froids ou les sites urbains, incluant les espaces de cuisine, de bain et les installations sanitaires.

Tableau 11 : Standard sphère en matière d'abris

Surface moyenne occupée par personne et par chambre de couchage	Vakaga	Haut-Mbomou
0 et 1 m2/pers	20%	32%
1 à 1.5 m2/pers	60%	33%
1.5 à 2 m2/pers	0%	20%
2 à 3.5 m2/pers	0%	14%
Plus de 3.5 m2/pers	20%	1%

Les données de l'enquête signalent dans le Haut-Mbomou que dans 61% des ménages interrogés, les membres ont subi des violences parmi lesquelles les incendies ou destructions de maisons / pillages affectant sérieusement leurs conditions d'habitat (71%), des violences physiques (22%) et des violences sexuelles (8%). Seulement 7% des déplacés dans le Haut-Mbomou affirment avoir reçu un quelconque appui depuis leur arrivée à Obo. **Les populations vivent majoritairement dans la promiscuité avec 99% des ménages qui disposent de moins de 3,5 m² par personne**, inférieur aux normes sphères. Cette situation est aggravée par la **vulnérabilité structurelle des habitations**, majoritairement construites en boue ou en briques de terre non stabilisée, des matériaux peu adaptés aux conditions climatiques locales. Ces constructions, souvent réalisées sans planification ni réglementation, sont particulièrement exposées aux vents violents récurrents qui sévissent dans les zones d'évaluation. 86% des ménages enquêtés disposent d'une toiture dont 92% en paille / chaume, 7% en bâche et 1% en tôle dont l'étanchéité n'est pas assurée pour 75% exposant ainsi les membres du ménage aux intempéries. Pour ce qui est du lieu d'habitation, 46% des ménages sont propriétaires de parcelles, 39% sont en familles d'accueil, 7% sont sur des parcelles louées par la famille d'accueil / tiers, 6% sur des parcelles louées par le ménage et 2% à la belle étoile. Des litiges fonciers sont signalés sur les parcelles des lieux d'habitation pour 21% des ménages.

Dans la Vakaga la situation des abris est également préoccupante, **80% des ménages disposent de moins de 3,5 m² par personne**, inférieur aux normes sphères qui les plonge dans la **promiscuité**. Cette situation est aggravée par la **vulnérabilité structurelle des habitations**, majoritairement construites en boue ou en briques de terre non stabilisée, des matériaux peu adaptés aux conditions climatiques locales. Ces constructions, souvent réalisées sans planification ni réglementation, sont particulièrement exposées aux vents violents récurrents qui sévissent dans la zone. 80% des maisons ne disposent pas de toiture. Celles qui disposent sont entièrement en paille / chaume dont l'étanchéité n'est pas assurée exposant ainsi les membres du ménage aux intempéries. Pour ce qui est du lieu d'habitation, 80% des ménages sont en famille d'accueil et 20% sont propriétaires de parcelles. Des litiges fonciers sont signalés sur les parcelles des lieux d'habitation pour 40% des ménages.

Dans les contextes de crises humanitaires chroniques ou soudaines, l'accès à un logement digne, sécurisé et salubre constitue le premier rempart pour la protection et la survie des populations affectées. Afin d'évaluer de manière standardisée l'étendue des dégâts matériels et d'orienter efficacement l'aide, le cluster abris utilise le Scorecard Abris. Il s'agit d'un score obtenu par la pondération de plusieurs scores et leur classification par seuils de sévérité. Pour un score > 3,9 la situation est dite « très sévère » et nécessite une réponse urgente, pour un score compris entre 3 et 3,9, elle est dite « Modéré » et nécessite des réparations mineures et pour un score <=3, elle est dite « Moins élevé », les conditions de logement sont stables.

L'évaluation de Scorecard Abris dans notre contexte révèle que **74% des ménages dans le Haut-Mbomou ont une vulnérabilité « très sévère » en abris** tandis que dans la Vakaga seulement **5%**. Le Scorecard Abris moyen dans le Haut-Mbomou est de 4,26 et dans la Vakaga 3,75.

Sur les 5 dernières années les données des focus groupes et entretiens clés indiquent que la **Vakaga** est **sujette exclusivement à des événements de nature climatiques** :

les tempêtes, les inondations, les vents violents et feux de brousse dont le bilan matériel fait état de plus de 50 maisons détruites au total et au moins 30 ménages qui ont perdu leur habitat ; dans le **Haut-Mbomou** par contre, il est observé **une double vulnérabilité : climatique et sécuritaire**. Les chocs climatiques observés sont les feux de brousse récurrents, les inondations, les vents violents et les pluies torrentielles. Ces chocs environnementaux ont causé la destruction d'au moins 100 maisons et plus de 250 ménages touchés. Les chocs sécuritaires quant à eux sont les attaques des groupes armés qui s'accompagnent systématiquement d'incendies volontaires de maisons. Elles ont provoqué à elles seules la perte de plusieurs habitations pour environ 436 ménages. Les retournés déclarent rencontrer des difficultés financières et matérielles nécessaires à leur réinstallation.

Le secteur Abris apparaît comme un secteur prioritaire en termes de besoins à combler.

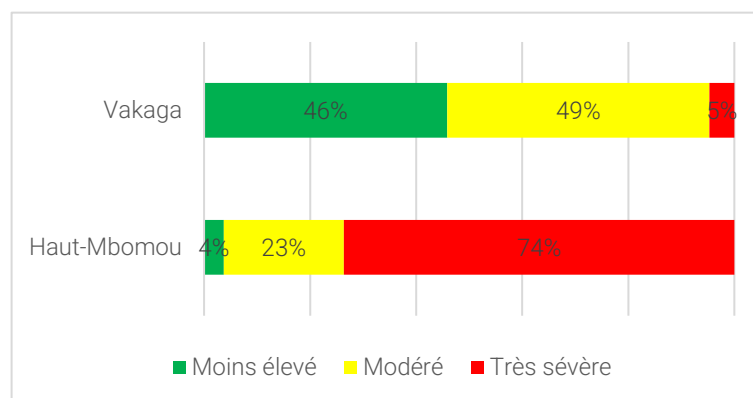


Figure 28: Classification du Scorecard Abris par préfecture



Figure 29: Abris détruits par les incendies sur le site de Ngouli à Obo dans le Haut-Mbomou

Synthèse des données de focus group avec les réfugiés de Korsi dans la Vakaga

A Korsi, les abris construits pour la majorité après 2023 commencent à être délabrés, rongés par les termites et sont petites. Les matériaux de construction ont progressé chaque année débutant par l'usage des bâches en 2023, des briques non cuites en 2024, pour évoluer vers des briques cuites et du ciment en 2025. Aucun événement destructeur majeur n'a touché les habitations au cours des trois dernières années. Toutefois il existe un écart de protection selon la période de construction, les structures légères de 2023 protégeant beaucoup moins les occupants face aux intempéries que celles érigées en 2025. De ce fait les réfugiés émettent les besoins de reconstruction / renforcement des abris de 2023 et l'éclairage.

3.5.2. Recommandation pour améliorer les conditions abris et habitat

Afin de renforcer la résilience des communautés affectées et de réduire les impacts futurs des chocs environnementaux et climatiques, les recommandations suivantes sont formulées :

- Cibler en priorité le Haut-Mbomou où le Scorecard Abris atteint un niveau critique de 4.26 et affecte 74% des ménages ;
- Fournir des abris d'urgence immédiats au 2% des ménages qui dorment actuellement à la belle étoile ;
- Déployer une assistance ciblée pour les 93% des PDI à Obo affirmant n'avoir reçu aucun appui jusqu'à présent ;
- Fournir des kits de toiture d'urgence dans la Vakaga pour les maisons dépourvues de toitures et pour le renforcement de l'étanchéité de celles en présence ;
- Promouvoir la construction d'abris semi-permanents adaptés aux réalités des populations et résistance aux intempéries ;
- Développer des modèles communautaires d'abris résilients pour servir de référence et de site de démonstration dans les zones à haut risque ;
- Former les artisans et maçons locaux aux techniques de construction résiliente (stabilisation de la terre, fondations renforcées, élévation du plancher, matériaux durables) ;
- Appuyer le développement d'une politique locale d'habitat rural résilient, intégrant les standards minimums du Cluster Abris et les normes Sphère.

3.6. SANTE – NUTRITION

La situation Santé–Nutrition dans la Vakaga et le Haut-Mbomou demeure préoccupante, dans un contexte marqué par l'enclavement, la faible couverture des services de base et les vulnérabilités humanitaires persistantes. L'évaluation multisectorielle réalisée dans les localités ciblées a permis d'analyser les principaux besoins sanitaires et nutritionnels des populations, notamment l'accès aux soins, les principales pathologies, la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes et allaitantes (FEFA), ainsi que les pratiques ANJE et les facteurs de vulnérabilité des ménages. Les résultats de cette analyse visent à orienter les priorités d'intervention et à renforcer la réponse humanitaire dans les zones évaluées.

3.6.1. Santé – Nutrition dans la Vakaga

Cette section est abordée sur le prisme d'une synthèse analytique des principaux constats suivant les secteurs Santé et Nutrition.

3.6.1.1. Santé : Synthèse analytique des principaux constats dans la Vakaga

L'analyse des données de l'évaluation multisectorielle met en évidence une **situation sanitaire préoccupante dans la préfecture de la Vakaga**, caractérisée par une forte prévalence des maladies endémiques, des difficultés d'accès aux soins et des insuffisances structurelles du système de santé.

Tableau 12: Récapitulatif des résultats de l'enquête en santé dans la Vakaga

Domaine	Indicateurs clés	Résultats
Morbidité des ménages	Ménages ayant déclaré au moins un cas de maladie grave durant les 12 derniers mois	34,4 %
Principales maladies rapportées	Paludisme	43,9 %
	Diarrhée	28,8 %
	IRA / toux	27,3 %
	Diabète	16,7 %
	Hypertension artérielle	15,2 %
Accès aux soins	Ménages ayant renoncé aux soins malgré la maladie	67,2 %
Principales barrières d'accès	Manque de moyens financiers	95,3 %
	Manque de médicaments	19,4 %
	Éloignement des structures sanitaires	18,6 %
Accessibilité géographique	Ménages vivant à moins de 1 km d'un centre de santé	50,5 %
	Ménages vivant à 10 km ou plus d'un centre de santé	24,5 %
Moyen de déplacement principal	Déplacement à pied vers les structures sanitaires	84,9 %
Satisfaction des services	Peu ou pas satisfaits des services de santé	42,8 %
	Satisfait ou très satisfait	57,2 %
Principaux problèmes perçus	Paludisme	37,9 %
	Diarrhée	36,3 %
	IRA / toux	25,8 %
	Manque de médicaments	25,3 %
	Centres de santé non fonctionnels	22 %

Analyse synthétique

Les données montrent que le **paludisme demeure la principale pathologie** dans la Vakaga, suivi des diarrhées et des infections respiratoires aiguës, traduisant de fortes vulnérabilités liées à la **faiblesse des services de santé**, aux **difficultés d'accès à l'eau potable et à l'assainissement**. L'**accès aux soins reste fortement limité** : 67,2 % des ménages déclarent avoir renoncé aux soins, principalement faute de moyens financiers (95,3 %). Cette situation est aggravée par l'éloignement des structures sanitaires, les ruptures de médicaments et la dépendance à la marche comme principal moyen de déplacement (84,9 %), alors qu'une partie importante des ménages se situe à plus de 10 km d'un centre de santé.

Synthèse des données de focus group avec les réfugiés de Korsi dans la Vakaga

Les principales maladies qui affectent actuellement les populations réfugiées à Korsi sont le paludisme, la diarrhée, la rougeole (des cas de rougeole ont été détectés au sein de la population), la tuberculose et les hernies. Les groupes les plus touchés par ces pathologies sont les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées.

Lorsqu'un membre de la famille est malade, les ménages se rendent dans une FOSA. Il existait auparavant un point de santé à l'intérieur du village (camp des réfugiés), mais il a été délocalisé pour un centre plus spacieux et amélioré à environ 2 km du village. Bien que la prise en charge y soit gratuite, les populations relèvent comme obstacles pour s'y rendre le coût du transport et l'insécurité (principalement la nuit).

3.6.1.2. Nutrition : Synthèse analytique des principaux constats dans la Vakaga

Les résultats nutritionnels révèlent une **situation particulièrement alarmante chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes (FEFA)**, traduisant une forte vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle des ménages.

Tableau 13: Récapitulatif des résultats de l'enquête en nutrition dans la Vakaga

Domaine	Indicateurs clés	Résultats
Situation nutritionnelle des enfants 6-59 mois	Cas de MAS	1,9 %
	Cas de MAM	5,3 %
	Bien portant	92,8 %
Situation nutritionnelle des FEFA	FEFA en situation de MAG	6,4 %
Pratiques ANJE	Mise au sein dans l'heure suivant la naissance	43,4 %
	Allaitement exclusif 0–5 mois	51,8 %
	Enfants 6–23 mois ayant reçu un aliment solide/semi-solide la veille	45 %
Principales causes nutritionnelles	Manque de nourriture	52,5 %
	Manque d'argent	28,4 %
	Manque de connaissances nutritionnelles	13,7 %
Stratégies d'adaptation des ménages	Emprunt de nourriture	57,3 %
	Réduction des quantités alimentaires	25,3 %

Analyse synthétique

La **situation nutritionnelle** dans la Vakaga demeure **préoccupante**, particulièrement chez les **enfants de 6-59 mois** dont **1,9 %** présentent des signes de **malnutrition aiguë sévère**. La situation des **femmes enceintes et allaitantes (FEFA)** apparaît encore plus critique, avec **6,4 % en MAG**, révélant une vulnérabilité nutritionnelle extrêmement élevée. Les pratiques d'alimentation du nourrisson restent insuffisantes : seuls 43,4 % des enfants bénéficient d'une mise au sein précoce et 51,8 % d'un allaitement exclusif avant six mois. Cette dégradation nutritionnelle est principalement liée au **manque de disponibilité alimentaire**, à la **faiblesse du pouvoir d'achat** et aux **faibles connaissances nutritionnelles** des ménages. Face à ces difficultés, les ménages recourent à des stratégies d'adaptation qui n'améliore pas forcément la situation, notamment l'emprunt de nourriture (57,3 %) et la réduction des portions alimentaires (25,3 %), augmentant les risques de malnutrition chez les groupes les plus vulnérables.

Synthèse des données de focus group avec les réfugiés de Korsi dans la Vakaga

Des cas de malnutrition sont observés chez les réfugiés touchant principalement les enfants. D'après les réfugiés, la malnutrition découlerait des facteurs combinés tels que le manque de nourriture, la pauvreté et les mauvaises pratiques alimentaires. La structure de prise en charge fait face à des cas de ruptures fréquentes en intrants nutritionnels, par conséquent l'accès à une prise en charge nutritionnel pour ces enfants malnutris est partiellement assuré. Les ménages ne disposent pas de suffisamment de nourriture et face à cette pénurie elles adoptent plusieurs stratégies à l'instar de la réduction des repas, la réduction des portions, les emprunts et la vente des biens.

3.6.2. Sante – Nutrition dans le Haut-Mbomou

Cette section est abordée sur le prisme d'une synthèse analytique des principaux constats suivant les secteurs Santé et Nutrition.

3.6.2.1. Santé : Synthèse analytique des principaux constats dans le Haut-Mbomou

Les données de l'évaluation multisectorielle montrent une **situation sanitaire particulièrement préoccupante dans le Haut-Mbomou**, marquée par une **forte morbidité**, des **difficultés majeures d'accès aux soins** et une **faible couverture des services de santé essentiels**.

Tableau 14: Récapitulatif des résultats de l'enquête en santé dans le Haut-Mbomou

Domaine	Indicateurs clés	Résultats
Priorité humanitaire	Population classant la santé parmi les besoins prioritaires	61 %
Morbidité des ménages	Ménages ayant connu au moins un cas grave de maladie durant les 12 derniers mois	61 %
Principales maladies rapportées	Diarrhées	70 %
	Paludisme	69 %
	IRA	34 %
Mortalité des ménages	Ménages ayant connu un décès durant l'année écoulée	20 %
Causes principales des décès	Groupes armés	27 %
	VIH	13 %
	Blessures par balle	7 %
	Paludisme + diarrhées cumulés	4 %
Groupes les plus touchés	Adultes 18-49 ans	38 %
	Personnes de plus de 50 ans	34 %
	Hommes parmi les victimes	68 %
Vaccination	Enfants U5 sans carnet vaccinal à jour	62 %
Distance aux structures sanitaires	Centres situés entre 5 - 10 km	42 %
	Centres situés à plus de 10 km	32 %
Accessibilité aux soins	Temps d'accès supérieur à 1 heure	63 %
	Déplacements effectués à pied	99 %
Renoncement aux soins	Ménages ayant renoncé aux soins	51 %
Dépenses de santé	Dépense moyenne lors de la dernière maladie	11 110 FCFA
Disponibilité des médicaments	Personnes trouvant rarement les médicaments prescrits	53 %
Prévention paludisme	Personnes n'ayant jamais dormi sous moustiquaire	80 %
Santé maternelle	Femmes enceintes sans CPN lors de la dernière grossesse	80 %
Problème de santé principal cité	Manque de médicaments	56 %
Perception communautaire	Personnes estimant que plus de centres de santé et des médicaments moins chers amélioreraient leur santé	68 %

Morbidité récente diarrhéique	Enfants U5 ayant souffert de diarrhée durant les 2 dernières semaines	61 %
	Personnes ≥5 ans ayant souffert de diarrhée	25 %

Analyse synthétique

Les résultats mettent en évidence une **situation sanitaire très préoccupante** dans le Haut-Mbomou, marquée par une forte prévalence des **diarrhées** (70 %) et du **paludisme** (69 %), traduisant les effets combinés de la **faible couverture sanitaire**, du **déficit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement** ainsi que des **faibles capacités de prévention communautaire**. La **mortalité reste également élevée, avec 20 % des ménages ayant enregistré au moins un décès au cours des douze derniers mois**. Les conflits et violences armées constituent la première cause de décès rapportée (27 %), suivis du VIH (13 %) et des blessures par balle (7 %), illustrant l'impact du contexte sécuritaire sur la santé des populations. L'**accès aux soins demeure fortement limité** : 63 % des ménages mettent plus d'une heure pour atteindre une formation sanitaire, 99 % des déplacements se font à pied, et 51 % des ménages déclarent avoir renoncé aux soins, principalement pour des raisons financières, d'éloignement ou de rupture de médicaments. La **santé maternelle et infantile présente également des vulnérabilités critiques**, avec 62 % des enfants de moins de cinq ans sans carnet vaccinal à jour, 80 % des femmes enceintes n'ayant effectué aucune consultation prénatale et 80 % des répondants déclarant ne jamais dormir sous moustiquaire, augmentant fortement les risques liés au paludisme.

3.6.2.2. Nutrition : Synthèse analytique des principaux constats dans le Haut-Mbomou

Les résultats nutritionnels mettent en évidence une **vulnérabilité importante des enfants et des femmes enceintes et allaitantes (FEFA)**, aggravée par l'insécurité alimentaire et les pratiques nutritionnelles inadéquates. Voir ci-dessous dans un tableau le résumé des résultats nutritionnelle de l'enquête dans les localités ciblées dans le Haut-Mbomou :

Tableau 15: Récapitulatif des résultats de l'enquête en nutrition dans le Haut-Mbomou

Domaine	Indicateurs clés	Résultats
Malnutrition des enfants	Cas de MAS	2 %
	Cas de MAM	14 %
	Enfants présentant des œdèmes bilatéraux	9 %
Situation nutritionnelle des femmes enceintes ou allaitantes (FEFA)	FEFA souffrant de malnutrition sévère ou modérée	17 %
Pratiques ANJE	Enfants mis au sein dans l'heure suivant l'accouchement	50 %
	Enfants non mis au sein précocement	26 %
	Allaitement exclusif 0–5 mois	54 %
	Enfants 6–59 mois recevant une alimentation inadéquate	66 %
Supplémentation nutritionnelle	Enfants n'ayant probablement pas reçu de vitamine A durant les 6 derniers mois	55 %
Principale cause nutritionnelle	Manque de nourriture suffisante	66 %
Stratégies d'adaptation	Consommation d'aliments moins préférés ou emprunt de nourriture	57 %

Analyse synthétique

La situation nutritionnelle dans le Haut-Mbomou demeure **préoccupante**, avec 16 % des enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée ou sévère. La présence d'œdèmes bilatéraux chez 9 % des enfants dépistés constitue un signal d'alerte majeur, indiquant des formes graves de malnutrition nécessitant une prise en charge urgente. Les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) restent également fortement vulnérables, avec 17 % présentant une malnutrition modérée ou sévère. Les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant demeurent insuffisantes : seuls 50 % des enfants ont bénéficié d'une mise au sein immédiate après la naissance, 54 % d'un allaitement exclusif, tandis que 66 % des enfants de 6-59 mois reçoivent une alimentation inadéquate pour leur âge. **L'insécurité alimentaire apparaît comme le principal facteur** explicatif de cette dégradation nutritionnelle, 66 % des ménages identifiant le manque de nourriture comme principale cause de malnutrition. Face aux pénuries alimentaires, de nombreux ménages adoptent des stratégies d'adaptation peu recommandées, notamment l'emprunt de nourriture et la consommation d'aliments moins préférés, augmentant les risques de détérioration nutritionnelle des groupes vulnérables.

3.6.3. Conclusion et actions prioritaires recommandées

L'analyse des données Santé et Nutrition dans la Vakaga et le Haut-Mbomou révèle une situation humanitaire préoccupante, marquée par une forte prévalence du paludisme, des diarrhées et des infections respiratoires aiguës, associée à un accès limité aux soins de santé. Les contraintes financières, l'éloignement des structures sanitaires, les ruptures de médicaments ainsi que la faible couverture des services aggravent la vulnérabilité des populations.

Sur le plan nutritionnel, les résultats mettent en évidence des niveaux préoccupants de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans et une forte vulnérabilité des femmes enceintes et allaitantes (FEFA), dans un contexte d'insécurité alimentaire persistante et de faibles pratiques ANJE.

Au regard des besoins identifiés, les priorités d'intervention devraient porter sur :

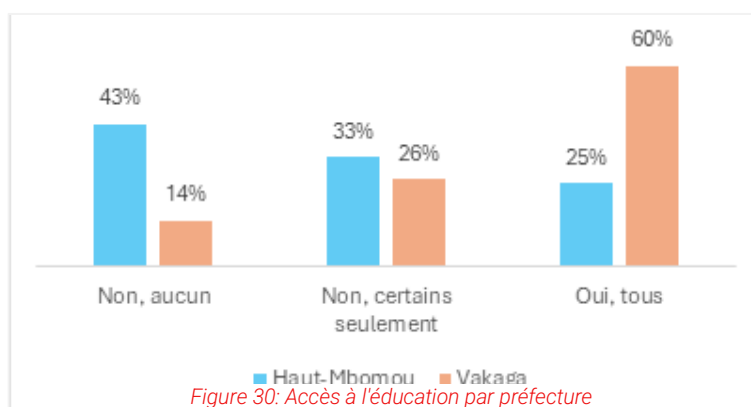
- Le renforcement de l'accès aux soins de santé essentiels et aux médicaments ;
- Le déploiement d'activités mobiles dans les zones enclavées ;
- Le renforcement de la prévention et de la prise en charge du paludisme et de la malnutrition ;
- L'amélioration de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ;
- Le renforcement des sensibilisations communautaires et des pratiques ANJE;
- Ainsi que le soutien intégré aux ménages vulnérables à travers des interventions multisectorielles coordonnées.

3.7. EDUCATION

3.7.1. Accès à l'éducation et scolarisation des enfants

L'accès à l'éducation demeure un enjeu central dans les ménages enquêtés, avec des écarts importants entre le Haut-Mbomou et la Vakaga.

Dans le Haut-Mbomou, la situation apparaît particulièrement préoccupante : 43 % des répondants déclarent qu'aucun enfant ne fréquente l'école. À l'inverse, la Vakaga présente une situation plus

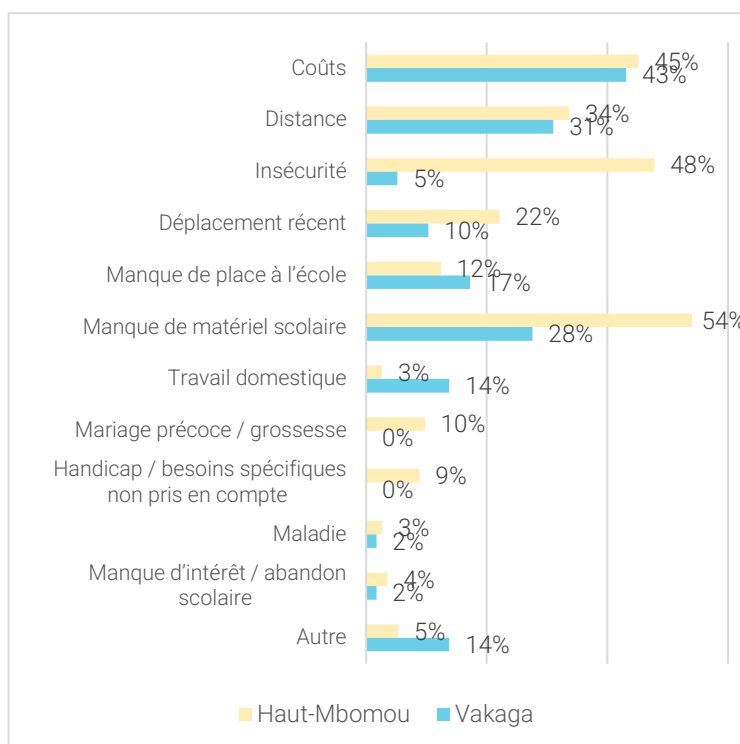


favorable. La majorité des répondants, soit **60 %**, déclarent que tous les enfants du ménage sont **scolarisés**. La part des ménages dont aucun enfant ne va à l'école est nettement plus faible, avec 14 %. Cette comparaison met en évidence une fréquentation scolaire plus élevée en Vakaga, tandis que le Haut-Mbomou reste confronté à un niveau important d'exclusion scolaire.

Principaux obstacles à la scolarisation

Les données qualitatives issues des focus groups confirment ces constats. Elles mettent en avant plusieurs **obstacles majeurs à la scolarisation** : les **coûts liés à l'éducation**, l'**insuffisance des infrastructures scolaires**, le **manque d'enseignants**, l'**insécurité**, le **manque de matériel scolaire**, l'**éloignement des écoles** et les **difficultés économiques des ménages**.

Certaines problématiques apparaissent plus spécifiques. Dans le **Haut-Mbomou**, les déplacements de population sont davantage mentionnés, ce qui peut fragiliser la continuité éducative. Les freins les plus évoqués sont liés à la **fragilité de l'offre éducative** et au **contexte sécuritaire**. Le **manque de matériel scolaire** constitue le principal obstacle, avec **55%**, suivi des **coûts de scolarisation**, cités par **43%** des répondants. La sécurité représente également une contrainte importante avec **32%**, de même que la distance entre le domicile et l'école avec **30%**, l'absence d'enseignants avec **25%**, les déplacements ou pertes de biens avec **21%**, et les écoles non fonctionnelles avec **17%**. Ces données traduisent un système éducatif fragilisé, instable et difficilement accessible.



Dans la **Vakaga**, les obstacles relèvent davantage des contraintes socio-économiques et socioculturelles. **Le coût de la scolarisation est le principal frein, par 44%** des répondants, suivi de **la distance à l'école avec 36%**. Le travail domestique des enfants apparaît comme un facteur déterminant de non-scolarisation ou d'irrégularité scolaire, avec **34%**. Les mariages précoces constituent également un obstacle important, avec **18%**. En revanche, les contraintes liées à l'offre éducative sont moins marquées qu'au Haut-Mbomou : le manque de matériel scolaire est cité par **17%**, l'absence d'enseignants par **7%** et la sécurité par **12%**. La comparaison entre les deux préfectures met donc en évidence deux dynamiques distinctes. **Le Haut-Mbomou est principalement marqué par des obstacles liés à l'offre éducative et à la sécurité**, notamment le manque de matériel scolaire, l'absence d'enseignants, et les écoles non fonctionnelles. **La Vakaga est davantage concernée par les contraintes socio-économiques et socioculturelles, en particulier le travail domestique des enfants, et les mariages précoces**. Certains facteurs restent néanmoins communs aux deux zones, notamment les coûts de scolarisation, élevés dans les deux préfectures, avec **43%** au Haut-Mbomou et **44%** en Vakaga, ainsi que la distance à l'école, légèrement plus élevée en Vakaga avec **36%** contre **30%** au Haut-Mbomou.

Ces résultats confirment la nécessité d'interventions différenciées selon les préfectures, afin de répondre à la fois aux barrières économiques, aux limites de l'offre éducative et aux enjeux de protection.

Figure 31: Principaux obstacles à la scolarisation par préfecture

3.7.2. Genre, inclusion et enfants à besoins spécifiques

L'équité dans l'accès à l'éducation constitue un enjeu essentiel pour garantir une scolarisation inclusive et durable. L'analyse porte sur les disparités entre filles et garçons en matière de scolarisation, ainsi que sur les conditions d'accès des enfants à besoins spécifiques.

Égalité filles/garçons et facteurs de désavantage

Les résultats montrent une perception globalement positive de l'égalité des chances entre filles et garçons dans l'accès à l'éducation. Dans les deux préfectures, la majorité des répondants estime que les filles et les garçons ont les mêmes chances d'aller à l'école, avec 80% dans le Haut-Mbomou et 77% dans la Vakaga. Toutefois, des inégalités restent signalées, notamment en Vakaga, où 22% des répondants estiment que les filles et les garçons n'ont pas les mêmes chances, contre 13% dans le Haut-Mbomou. Cette différence suggère que les inégalités de genre sont davantage perçues ou vécues en Vakaga.

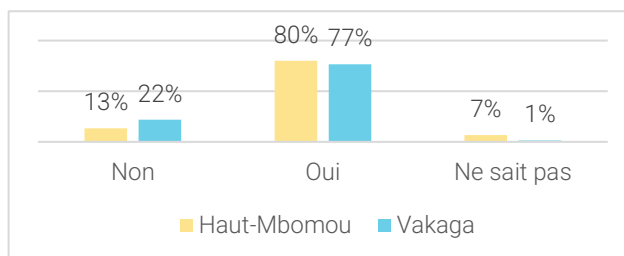


Figure 32: Perception de l'égalité filles/garçons dans l'accès à l'éducation par préfecture

Les perceptions du groupe le plus désavantagé varient fortement selon les zones. Dans le Haut-Mbomou, la majorité des répondants (70%) estime que les filles sont les plus désavantagées contre 22% dans la Vakaga. Cependant, dans la Vakaga, ce sont principalement les garçons qui sont perçus comme les plus désavantagés (78%) contre 30% dans le Haut-Mbomou.

Les filles apparaissent principalement pénalisées par les mariages précoces, les grossesses, l'insécurité et l'éloignement des écoles. Ces facteurs peuvent limiter leur maintien scolaire, notamment lorsque les familles perçoivent les trajets ou l'environnement scolaire comme risqués. Les garçons sont davantage affectés par les travaux domestiques et certaines normes sociales, ce qui traduit le poids des responsabilités familiales et des activités de subsistance sur leur scolarisation. Les coûts de scolarisation affectent les deux groupes et constituent une contrainte transversale.

Dans l'ensemble, les résultats soulignent la nécessité d'intégrer une approche sensible au genre dans les interventions éducatives, en tenant compte des risques spécifiques rencontrés par les filles, mais aussi des contraintes qui affectent la scolarisation des garçons.

Enfants à besoins spécifiques et scolarisation

Les résultats mettent en évidence des différences importantes entre le Haut-Mbomou et la Vakaga en matière d'inclusion scolaire des enfants à besoins spécifiques. Dans la Vakaga, 60 % des répondants déclarent avoir des enfants à besoins spécifiques dans leur ménage et indiquent que ces enfants fréquentent l'école. Cette tendance suggère une meilleure inclusion de ces enfants dans le système scolaire, malgré les défis persistants. Dans le Haut-Mbomou, une proportion importante de ménages rapporte au contraire que des enfants à besoins spécifiques ne sont pas scolarisés. Cette situation révèle l'existence de barrières importantes à leur accès à l'éducation, liées notamment à l'accessibilité des infrastructures, au manque de dispositifs adaptés, aux contraintes économiques et aux représentations sociales. La proportion plus élevée de ménages déclarant ne pas avoir d'enfants à besoins spécifiques dans le Haut-Mbomou peut également refléter une identification limitée de certains besoins spécifiques. Parmi les enfants à besoins spécifiques non scolarisés, le manque d'accompagnement adapté apparaît comme le principal obstacle dans les deux préfectures. Les contraintes financières constituent également un frein majeur, particulièrement dans le Haut-Mbomou. L'inadéquation des infrastructures et des dispositifs scolaires ressort aussi comme une difficulté importante, notamment dans la Vakaga, où certains établissements ne disposent pas des aménagements ou ressources nécessaires pour accueillir et accompagner efficacement ces enfants.

En résumé, l'inclusion scolaire des enfants à besoins spécifiques demeure un défi dans les deux préfectures, avec une situation particulièrement préoccupante dans le Haut-Mbomou. Leur non-scolarisation est principalement liée au manque d'accompagnement adapté, aux difficultés économiques des ménages et à l'insuffisante adaptation de l'environnement scolaire.

Sécurité sur le chemin et à l'école

Le sentiment de sécurité des enfants constitue un facteur déterminant de leur accès et de leur maintien à l'école. Lorsqu'il est faible, il peut affecter la fréquentation scolaire, la régularité et le bien-être des élèves. Dans le Haut-Mbomou, les perceptions sont globalement négatives. Une proportion importante de répondants 45% estime que les enfants ne se sentent pas en sécurité ou pas vraiment en sécurité, tandis qu'une minorité 21% seulement considère que les enfants sont généralement ou totalement en sécurité. Cela traduit un environnement perçu comme instable, susceptible d'influencer négativement la scolarisation. **Dans l'ensemble, les données montrent que la sécurité constitue un enjeu beaucoup plus important dans le Haut-Mbomou que dans la Vakaga.** Cette situation peut entraîner des répercussions directes sur l'accès à l'éducation, la régularité de la fréquentation scolaire et le maintien des enfants à l'école, soulignant l'importance de renforcer les mesures de protection et de sécurisation de l'environnement éducatif dans les zones les plus affectées.

L'identification des lieux où les enfants sont le plus exposés au danger met en relief une perception de risque largement partagée entre l'école et les trajets scolaires dans chaque préfecture évaluée.

Dans le Haut-Mbomou, 65% des répondants estiment majoritairement que les enfants sont exposés au danger à la fois à l'école et sur le chemin, ce qui traduit un environnement globalement perçu comme risqué. Une part plus réduite 12% indique uniquement l'école ou uniquement le trajet, mais l'idée dominante reste celle d'une insécurité généralisée tout au long du parcours scolaire.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que les enfants sont perçus comme exposés à des risques tout au long de leur parcours scolaire, avec une intensité plus forte dans le Haut-Mbomou. Ils soulignent la nécessité de renforcer la sécurisation non seulement des établissements scolaires, mais aussi des trajets empruntés par les enfants pour s'y rendre.

3.7.3. Environnement d'apprentissage et qualité de l'enseignement

La qualité de l'environnement d'apprentissage joue un rôle déterminant dans la réussite scolaire des enfants et leur maintien à l'école. Elle dépend des conditions matérielles, de la disponibilité des ressources pédagogiques, de la présence des enseignants et de la capacité du système éducatif à répondre aux besoins des élèves.

Les résultats montrent des écarts importants entre le Haut-Mbomou et la Vakaga concernant la satisfaction des ménages vis-à-vis de la qualité de l'enseignement. Dans le **Haut-Mbomou, 52 % des ménages se déclarent insatisfaits, tandis que seuls 4 % se disent pleinement satisfaits.** Cette situation traduit des difficultés importantes liées aux conditions d'apprentissage, au fonctionnement des écoles et à la qualité de l'offre éducative. À l'inverse, **la Vakaga présente une perception plus favorable, avec 59 % des répondants satisfaits de l'enseignement.** Cette différence souligne une forte disparité entre les deux préfectures.

L'insatisfaction ou la satisfaction partielle s'explique principalement par des contraintes structurelles : manque de matériel pédagogique, insuffisance ou absentéisme des enseignants, surcharge des classes et perturbations liées aux déplacements de population. Les focus groups confirment également que la qualité de l'enseignement reste affectée par le déficit d'enseignants qualifiés, le manque de ressources didactiques et l'insuffisance des infrastructures adaptées.

La disponibilité du matériel scolaire constitue un autre facteur central. Dans le Haut-Mbomou, la situation est particulièrement préoccupante : une majorité d'écoles dispose d'un matériel insuffisant ou n'a aucun matériel scolaire, avec 48 % et 31 % respectivement. La proportion d'écoles bien équipées y est quasiment inexistante. En Vakaga, la situation apparaît plus favorable, avec 41 % des établissements considérés comme suffisamment équipés, même si une part importante reste confrontée à une insuffisance de

matériel. Ces résultats confirment une inégalité structurelle importante entre les deux zones, au détriment du Haut-Mbomou.

Les ménages identifient plusieurs priorités pour améliorer le système éducatif. La formation des enseignants ressort comme le besoin principal, particulièrement dans le Haut-Mbomou où elle est citée par 81 % des répondants. Le matériel pédagogique constitue également une priorité majeure dans les deux préfectures. La demande de davantage d'enseignants est présente dans les deux zones, tandis que la régularité de leur présence est particulièrement soulignée en Vakaga. Les autres besoins, tels que le soutien en langue, les classes de rattrapage ou la réduction de la taille des classes, apparaissent secondaires par rapport aux enjeux de ressources humaines et pédagogiques.

Les perceptions concernant les enseignants confirment ces constats. Dans le Haut-Mbomou, les enseignants sont principalement décrits comme insuffisants en nombre et souvent absents, avec 46 % et 31 % des répondants concernés. Seuls 4 % les considèrent comme présents et engagés. En Vakaga, la perception est plus positive : 36 % des répondants estiment que les enseignants sont présents et engagés, même si des difficultés persistent en matière de charge de travail et d'absentéisme. Le Haut-Mbomou apparaît donc plus fortement affecté par le déficit et l'irrégularité du personnel enseignant, tandis que la Vakaga présente une situation plus stable mais encore perfectible.

Les données collectées mettent enfin en évidence des conditions d'exercice difficiles pour les enseignants, particulièrement dans le Haut-Mbomou. Les principaux défis concernent le manque de matériel pédagogique, la faible motivation liée à l'insuffisance ou au retard de salaire, le manque de formation, les contraintes sécuritaires, les déplacements de population, l'accès difficile au lieu de travail et les problèmes de logement. Ces facteurs fragilisent la continuité de l'enseignement et réduisent la qualité des apprentissages.

Synthèse des données de focus group avec les réfugiés de Korsi dans la Vakaga

Il n'existe aucune école au sein du village Korsi, ce qui contraint les parents à envoyer leurs enfants dans les écoles locales des villages environnants. Dans ces écoles, les cours sont dispensés en sangho ou en français alors que les réfugiés s'expriment en arabe. Cette différence de langue entraîne une perte d'intérêt généralisée pour l'école et les enfants ont un besoin crucial d'interprètes pour pouvoir comprendre les cours. Les enseignants bien qu'ils fassent de leur mieux se retrouvent eux aussi totalement bloqués par cette barrière linguistique.

Les principaux freins ainsi identifiés pour l'accès à l'école sont la langue, l'éloignement géographique et le manque des moyens financiers. La longue distance à parcourir est un obstacle partagé tant par les filles que par les garçons.

En raison de la barrière de la langue, les parents réfugiés ne s'impliquent pas dans les activités scolaires et ne participent pas aux réunions des parents d'élèves (APE). A ce jour les réfugiés déclarent ne recevoir aucun appui pour l'éducation de leurs enfants. La construction d'une école sur site intégrant la langue arabe et l'anglais figure d'ailleurs parmi les besoins prioritaires exprimés à moyen terme.

3.7.4. Besoins prioritaires d'éducation

Après avoir identifié les principaux obstacles à l'accès, au maintien et à la qualité de l'éducation, il est essentiel d'examiner les besoins prioritaires exprimés par les communautés afin d'améliorer la situation éducative des enfants. Les résultats permettent de mieux comprendre les attentes des ménages et d'orienter les interventions vers les domaines les plus urgents.

Améliorations prioritaires pour faciliter l'accès à l'école

La distribution de matériel scolaire apparaît comme la priorité principale dans les deux préfectures, avec 59 % dans le Haut-Mbomou et 66 % dans la Vakaga. Ce besoin confirme que les fournitures scolaires constituent une condition essentielle pour favoriser l'accès et le maintien des enfants à l'école. Le soutien financier aux ménages ressort également comme une priorité majeure, cité par 50 % des répondants.

dans le Haut-Mbomou et 58 % dans la Vakaga, ce qui confirme le poids des coûts scolaires dans les décisions de scolarisation.

Les besoins liés aux enseignants sont également importants. Dans le Haut-Mbomou, les répondants expriment davantage le besoin d'un meilleur appui aux enseignants, tandis que la demande de recrutement d'enseignants supplémentaires est présente dans les deux préfectures. Ces résultats traduisent des préoccupations relatives à la disponibilité, à la motivation et aux capacités du personnel enseignant, particulièrement marquées dans le Haut-Mbomou.

Les besoins en infrastructures scolaires demeurent aussi significatifs. L'ouverture ou la réhabilitation de salles de classe est davantage mentionnée en Vakaga, ce qui suggère une pression plus forte sur les capacités d'accueil ou l'état des espaces d'apprentissage. Les besoins liés à l'eau, aux latrines et aux conditions d'hygiène scolaire sont moins prioritaires dans les réponses, mais restent présents et doivent être pris en compte dans une approche globale de l'environnement d'apprentissage.

Des différences importantes apparaissent en matière de protection et de vulnérabilité. Dans le Haut-Mbomou, les ménages soulignent davantage la nécessité d'un appui aux enfants déplacés ou affectés par les crises, ainsi que le renforcement de la sécurité autour des établissements scolaires. Ces résultats reflètent un contexte plus préoccupant en matière de protection de l'enfance et de continuité éducative. En Vakaga, les priorités sont davantage orientées vers l'accès aux fournitures scolaires, le soutien financier et l'amélioration des infrastructures éducatives.

Types de soutien nécessaires pour le secteur de l'éducation

Les types de soutien nécessaires confirment ces tendances. Les kits scolaires constituent le besoin le plus fréquemment exprimé, particulièrement dans le Haut-Mbomou avec 87 %, contre 63 % dans la Vakaga. L'appui financier pour couvrir les frais scolaires est également fortement demandé dans les deux préfectures, avec 55 % dans le Haut-Mbomou et 57 % dans la Vakaga.

Le Haut-Mbomou se distingue par des besoins plus marqués en matière d'inclusion, de protection et d'appui aux groupes vulnérables. Les ménages y mentionnent davantage l'appui aux enfants à besoins spécifiques, le soutien orienté vers les filles, l'appui psychosocial et le renforcement de la sécurité autour des écoles. Cette tendance confirme que les besoins éducatifs dans cette préfecture sont fortement liés aux dynamiques de vulnérabilité, de déplacement et de protection.

Dans la Vakaga, la cantine scolaire ressort comme une priorité majeure, citée par 61 % des répondants contre 9 % dans le Haut-Mbomou. Cet écart suggère que l'accès à l'alimentation peut constituer un facteur déterminant de fréquentation scolaire dans cette préfecture. Les besoins en classes temporaires ou salles de classe supplémentaires y sont également davantage exprimés, indiquant une pression plus forte sur les infrastructures éducatives.

Dans l'ensemble, les besoins prioritaires portent sur les kits scolaires, l'appui financier aux ménages, le renforcement du personnel enseignant et l'amélioration des infrastructures. Toutefois, les interventions doivent être différenciées selon les contextes : le Haut-Mbomou nécessite une réponse plus fortement orientée vers la protection, l'inclusion et le soutien aux enfants vulnérables, tandis que la Vakaga appelle une attention particulière aux cantines scolaires, aux infrastructures et à l'accès aux fournitures.

3.8. PROTECTION

La protection des populations, et en particulier des groupes les plus vulnérables, demeure un enjeu majeur dans les contextes affectés par les crises humanitaires et les déplacements de population. L'exposition à diverses formes de violence, d'abus et de menaces peut entraîner des conséquences importantes sur la sécurité, le bien-être et l'accès aux services essentiels des communautés. Cette section analyse les principaux risques de protection signalés par les communautés, les auteurs présumés des incidents, les groupes les plus exposés ainsi que l'ampleur des déplacements forcés observés dans les zones évaluées.

3.8.1. Sécurité, menaces et incidents

Cette sous-section examine les différents incidents de protection rapportés par les communautés au cours de la période de référence. Elle met en évidence les formes de violence les plus fréquemment observées, les acteurs impliqués, les catégories de population considérée comme les plus vulnérables et les mouvements de déplacements forcés affectant les ménages. L'analyse consiste à mieux comprendre l'environnement de protection et à identifier les principaux facteurs de risque auxquels les communautés sont confrontées.

Incidents de violence

Le graphique met en évidence une perception différenciée des incidents de violence récents entre les deux préfectures. Globalement, le **Haut-Mbomou apparaît comme la zone la plus exposée, avec une proportion significativement plus élevée de ménages déclarant avoir connaissance d'incidents récents. À l'inverse, la Vakaga présente une perception beaucoup plus faible de ces événements.**

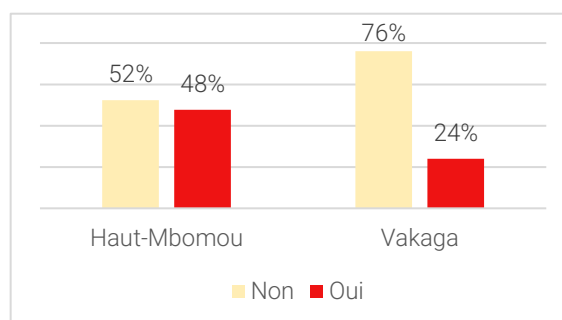


Figure 33: Perception de l'existence des incidents de violence par préfecture

L'écart observé entre les deux zones est important et constitue l'élément clé de l'analyse : il traduit soit une fréquence plus élevée des incidents dans le Haut-Mbomou, soit une meilleure visibilité ou déclaration des cas par les ménages, tandis que la Vakaga pourrait refléter une sous-déclaration, une moindre exposition ou une perception différente des risques. Cette disparité met en évidence des dynamiques de protection contrastées entre les deux préfectures, avec un niveau d'alerte plus marqué dans le Haut-Mbomou. Elle justifie la nécessité d'approfondir l'analyse afin d'identifier la nature des incidents, les facteurs contextuels et les groupes les plus vulnérables, en vue d'orienter des interventions ciblées et adaptées à chaque contexte.

Parmi les répondants ayant déclaré l'existence récente d'incidents de protection dans leur communauté, les résultats révèlent des profils de risques sensiblement différents entre le Haut-Mbomou et la Vakaga.

Dans le **Haut-Mbomou**, la dynamique est dominée par des **violences liées au conflit armé**. Les attaques armées y apparaissent comme la menace centrale, accompagnées de risques importants d'extorsion, de pillage, d'enlèvements et de recrutement forcé. Les violences basées sur le genre y sont présentes mais restent secondaires par rapport aux autres formes d'insécurité. La **Vakaga** présente un profil radicalement différent, où les **violences sexuelles et basées sur le genre** constituent le risque largement dominant. Les autres formes de violences armées y sont relativement moins signalées, et certaines (comme les extorsions et pillages) sont quasi absentes selon les répondants.

L'élément saillant de cette comparaison réside donc dans l'opposition entre un contexte principalement marqué par l'insécurité armée dans le Haut-Mbomou et une prépondérance des VSBG dans la Vakaga. Ces différences suggèrent des environnements de protection distincts, nécessitant des réponses ciblées : renforcement de la protection des civils face aux violences armées d'un côté, et intensification des mécanismes de prévention, de prise en charge et de lutte contre les VSBG de l'autre.

3.8.2. Auteurs de violences

Les résultats de l'évaluation montrent que les auteurs des violences perçus par les ménages diffèrent sensiblement entre le Haut-Mbomou et la Vakaga, reflétant des contextes sécuritaires distincts.

Dans le **Haut-Mbomou**, les données quantitatives et qualitatives présentent les **groupes armés non étatiques comme les principaux responsables des violences**, avec 60% des ménages. Cette proportion, confirme l'importance de la menace représentée par les acteurs armés dans cette préfecture. Les milices locales sont évoquées par 15% des répondants, tandis que 14% des ménages ont mentionnés les forces

de sécurité nationales. Les individus issus de la communauté apparaissent comme des auteurs plus marginaux, avec 10% des réponses.

Dans la **Vakaga**, la situation se distingue par une répartition plus équilibrée des auteurs présumés. **48% des répondants déclarent les individus de la communauté comme les auteurs présumés des violences**, ce qui suggère que les violences perçues sont souvent associées à des conflits interpersonnels, communautaires ou à des tensions locales. Les groupes armés non étatiques sont en deuxième position avec 28%, suivis des forces de sécurité nationales (13 %) et des milices locales (9 %).

La comparaison entre les deux préfectures met en évidence des dynamiques de violence différentes. Dans le Haut-Mbomou, les incidents sont principalement liés aux groupes armés organisés, ce qui correspond à la forte présence d'attaques armées, d'enlèvements et de recrutements forcés. Dans la Vakaga, les violences sont davantage perçues comme d'origine communautaire, suggérant des tensions sociales, familiales ou intercommunautaires plus marquées. La responsabilité des forces de sécurité nationales est jugée similaire dans les deux zones (14% dans le Haut-Mbomou contre 13% dans la Vakaga), tandis que les autres catégories restent marginales (2%). Ces résultats confirment la nécessité d'adapter les réponses : protection renforcée des civils face aux groupes armés dans le Haut-Mbomou, et prévention/résolution des conflits communautaires avec un accent sur la cohésion sociale dans la Vakaga.

3.8.3. Groupes les plus exposés

Les données relatives aux groupes les plus exposés aux risques révèlent des profils de vulnérabilité nettement différenciés entre le Haut-Mbomou et la Vakaga.

Dans le **Haut-Mbomou**, les risques apparaissent relativement répartis entre plusieurs catégories de population, avec une **prédominance des enfants (36 %) et des femmes (35 %)**, indiquant une exposition simultanée des groupes les plus sensibles dans les contextes de crise humanitaire. Les autres groupes, bien que moins touchés, restent présents, notamment les personnes âgées (8 %), les minorités ethniques ou religieuses (6 %) et les personnes en situation de handicap (4 %), traduisant une vulnérabilité plus diffuse et multidimensionnelle.

La situation de la **Vakaga** se caractérise par une **concentration très marquée des risques sur les femmes, qui représentent à elles seules 80% des cas signalés**. Cette domination très forte suggère une exposition particulièrement élevée aux violences basées sur le genre ou à d'autres formes de vulnérabilité structurelle affectant les femmes. Les autres groupes sont très faiblement représentés, notamment les enfants (9%), les personnes âgées et les personnes handicapées (2 % chacune), tandis que les minorités ethniques ou religieuses sont absentes des données. Cette configuration indique une vulnérabilité fortement genrée et potentiellement une sous-représentation des autres catégories de populations.

En résumé, ces résultats mettent en évidence deux dynamiques distinctes : un schéma de vulnérabilité diversifiée dans le Haut-Mbomou, et une concentration quasi exclusive des risques sur les femmes en Vakaga, appelant des réponses différenciées et adaptées aux réalités locales de chaque préfecture.

3.8.4. Déplacements forcés

Les résultats relatifs aux déplacements forcés liés à l'insécurité montrent des situations fortement contrastées entre le Haut-Mbomou et la Vakaga.

Dans le **Haut-Mbomou**, une proportion très élevée des ménages interrogés (**89 %**) **déclare avoir été contrainte de fuir en raison de l'insécurité**, contre seulement 11% n'ayant pas été déplacés. Cette situation traduit une forte dégradation du contexte sécuritaire et une exposition massive des populations aux risques de violence, entraînant des mouvements importants de déplacement forcé.

En revanche, la **Vakaga** présente une situation relativement plus stable au regard des réponses recueillies, avec 85% des ménages déclarant ne pas avoir fui leur lieu de résidence, contre 15% ayant connu un déplacement forcé. Ces résultats suggèrent une pression sécuritaire comparativement moindre ou plus

localisée, bien que la présence de déplacements indique que certaines zones ou groupes restent exposés à des épisodes d'insécurité.

De manière générale, ces données mettent en évidence une forte disparité entre les deux préfectures, **le Haut-Mbomou apparaissant comme un espace marqué par des déplacements massifs liés à l'insécurité**, tandis que la Vakaga semble relativement moins touchée, tout en conservant des poches de vulnérabilité. Les données relatives aux facteurs et périodes associés aux déplacements et aux risques révèlent des dynamiques distinctes entre le Haut-Mbomou et la Vakaga, tant en termes de causes immédiates que de temporalité des événements. Dans le Haut-Mbomou, les déplacements forcés sont principalement liés aux attaques de groupes armés ou aux rumeurs d'attaques (84 %), avec une forte intensification récente, notamment en décembre 2025 (67 %). Les autres causes restent marginales (enrôlements forcés, détentions arbitraires et violences diverses). À l'inverse, dans la Vakaga, aucune référence directe aux groupes armés n'est signalée. L'insécurité est plutôt perçue comme diffuse et ancienne, dominée par l'insécurité générale (40 %) et des événements étalés dans le temps (20 % chacun).

Au regard de l'ensemble de résultats, le Haut-Mbomou fait face à une insécurité armée récente et aiguë, tandis que la Vakaga reflète une insécurité plus structurelle, diffuse et ancrée dans la durée.

3.8.5. Accès aux mécanismes de plaintes et de justice

L'accès aux mécanismes de plainte et de justice constitue un élément central dans l'analyse de la protection des populations en contexte d'insécurité. Il permet d'apprécier dans quelle mesure les communautés peuvent signaler les incidents, rechercher réparation et bénéficier d'un accompagnement adapté face aux violations de droits ou aux situations de vulnérabilité. Cette sous-section examine à la fois la disponibilité de ces mécanismes et la perception de leur efficacité et de leur sécurité, afin d'identifier les éventuelles barrières institutionnelles, sociales ou sécuritaires limitant leur utilisation par les populations affectées.

Accès aux mécanismes de plaintes

Dans les deux préfectures, l'accès aux mécanismes de plainte et de justice reste globalement limité. Dans le Haut-Mbomou, une forte majorité des répondants (**80 % déclare ne pas y avoir accès**, contre seulement 20 % qui indiquent pouvoir recourir à ces dispositifs, révélant une faible disponibilité des services de protection. Dans la Vakaga, la situation est légèrement plus favorable, avec 37 % des répondants affirmant avoir accès à ces mécanismes, contre 63 % qui n'y ont pas accès, ce qui traduit une meilleure connaissance ou présence relative des dispositifs. Il est important de souligner que, ces résultats mettent en évidence des insuffisances importantes dans l'accès aux mécanismes de plainte et de justice dans les deux préfectures, particulièrement marquées dans le Haut-Mbomou, et soulignent la nécessité de renforcer leur disponibilité et leur accessibilité.

Efficacité et sécurité des mécanismes

Les données de l'évaluation montrent que les **mécanismes communautaires constituent le principal recours en matière de plainte et de justice dans les deux préfectures**. Les chefs communautaires sont fortement sollicités, avec 95 % des ménages dans le Haut-Mbomou et 96 % en Vakaga y ayant recours, ce qui traduit leur rôle central dans la résolution des conflits locaux. Le recours aux forces de sécurité reste limité, bien que légèrement plus élevé en Vakaga (23 %) qu'au Haut-Mbomou (11 %), reflétant une utilisation encore marginale des institutions formelles. Quant aux ONG et acteurs humanitaires, leur implication est très faible, voire inexistante dans le Haut-Mbomou, et limitée à 6 % en Vakaga.

En résumé, ces résultats confirment la prédominance des mécanismes communautaires au détriment des dispositifs formels de justice et de protection, soulignant la nécessité de renforcer leur accessibilité et la confiance des populations envers les institutions officielles.

Documentation Civile

La documentation civile constitue un élément essentiel de la protection des populations et de l'exercice de leurs droits fondamentaux. La possession de documents d'identité et d'état civil permet notamment d'accéder aux services sociaux de base, à l'éducation, aux soins de santé, à la justice ainsi qu'aux mécanismes d'assistance humanitaire. En contexte de crise et de déplacement, la perte, l'absence ou les difficultés d'obtention de ces documents peuvent accroître les risques de marginalisation et limiter l'accès aux services essentiels. Cette sous-section analyse la possession de documents d'identité au sein des ménages, les principales difficultés rencontrées pour leur obtention ou leur renouvellement, ainsi que l'accès des enfants aux actes de naissance, afin d'évaluer les enjeux de documentation civile dans les préfectures couvertes par l'évaluation.

Possession de documents d'identité

L'accès aux documents d'identité reste globalement limité, avec des disparités marquées entre les deux préfectures. Dans le Haut-Mbomou, la majorité des ménages (60 %) ne dispose d'aucun document d'identité, tandis que seuls 11 % en possèdent pour tous les membres de la famille, traduisant un important déficit de couverture administrative. Dans la Vakaga, la situation est relativement meilleure : 48% des ménages disposent de documents pour l'ensemble des membres, mais 41% restent sans aucun document et 11% n'en ont que partiellement. Globalement, ces résultats révèlent une meilleure situation dans la Vakaga, malgré des lacunes persistantes, tandis que **le Haut-Mbomou se distingue par une très faible couverture en documents d'identité**, soulignant la nécessité de renforcer l'enregistrement civil dans les deux zones.

Les obstacles à l'obtention des documents d'identité varient nettement entre les deux préfectures, traduisant des contraintes différentes. Dans la Vakaga, les barrières sont essentiellement économiques, avec 69 % des ménages ne disposant pas des moyens nécessaires. Viennent ensuite l'absence de services disponibles sur place (19 %) et, de façon plus marginale, la perte de documents pendant la crise (7 %), les incendies (1 %) et les démarches non engagées (3 %). Dans l'ensemble, le Haut-Mbomou est surtout confronté à un déficit d'offre de services administratifs, tandis que la Vakaga est principalement freinée par des contraintes financières, appelant à des réponses adaptées à chaque contexte.

Difficultés liées aux documents

Dans le Haut-Mbomou, la majorité des ménages (79 %) ne rencontrent pas de difficultés d'accès aux services essentiels (santé, éducation, assistance humanitaire), contre 21 % qui signalent des obstacles. Les principales barrières concernent surtout les contraintes financières (40 %) et les insuffisances d'infrastructures, notamment le manque d'hôpitaux (28 %) et d'écoles (25 %), ainsi que quelques obstacles liés à l'accès et à la qualité des services. La situation de la Vakaga est plus préoccupante, avec 65 % des ménages déclarant rencontrer des difficultés. Les principales causes sont les contraintes financières (54%), suivies du manque d'hôpitaux (24%) et de problèmes liés à la qualité des services de santé et d'éducation (manque de médicaments, personnel et enseignants). En définitive, le Haut-Mbomou apparaît relativement moins affecté en termes d'accès aux services, malgré des insuffisances structurelles, tandis que la Vakaga est davantage confrontée à des barrières économiques et à des déficits plus marqués de l'offre de services essentiels.

Accès à l'acte de naissance

Dans le prolongement de l'analyse sur la documentation civile, l'évaluation a examiné l'accès des enfants déplacés ou affectés par la crise aux documents d'état civil, notamment les actes de naissance, qui constituent un élément essentiel pour la reconnaissance légale de leur identité et l'accès à leurs droits fondamentaux.

Selon les résultats de l'évaluation effectuée auprès des ménages, une majorité des répondants dans les deux préfectures estime que les enfants déplacés ou affectés par la crise n'ont pas accès à la documentation civile. Dans le Haut-Mbomou, 71% des ménages déclarent que ces enfants ne disposent pas d'un accès adéquat aux documents d'état civil, contre seulement 29% qui considèrent qu'ils y ont

accès. Ce résultat met en évidence des difficultés importantes en matière d'enregistrement et de délivrance des documents administratifs pour les enfants touchés par les déplacements et les crises sécuritaires. Les principaux obstacles sont de nature économique et structurelle. Dans le Haut-Mbomou, le coût élevé des services (75 %) et l'insuffisance des structures d'enregistrement (71 %) sont les principales contraintes, suivis d'une faible sensibilisation (21%). Dans la Vakaga, les mêmes difficultés persistent, avec une prédominance encore plus forte des contraintes financières (82%) et du manque de structures (64 %). Pris dans leur ensemble, les résultats montrent une **faible couverture de la documentation civile des enfants dans les deux zones**, avec une situation particulièrement critique au Haut-Mbomou sur le plan de la sensibilisation et en Vakaga sur le plan financier et structurel.

3.8.6. Protection de l'enfance

La protection de l'enfance constitue un axe central de l'analyse des dynamiques de vulnérabilité en contexte de crise, en particulier dans les zones affectées par les déplacements, l'insécurité et les ruptures des structures familiales et communautaires. Les enfants représentent une catégorie particulièrement exposée aux risques multiples, notamment la séparation familiale, la perte de protection parentale, les conditions de vie précaires ainsi que diverses formes de violences et d'exploitation. Cette sous-section examine la situation des enfants non accompagnés et séparés, leurs conditions de vie, les principaux risques auxquels ils sont exposés ainsi que les éventuels changements de comportement observés. Elle analyse également l'existence et l'accessibilité des structures de prise en charge, afin d'évaluer la capacité des mécanismes communautaires et institutionnels à répondre aux besoins de protection de l'enfance dans les préfectures couvertes par l'évaluation.

Enfants non accompagnés

La présence d'enfants non accompagnés ou séparés constitue une réalité préoccupante dans certaines zones, avec des niveaux de disparité marqués entre les deux préfectures étudiées. Dans le Haut-Mbomou, **57 %** des ménages déclarent l'existence de cas d'enfants non accompagnés ou séparés, contre 43 % qui n'en signalent pas, ce qui révèle une situation préoccupante liée aux déplacements, à l'insécurité et à la fragilisation des structures familiales. Dans la Vakaga, la situation est moins marquée, avec 81 % des ménages n'ayant pas observé de tels cas contre 19 % qui en rapportent, bien que des vulnérabilités persistent. En général, **le Haut-Mbomou apparaît plus touché par les phénomènes de séparation familiale**, soulignant la nécessité de renforcer les mécanismes de protection et de prise en charge des enfants vulnérables dans les deux préfectures.

Conditions de vie des enfants

Les modalités de prise en charge des enfants non accompagnés ou séparés présentent des différences significatives entre le Haut-Mbomou et la Vakaga, traduisant des contextes de protection variables selon les préfectures. Dans le Haut-Mbomou, la prise en charge des enfants repose principalement sur des **mécanismes informels, avec 51 % accueillis par des familles hors site et 47 % au sein des sites**. Toutefois, la situation reste préoccupante avec 49 % d'enfants vivant seuls et 13 % vivant dans la rue, tandis que seulement 18 % bénéficient d'un encadrement formel ou institutionnel. Dans la Vakaga, la prise en charge est davantage structurée autour des **familles d'accueil en dehors du site (92 %)**, tandis que les enfants vivant seuls sont moins nombreux (11 %). Les familles d'accueil informelles au sein des sites concernent 25 % des cas, et les dispositifs formels couvrent 14 %. De façon globale, les deux préfectures reposent fortement sur les mécanismes communautaires, mais le Haut-Mbomou présente une situation de vulnérabilité plus aiguë, marquée par une proportion élevée d'enfants sans prise en charge stable, appelant un renforcement des dispositifs de protection formels.

Risques auxquels les enfants sont exposés

Les enfants sont exposés à divers risques de protection dans les deux préfectures, avec une intensité plus marquée dans le Haut-Mbomou. Dans le Haut-Mbomou, les principaux risques concernent **le recrutement forcé (54 %) et le travail dangereux (50 %)**, suivis **des violences à l'école ou au foyer (48 %) et des mariages précoces ou forcés (41 %)**. Les violences sexuelles (30 %), les risques environnementaux

(30 %) ainsi que la présence de mines et engins explosifs (11 %) complètent un environnement globalement très risqué. Dans la Vakaga, les niveaux sont plus faibles mais restent significatifs, avec le **travail dangereux (48%) et les mariages précoces (34%)** comme principaux risques, suivis des violences à l'école ou au foyer (21%) et de niveaux plus réduits pour les autres menaces (recrutement forcé 10%, violences sexuelles 4%, mines 7%, risques environnementaux 6%). Globalement, le Haut-Mbomou apparaît comme la zone la plus exposée et la plus diversifiée en termes de risques de protection des enfants, soulignant la nécessité de renforcer les mécanismes de prévention et de protection adaptés aux contextes de crise.

Changements observés

Des changements de comportement significatifs sont observés chez les enfants dans les deux préfectures, traduisant les effets psychosociaux et comportementaux liés aux situations de crise et de vulnérabilité. Dans le Haut-Mbomou, les principaux changements de comportement observés concernent le manque de respect au sein de la famille (60 %) et la violence envers les autres enfants (50 %). D'autres signes fréquents incluent le comportement agressif (38 %), la tristesse et le repli sur soi, les pleurs et cris inhabituels (34 %), ainsi que la réticence à aller à l'école (33 %). Des comportements plus préoccupants sont également signalés, tels que les actes criminels (24 %), les troubles du sommeil (17 %) et l'isolement social (10 %). Dans la Vakaga, les comportements les plus fréquents sont le comportement agressif (44 %), les pleurs et cris inhabituels (31 %) et le manque de respect dans la famille (27 %). La violence envers les autres enfants (21 %) et la réticence scolaire (19 %) sont également présentes, tandis que les autres signes de détresse restent très faibles. Tout bien considéré, les deux préfectures présentent des troubles comportementaux chez les enfants, mais ceux-ci sont plus nombreux et plus diversifiés dans le Haut-Mbomou, traduisant une vulnérabilité psychosociale plus élevée.

Les structures de prises en charge

Selon les données collectées auprès des ménages, la disponibilité des structures de prise en charge des cas de protection de l'enfance demeure très limitée dans les deux préfectures, avec des niveaux de couverture particulièrement faibles. Dans le Haut-Mbomou, **la quasi-totalité des ménages (95 %) indique l'absence de structures de prise en charge des cas de protection de l'enfance**, contre seulement 5 % qui en reconnaissent l'existence, révélant un déficit critique en mécanismes de protection. Dans la Vakaga, la situation est légèrement meilleure mais reste préoccupante : **environ 74 % des ménages signalent l'absence de structures**, tandis que 26 % en déclarent l'existence. Globalement, les deux préfectures présentent un faible niveau de couverture en dispositifs de protection de l'enfance, avec une situation particulièrement critique dans le Haut-Mbomou, appelant au renforcement urgent des structures de prise en charge.

3.8.7. Violence basée sur le genre (VBG)

La violence basée sur le genre (VBG) constitue l'une des principales préoccupations de protection dans les contextes marqués par la vulnérabilité socio-économique, l'insécurité et les déplacements de population. Les femmes et les filles sont souvent exposées à divers risques, notamment les violences physiques, sexuelles, psychologiques et économiques, qui affectent leur sécurité, leur bien-être et leur accès aux opportunités de développement.

Nous analyserons dans cette section la perception communautaire des risques auxquels les femmes et les filles sont confrontées dans les deux zones. Elle examinera les principaux contextes dans lesquels ces violences surviennent, l'existence et l'accessibilité des services de soutien, ainsi que les obstacles rencontrés par les survivantes pour accéder à une assistance adaptée. L'analyse s'intéresse également à la participation des femmes aux activités économiques et à la présence de structures communautaires ou institutionnelles de prise en charge des cas de violence.

Exposition des femmes et filles aux risques de VBG

Les résultats révèlent une forte perception des risques auxquels sont exposées les femmes et les filles dans le **Haut-Mbomou**, où **75% des ménages estiment qu'elles font face à des risques particuliers**. Dans la **Vakaga**, cette perception est moins élevée mais reste préoccupante, avec **44% des enquêtés signalant également l'existence de risques**. L'écart de 31% entre les deux préfectures met en évidence une situation de protection plus préoccupante dans le Haut-Mbomou et souligne la nécessité d'interventions ciblées en faveur des femmes et des filles dans les zones les plus affectées. Par ailleurs, les données montrent que plusieurs formes de violences basées sur le genre affectent les femmes et les filles dans les deux préfectures, avec toutefois des différences notables selon les contextes. **Le viol et les abus sexuels apparaissent comme le risque le plus fréquemment perçu** dans le Haut-Mbomou, où 89% des répondants l'identifient comme une forme majeure de violence. Cette proportion est également élevée dans la Vakaga (53%), bien qu'elle soit nettement inférieure. Cet écart suggère une exposition particulièrement préoccupante aux violences sexuelles dans le Haut-Mbomou. De plus, **les mariages forcés constituent une préoccupation importante dans les deux préfectures**. Ils sont davantage évoqués dans la Vakaga (85%) que dans le Haut-Mbomou (64%), ce qui pourrait refléter la persistance de pratiques socioculturelles affectant particulièrement les filles dans cette région. En outre, **la violence domestique est également largement rapportée**. Elle concerne 67% des répondants du Haut-Mbomou contre 54% dans la Vakaga. Ces résultats indiquent que les violences exercées au sein du foyer demeurent un problème de protection majeur dans les deux contextes. Parallèlement, **l'exploitation sexuelle en échange de biens ou de services est déclarée par une majorité des familles dans le Haut-Mbomou (59%)**, contre seulement 14% dans la Vakaga. Cette différence importante peut être liée à des niveaux de vulnérabilité économique plus élevés ou à des mécanismes de survie négatifs davantage présents dans certaines localités du Haut-Mbomou.

Les données montrent que les femmes et les filles sont perçues comme particulièrement exposées à des risques dans le Haut-Mbomou, où cette préoccupation est largement majoritaire. Dans la Vakaga, la situation apparaît moins alarmante mais reste significative, puisque près d'un répondant sur deux identifie également des risques. Ces résultats soulignent l'importance de poursuivre l'analyse des mécanismes de protection et des formes spécifiques de vulnérabilité affectant les femmes et les filles.

Contexte des violences

Les données collectées sur le terrain présentent que les principaux risques de violence auxquels sont exposées les femmes et les filles sont liés aux déplacements nécessaires pour accéder aux ressources essentielles et aux services de base, avec une situation plus préoccupante dans le Haut-Mbomou que dans la Vakaga. La collecte de bois et de ressources naturelles constitue le contexte le plus fréquemment évoqué (69 % contre 40 %), suivie des trajets pour l'accès à l'eau et aux services de base (54% contre 19%). Les violences au sein du foyer demeurent également une préoccupation importante dans les deux préfectures (37% dans le Haut-Mbomou et 35% dans la Vakaga). Ces résultats mettent en évidence la nécessité de renforcer les mesures de protection autour des points d'eau, des zones de collecte de ressources et des itinéraires empruntés quotidiennement par les femmes et les filles.

Service de soutien disponible

Les résultats mettent en évidence à travers le graphique ci-dessous une **très faible disponibilité des services de soutien aux survivant(e)s de VBG dans les deux préfectures**, particulièrement dans le Haut-Mbomou, où 92% des répondants déclarent l'absence de tels services, contre 76% dans la Vakaga. Bien que la Vakaga présente une meilleure couverture relative (24% contre 8% dans le Haut-Mbomou), l'accès aux mécanismes de prise en charge demeure largement insuffisant.

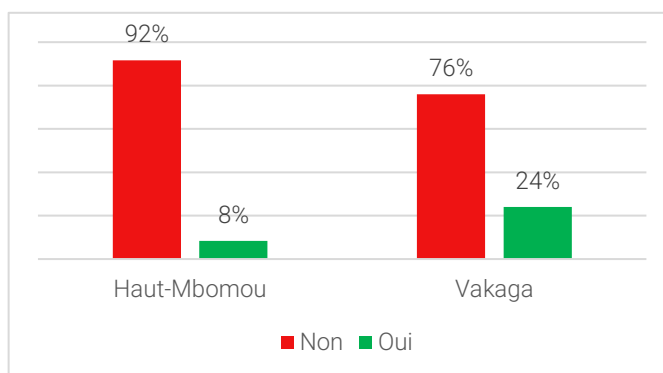


Figure 34: Disponibilité des services de soutien par préfecture

Parmi les services existants, les services de santé sont les plus fréquemment signalés dans la Vakaga (83%), tandis que le Haut-Mbomou se distingue par une plus grande disponibilité perçue des services psychosociaux (72%) et des services de protection ou d'abri sécurisé (67 %). En revanche, les services d'aide juridique restent les moins accessibles dans les deux préfectures (28% dans le Haut-Mbomou et 22% dans la Vakaga). Dans l'ensemble, ces résultats soulignent la nécessité de renforcer et d'étendre les services de prise en charge des survivant(e)s de VBG, en particulier les services juridiques, de protection et d'accompagnement multidisciplinaire, afin d'assurer une réponse plus complète et accessible aux besoins des victimes.

Obstacles d'accès aux services de soutien disponible

Le graphique ci-dessous met en évidence que le **manque de ressources dans les centres de santé constitue le principal obstacle à l'accès aux soins dans les deux préfectures**, par 56% des ménages dans le Haut-Mbomou et 51% dans la Vakaga. Les craintes liées à la stigmatisation et à l'insécurité demeurent également importantes, notamment dans le Haut-Mbomou (41% contre 33%).

Le Haut-Mbomou se distingue par des contraintes sécuritaires et de confidentialité plus marquée, avec 32% des ménages signalant l'insécurité sur les axes menant aux centres de santé, 22% évoquant les activités des groupes armés et 38% mentionnant l'absence de soins confidentiels ou d'un accompagnement adapté. Inversement, la Vakaga est davantage caractérisée par des perceptions d'inégalités de genre, 40% des répondants estimant que les hommes sont prioritaires dans l'accès aux soins, contre 29% dans le Haut-Mbomou.

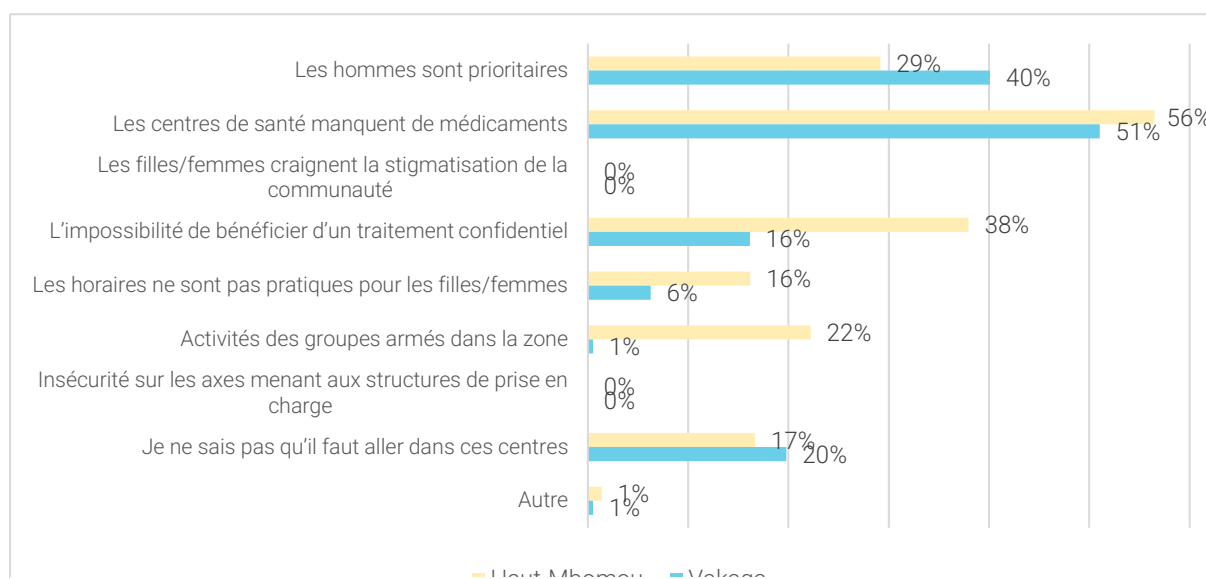


Figure 35: Principaux obstacles d'accès aux services de soutien disponibles par préfecture

Les obstacles à l'accès aux services de santé sont à la fois structurels, sociaux et sécuritaires, ce qui souligne la nécessité de renforcer les capacités des structures sanitaires, d'améliorer la sécurité et la confidentialité des services, et de promouvoir un accès équitable aux soins pour les populations vulnérables.

Activités économiques des femmes

L'analyse des données collectées montrent que les ménages recourent à diverses stratégies d'adaptation pour faire face aux difficultés économiques et à l'insuffisance des moyens de subsistance. Toutefois, certaines de ces stratégies exposent davantage les populations, notamment les femmes et les filles, à des risques de protection. Le **travail journalier constitue la principale stratégie d'adaptation des ménages**, particulièrement dans le Haut-Mbomou, où 65% des familles y ont recours, contre 36% dans la Vakaga. Cette forte dépendance aux activités occasionnelles et informelles reflète une situation de précarité économique plus marquée dans le Haut-Mbomou, les ménages cherchant à générer des revenus immédiats pour couvrir leurs besoins essentiels. L'écart observé entre les deux préfectures met en évidence une vulnérabilité des moyens de subsistance plus importante dans le Haut-Mbomou. Les résultats montrent que les ménages des deux préfectures recourent principalement à des stratégies de survie liées au travail domestique et à la collecte de bois, particulièrement dans la Vakaga, où ces pratiques sont respectivement signalées par 62% et 58% des répondants. Toutefois, le Haut-Mbomou se distingue par une plus forte adoption de mécanismes d'adaptation négatifs ou à haut risque, notamment les relations sexuelles monnayées (46% contre 13% dans la Vakaga) et la mendicité (33% contre 11%). Ces écarts traduisent une vulnérabilité socio-économique plus marquée dans le Haut-Mbomou et soulignent la nécessité de renforcer les moyens de subsistance sûrs et durables afin de réduire le recours à des stratégies susceptibles d'accroître les risques de protection et d'exploitation.

Structures de prise en charge

Le graphique ci-contre présente que plusieurs types d'acteurs contribuent à la fourniture d'aide et de services aux populations, avec des différences notables entre le Haut-Mbomou et la Vakaga.

Dans Vakaga, 54% des familles déclarent que les structures communautaires constituent la principale source de soutien contre 37% dans le Haut-Mbomou. Les ONG jouent également un rôle important dans l'assistance aux populations, étant mentionnées par 36% des répondants dans le Haut-Mbomou et 29% dans la

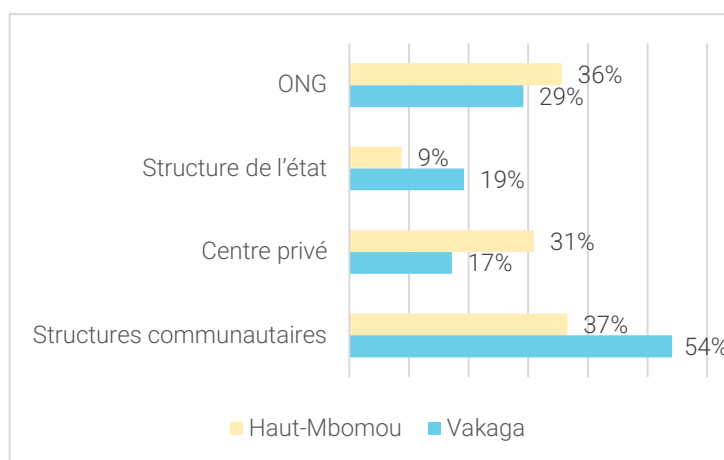


Figure 36: Structures de prise en charge par disponibles par préfecture

Vakaga. Les centres privés apparaissent davantage mobilisés dans le Haut-Mbomou (31%) que dans la Vakaga (17%), tandis que les structures étatiques demeurent peu présentes dans les deux préfectures, malgré une visibilité légèrement plus élevée dans la Vakaga (19% contre 9%). Dans leur globalité, ces résultats mettent en évidence une forte dépendance des populations envers les mécanismes communautaires et les acteurs humanitaires, soulignant la nécessité de renforcer leurs capacités tout en améliorant la présence et l'accessibilité des services publics.

Synthèse des données de focus group avec les réfugiés de Korsi dans la Vakaga

La situation sécuritaire s'est fortement détériorée à Korsi en raison d'une hausse de vols, d'un relâchement de la sécurité et d'une augmentation de l'impunité. A titre d'illustration, la communauté a enregistré un assassinat et deux enlèvements en septembre 2025. Les besoins de protection les plus urgents d'après la communauté sont la sécurité physique, la documentation, la réunification familiale, la

lutte contre les VBG, la protection de l'enfance et le suivi des décisions de justice locale. Les trois risques de protection jugés les plus graves par les habitants sont les vols, les agressions physiques (la nuit) et les dangers liés aux reptiles (serpents) provoqués par l'absence totale d'éclairage nocturne. Les communautés ont identifié des risques spécifiques pour certains groupes de populations :

- Les enfants (filles et garçons) : risque d'agression physique et sexuelle sur le chemin des champs (pour les filles surtout) ;
- Les femmes : risque d'abandon avec grossesse, risque d'exploitation sexuelle lié à la pauvreté, VBG (déni de ressources...) ;
- Les personnes âgées : difficultés d'accès aux ressources naturelles et aux opportunités
- Les personnes vivant avec handicap : difficultés d'accès aux ressources naturelles et aux opportunités.

Si une personne subit un incident de protection, elle est freinée dans sa démarche de demande à l'aide par la peur de représailles et par un manque de confiance envers les autorités. Face à cela, la communauté tente de se protéger en optant pour la tolérance et en évitant au maximum les accrochages. L'éclairage est exprimé comme un besoin prioritaire à court terme pour renforcer la sécurité.

4. VULNERABILITE PAR STATUT

4.1. POPULATIONS DEPLACEES INTERNES ET RETOURNEES

Les populations de la Vakaga et du Haut-Mbomou, qu'elles soient déplacées ou retournées, ont fui les exactions des Groupes Armés Non Etatiques (GANEs) ou ont dû quitter leur logement à la suite des pillages, et se sont installées dans différentes localités. Dans leurs zones d'origine, elles pratiquaient diverses activités économiques, notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche et le petit commerce. Lors de la fuite, ces populations ont dû abandonner leurs biens et se retrouvent désormais dans de nouvelles localités avec des ressources et des moyens limités, sans possibilité de relancer les activités qui leur permettaient de satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Ainsi, ces populations font face à plusieurs problèmes majeurs :

- Manque d'abris ou abris exposant les membres du ménage aux intempéries ;
- Insuffisance des ressources alimentaires : l'accès à une alimentation suffisante est compromis en raison de la perte de moyens de subsistance ;
- Accès insuffisant à l'eau : la quantité et la qualité de l'eau disponible ne permettent pas de répondre aux besoins ;
- Conflits liés aux points d'eau : la compétition croissante pour cette ressource essentielle génère des tensions entre les communautés hôtes et les populations déplacées ;
- Faible accès aux moyens de subsistance : difficultés d'accès à des terres arables, aux intrants agricoles, au matériel aratoire, aux AME, aux services de santé et aux ressources financières nécessaires au développement d'AGR ;
- Insuffisance de projet ciblant les populations déplacés et retournés : la majorité de ces populations affirment n'avoir pas reçu d'assistance depuis soit leur arrivé sur le site ou alors leur retour ;
- Problèmes de documentation civile : actes de naissance et cartes nationales d'identité souvent perdus ou détruits lors des déplacements forcés.

4.2. POPULATIONS HOTES

Malgré la disponibilité des marchés et l'accès aux services de base, les populations hôtes de la Vakaga rencontrent des difficultés structurelles et conjoncturelles qui compromettent leur capacité à assurer durablement leur sécurité alimentaire. Les principales difficultés auxquelles ces populations font face incluent :

- Diminution des ressources financières : la majorité des ménages hôtes étant des agriculteurs, leurs revenus sont gravement affectés par la crise et le changement climatique. Cela limite leur capacité à investir dans du matériel aratoire et des intrants nécessaires pour leurs activités agricoles ;
- Insuffisance de points d'eau : le manque de points d'eau adéquats complique encore plus l'accès à cette ressource essentielle ;
- Renforcement des capacités : il est crucial d'améliorer les techniques de traitement et de potabilisation de l'eau pour garantir une eau saine ;
- Épuisement des réserves alimentaires : ce phénomène est particulièrement aigu durant la période de soudure (mars, juin et juillet), lorsque les ressources alimentaires sont déjà limitées ;
- Diminution de la production agricole : l'insécurité et le changement climatique, combinés à la pression exercée sur les terres agricoles par l'arrivée de nouvelles populations déplacées, rendent difficile la satisfaction d'une demande croissante, entraînant ainsi une hausse des prix sur les marchés ;

4.3. POPULATIONS REFUGIEES

Les populations réfugiées de la Vakaga, ont fui les conflits sur leur territoire pour s'installer en camp. Lors de la fuite, ces populations ont dû abandonner leurs biens et se retrouvent désormais dans de nouvelles localités avec des ressources et des moyens limités, sans possibilité de relancer les activités qui leur permettaient de satisfaire leurs besoins fondamentaux. La vulnérabilité de ces populations réfugiées se manifeste de manière transversale à travers plusieurs facteurs :

- Détérioration des abris et inégalité de protection : une partie des abris des réfugiés a été construite en 2023 en bâches, ces abris sont petits et se délabrent rapidement et sont rongés par les termites. Du fait qu'elles ont été construites en bâche, les familles qui y vivent sont beaucoup moins protégées contre les intempéries que celles bénéficiant des constructions plus récentes (2025) en briques cuites et en ciment ;
- Insécurité alimentaire : Les réfugiés ne disposent pas de suffisamment de nourriture et doivent adopter des stratégies de survie restrictives (réduction des repas et des portions, emprunts et vente des biens ;
- Malnutrition ciblée : Les cas de malnutrition observés au sein de la communauté touchent particulièrement les enfants ;
- Insuffisance de points d'eau : le manque de points d'eau adéquats complique encore plus l'accès à cette ressource essentielle ;
- Difficile accès à la terre : l'accès aux terres cultivables est une contrainte majeure pour les réfugiés. Lorsqu'ils louent des parcelles à la communauté hôte, les propriétaires fonciers récupèrent fréquemment les terres de manière précipitée et sans aucun préavis ;
- Protection et sécurité physique : Les femmes et les filles sont exposées à des risques d'agressions physiques et sexuelles ou VBG lors de leurs activités quotidiennes de subsistance (collecte de bois de chauffage en brousse). De plus l'absence d'éclairage nocturne augmente la vulnérabilité aux vols, agressions physiques et attaques des reptiles ;
- Barrière linguistique à l'école : les structures scolaires locales enseignent en sangho et en français alors que les réfugiés s'expriment en arabe, ce qui empêche toute compréhension des élèves et paralyse le travail des enseignants.

5. RECOMMANDATIONS ET PRIORISATION

Tableau 16 : Recommandations et priorisation des actions à entreprendre dans le Haut-Mbomou et la Vakaga

RECOMMANDATIONS

PRIORISATION

1. SAME

Garantir une assistance immédiate en nature ou en espèces aux ménages déplacés pour leurs permettre de couvrir leurs besoins alimentaires et/ou essentiels et ne pas tomber dans une IAN sévère

Cibler (en dehors des chocs de déplacements de personnes), équitablement tous les statuts (hôte, IDP, retournés) autant que possible pour ne pas nuire et inclure les différentes couches socio-démographiques et privilégier un ciblage basé sur la vulnérabilité qui permettra d'améliorer l'acceptance et renforcer la cohésion sociale.

Faire la cartographie des acteurs nutrition et le dépistage systématique de la Malnutrition Aigüe Globale (MAG) dans les localités d'intervention pour une prise en charge immédiate

Soutenir les agriculteurs en intrants, semences et matériels de production (via coupons ou nature) et les accompagner par des formations sur les pratiques culturales durables.

Organiser des démonstrations culinaires dans les localités à fort taux de prévalence à la MAG pour les personnes à risque (enfants de moins de 5 ans et Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes - FEFA)

Sensibiliser les ménages aux bonnes pratiques nutritionnelles et organiser des campagnes de dépistage pour prévenir la malnutrition aigüe (enfants de moins de 5 ans et FEFA)

Renforcer les pratiques agricoles avec des méthodes plus résilientes, la diversification des cultures, les techniques post-récoltes et le soutien aux capacités d'adaptation des agriculteurs vulnérables

Développer des activités pour le renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables et promouvoir la diversification des revenus via des AGR individuelles ou collectives

Renforcer les communautés, élus et autorités sur les actions anticipatoires, la réduction des risques de catastrophe multirisques, et plaider pour leur intégration dans les financements locaux

Faire une analyse du foncier agricole dans les préfectures d'intervention pour identifier des solutions pour les paysans sans terre

Accompagner les communes dans la restauration des terres pour réduire les problèmes d'accès à la ressource et les conflits

Trouver des alternatives au métayage pour réduire les inégalités entre métayer et propriétaire et renforcer la capacité des plus pauvres à sortir de la pauvreté

RECOMMANDATIONS

PRIORISATION

Développer des forages agricoles pour promouvoir les cultures de contre-saison afin d'améliorer l'accès à la terre et la variété des aliments

Envisager la mise en place de magasins de stockage communautaires et le renforcement des filières d'approvisionnement dans le cadre de futurs projets

2. Eau

Une médiation sociale et une sécurisation de l'accès à l'eau : Déployer en urgence des projets de médiation sociale entre les populations locales, les PDI et les réfugiés soudanais à Goughbéré dans le Haut-Mbomou d'une part et entre les populations hôtes et les réfugiés à Korsi dans la Vakaga d'autre part pour pacifier l'accès, mettre fin à l'éviction des femmes locales et prévenir les agressions physiques et verbales

La réhabilitation d'urgence et la réparation des pannes afin de remettre en état les 55% de forages signalés comme non fonctionnels et désengorger les structures existantes subissant la pression de l'arrivée des PDI

La distribution des récipients de collecte et de stockage : fournir des récipients d'eau adaptés aux ménages pour répondre à la principale cause de sous collecte d'eau. Ces distributions doivent cibler de toutes urgence le Haut-Mbomou où 93% des récipients existant ne sont pas en bon état ainsi que la Vakaga où 48% des ménages manquent de récipients et 21% en ont en mauvais état

Planter de nouveaux points d'eau à moins de 15 minutes (ou moins de 500 mètres) : du domicile des ménages en ciblant prioritairement le Haut-Mbomou où 75% dépassent cette distance standard

La construction de nouveaux forages afin d'éliminer la compétition autour de la ressource en période de tarissement et réduire le nombre médian d'utilisateurs par point d'eau

L'approvisionnement en pièces de rechanges afin de lever le verrou logistique en rendant disponibles et financièrement accessibles les pièces de rechanges indispensables pour rompre le cycle d'abandon des ouvrages

La mise en place et redynamisation des CGPE : là où ils font défaut en priorisant le Haut-Mbomou où 75% des points d'eau protégés n'en disposent pas tout en s'assurant de l'inclusion de toutes les sensibilités sociales

L'appui à la gestion des fonds de maintenance : structurer la collecte et la gestion des contributions mensuelles pour remédier au manque chronique de fonds communautaires ou institutionnels dédiés aux réparations

L'institution de clauses d'exemption tarifaire : appuyer les comités de gestion pour intégrer des clauses de gratuité ou d'exemption de cotisation vis-à-vis des ménages indigents et des personnes âgées mettant fin à l'exclusion économique constatée

L'inclusion physique et l'accessibilité universelle : aménager des facilités spécifiques, notamment des rampes d'accès sur les superstructures des forages, pour lever les barrières limitant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et des personnes âgées

La promotion du traitement de l'eau à domicile : encourager et systématiser les techniques de traitement de l'eau avant consommation

3. Hygiène et Assainissement

Mettre en place l'ATPC pour réduire la pratique de défécation à l'air libre dans les différentes communautés

Construire de nouvelles latrines : augmenter le nombre d'infrastructures pour réduire le taux de partage élevé (5 ménages pour une seule latrine) afin d'éviter la surcharge des latrines

Installer des dispositifs de lavage des mains : équiper systématiquement les abords des latrines en DLM car 85% des ménages qui possèdent une latrine n'en dispose pas

Améliorer la gestion des déchets ménagers : organiser des sensibilisations auprès des ménages spécifiquement dans le Haut-Mbomou où 63% des ménages jettent leurs déchets dans des terrains ouverts non désignés

Equiper les formations sanitaires en fosse à déchets

Mettre en place des mesures de contrôle contre la présence anormale de vecteurs de maladies qui affectent 67% des ménages en ciblant prioritairement les moustiques, les mouches, les cafards et les rongeurs

Mener des campagnes de sensibilisation sur les cinq moments clés de lavage des mains

Sensibiliser massivement les femmes sur l'importance de se laver les mains avant d'allaiter

Promouvoir l'usage du savon ou de la cendre pour le lavage des mains pour encourager l'abandon du lavage des mains à l'eau simple

Faciliter l'accès au savon : développer des solutions pour rendre le savon accessible ou disponible, sa cherté et son indisponibilité sur le marché étant les principaux freins identifiés

Sensibiliser à la protection des aliments : éduquer les populations sur la nécessité de couvrir systématiquement les plats afin d'éviter les contaminations extérieures

4. Gestion des ressources en eau

Renforcer le système de maintenance des points d'eau par la formation des artisans réparateur et les doter en kits de travail pour garantir un approvisionnement constant en eau potable

Renforcement des structures de gestion de l'eau (CGPE) pour un meilleur approvisionnement en eau des communautés

Travailler avec les services techniques, les autorités communales et les communautés pour l'analyse des difficultés dans la gestion de la ressource en eau dans les localités et identifier des alternatives durables favorisant un accès à tous et permettant le recouvrement des coûts

Développer des infrastructures hydrauliques adaptées pour répondre à la pression exercée par l'arrivée de PDI et des infrastructures pastorales pour éviter l'apparition de conflits intercommunautaires

5. Abris

Cibler en priorité le Haut-Mbomou où le Scorecard Abris atteint un niveau critique de 4.26 et affecte 74% des ménages

Fournir des abris d'urgence immédiats au 2% des ménages qui dorment actuellement à la belle étoile

Déployer une assistance ciblée pour les 93% des PDI à Obo affirmant n'avoir reçu aucun appui jusqu'à présent

Fournir des kits de toiture d'urgence dans la Vakaga pour les maisons dépourvues de toitures et pour le renforcement de l'étanchéité de celles en présence

Renforcer les abris construits pour les réfugiés en 2023 à Korsi dans la Vakaga

Promouvoir la construction d'abris semi-permanents adaptés aux réalités des populations et résistance aux intempéries

Développer des modèles communautaires d'abris résilients pour servir de référence et de site de démonstration dans les zones à haut risque

Former les artisans et maçons locaux aux techniques de construction résiliente (stabilisation de la terre, fondations renforcées, élévation du plancher, matériaux durables)

Appuyer le développement d'une politique locale d'habitat rural résilient, intégrant les standards minimums du Cluster Abris et les normes Sphère

6. Santé - nutrition

Le renforcement de l'accès aux soins de santé essentiels et aux médicaments

Le déploiement d'activités mobiles dans les zones enclavées

Le renforcement de la prévention et de la prise en charge du paludisme et de la malnutrition

L'amélioration de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement

Le renforcement des sensibilisations communautaires et des pratiques ANJE

Le soutien intégré aux ménages vulnérables à travers des interventions multisectorielles coordonnées

7. Education

Améliorer l'accès à l'éducation : actions spécifiques en fonction des zones (Haut-Mbomou : offre éducative et prise en compte des contraintes sécuritaires) – lien avec les activités de protection ; Vakaga : cibler les barrières socio-économiques et socioculturelles, (coûts de scolarisation, le travail domestique des enfants et les mariages précoces)

Intégrer une approche sensible au genre dans les interventions éducatives, en tenant compte des barrières spécifiques rencontrées par les filles et les garçons selon les zones.

Renforcer les actions de prévention des mariages précoces, des grossesses précoces et des risques liés à l'insécurité, en particulier pour favoriser le maintien scolaire des filles.

RECOMMANDATIONS

PRIORISATION

Réduire l'impact des travaux domestiques et des responsabilités familiales sur la scolarisation, notamment à travers la sensibilisation communautaire.

Renforcer l'éducation inclusive pour les enfants à besoins spécifiques : accompagnement adapté, identification des besoins, appui aux familles et orientation vers les services disponibles.

Améliorer l'accessibilité des infrastructures scolaires et les dispositifs d'accueil pour les enfants à besoins spécifiques, avec une attention particulière au Haut-Mbomou. Renforcer prioritairement la qualité de l'enseignement dans le Haut-Mbomou, où l'insatisfaction des ménages est la plus élevée : renforcement des capacités des enseignants, dotation en matériel scolaire et pédagogique

Intégrer les contraintes de protection, d'accès, de logement et de conditions de travail des enseignants dans les réponses éducatives, notamment dans les zones les plus instables.

Intégrer les services de base dans l'amélioration de l'environnement scolaire : points d'eau, latrines séparées et conditions d'hygiène adaptées.

Distribution de kits scolaires et l'appui financier aux ménages dans les deux préfectures afin de réduire les barrières matérielles et économiques à la scolarisation.

Adapter les interventions par zone : Haut-Mbomou : protection, sécurité scolaire, appui psychosocial, enfants déplacés, filles et enfants à besoins spécifiques ; Vakaga : cantines scolaires, infrastructures éducatives et fournitures scolaires.

Réhabiliter ou ouvrir des salles de classe dans les zones où la pression sur les infrastructures est la plus forte, notamment en Vakaga.

8. Protection

Protection générale : renforcement des mécanismes communautaires

Campagnes mobiles d'enregistrement des actes d'état civil

Développer les systèmes d'alerte précoce et protection des civils

Identification et référencement des enfants non accompagnés

Renforcement de la prise en charge des enfants vulnérables

Prévention du travail dangereux et des mariages précoces

Renforcement des services VBG multisectoriels

Amélioration de la couverture des services VBG (Haut-Mbomou)

Mise en place d'espaces sûrs pour femmes et filles

Sécurisation des zones de collecte de bois et points d'eau

Renforcement des capacités des structures de santé

Amélioration de la confidentialité et accompagnement des survivantes

Développement d'opportunités économiques sûres pour les ménages

Renforcement des AGR pour réduire les stratégies négatives

Mise en place et renforcement des comités de vigilance

RECOMMANDATIONS

Cohésion sociale et résolution des conflits communautaires

Améliorer l'accès aux mécanismes de plainte et de recours

Réduction/subvention des coûts des documents civils

Renforcement des services d'état civil

Développement de campagnes d'information sur les services disponibles

Autonomisation économique des femmes (formations et accès marché)

